



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)  
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

## PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 18 juin 1960

### RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine.

Québec, le 28 mai 1960.

*L'Imprimeur de la Reine,*  
 ROCH LEFEBVRE.

53988-22-5-0

### AVIS AUX INTÉRESSÉS

#### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, June 18th, 1960

### RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week.

Quebec, May 28th, 1960.

ROCH LEFEBVRE,  
*Queen's Printer.*

53988-22-5-0

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

#### Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le **mercredi** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
53551 — 1-53-o

the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on **Wednesday**, providing that this day of the week has not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1 per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
53551 — 1-53-o

## Lettres patentes

(P.G. 11869-60)

All Craft Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1960, constituant en corporation: Fernand Asselin, industriel, de Dorion, Paul-Émile Savage, notaire public, de Ste-Anne-de-Bellevue, et Laurin Lapointe, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

## Letters Patent

(A.G. 11869-60)

All Craft Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1960, incorporating: Fernand Asselin, industrialist, of Dorion, Paul-Émile Savage, public notary, of Ste-Anne-de-Bellevue, and Laurin Lapointe, advocate, of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "All Craft Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pincourt, Ile-Perrot, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11932-60)

**Andrew Nelson McShane Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1960, constituant en corporation: Louis Freedman, de Côte St-Luc, Irwin Aaron Frankel, de Mont-Royal, tous deux avocats et conseillers de la Reine, et Sadie Gersovitz, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de convoyeurs, convoyeurs à courroie, convoyeurs à chaîne, convoyeurs à godets, sections de charpente métallique, et faire le commerce de tout autres articles, dispositifs, pièces, fournitures, accessoires et appareillage s'y rapportant ou relatifs à ceux, sous le nom de "Andrew Nelson McShane Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$10 chacune et 750 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5803 Chemin Côte des Neiges, chambre 204, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
54174 P. FRENETTE.

(P.G. 11680-60)

**Association des Estimateurs Municipaux du Québec**  
**Quebec Association of Assessing Officers**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze avril 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Eugène Mercier, cotiseur, Léopold Giroux, ingénieur professionnel, tous deux de Québec, et Jean-Charles Sarault, inspecteur-vérificateur, de Ste-Foy, pour les objets suivants:

L'échange de renseignements et de méthodes concernant la pratique de l'estimation municipale; l'amélioration du statut professionnel, les qualifications et la compétence des estimateurs municipaux, sous le nom de "Association des Estimateurs Municipaux du Québec — Quebec Association of Assessing Officers".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
54174-o P. FRENETTE.

To carry on a business dealing in building materials under the name of "All Craft Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Pincourt, Ile-Perrot, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11932-60)

**Andrew Nelson McShane Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1960, incorporating: Louis Freedman, of Côte St-Luc, Irwin Aaron Frankel, of Mount Royal, both advocates and Queen's Counsels, and Sadie Gersovitz, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in conveyers, belt conveyers, chain conveyers, bucket conveyers, structural steel sections, and to deal in all other articles, devices, parts, supplies, attachments and accessories connected therewith or related thereto, under the name of "Andrew Nelson McShane Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 250 common shares of \$10 each and 750 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5803 Côte des Neiges Road, Room 204, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11680-60)

**Association des Estimateurs Municipaux du Québec**  
**Quebec Association of Assessing Officers**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Eugène Mercier, assessor, Léopold Giroux, professional engineer, both of Quebec, and Jean-Charles Sarault, inspector-verifier, of Ste-Foy, for the following purposes:

The exchange of information and methods concerning the practice of municipal assessment; the improvement of the professional statute, the qualifications and competence of assessing officers, under the name of "Association des Estimateurs Municipaux du Québec — Quebec Association of Assessing Officers".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 16433-59)

**Atlantic Helicopters Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1960, constituant en corporation: Charles Tremblay, André Miville-Dechéne et Pierre Côté, avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aéronefs, aéroplanes, biplanes, machines, appareils volants, hydroplanes, hélicoptères ou automobiles, sous le nom de "Atlantic Helicopters Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 50,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
54174 P. FRENETTE.

(A.G. 16433-59)

**Atlantic Helicopters Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1960, incorporating: Charles Tremblay, André Miville-Dechéne and Pierre Côté, advocates, of Quebec, for the following purposes:

To deal in air ships, aeroplanes, biplanes, machines, flying apparatus, hydroplanes, helicopters or automobiles, under the name of "Atlantic Helicopters Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 50,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

54174-o P. FRENETTE,  
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11716-60)

**Baie d'Urfé Citizens' Association**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1960, constituant en corporation sans capital-actions: George Thomas Boomer, gérant des ventes, Patrick O'Flaherty, administrateur, et Douglas Edward Guiton, spécialiste en statistiques, tous de Baie-d'Urfé, pour les objets suivants:

Recruter l'intérêt des résidents de la ville de Baie-d'Urfé dans toutes les choses affectant la communauté et encourager et promouvoir parmi eux un esprit plus fort de civisme, sous le nom de "Baie d'Urfé Citizens' Association".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Baie d'Urfé, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
54174 P. FRENETTE.

(A.G. 11716-60)

**Baie d'Urfé Citizens' Association**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: George Thomas Boomer, sales manager, Patrick O'Flaherty, executive, and Douglas Edward Guiton, statistics specialist, all of Baie-d'Urfé, for the following purposes:

To enlist the interest of the residents of the town of Baie-d'Urfé in all matters affecting the community and to foster and promote among them a stronger spirit of citizenship, under the name of "Baie d'Urfé Citizens' Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Baie-d'Urfé, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1960.

54174-o P. FRENETTE,  
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11822-60)

**Borenstein Plumbing & Heating Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1960, constituant en corporation: Arthur I. Bronstein, William I. Miller, tous deux de Montréal, et Morton Bell, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de "Borenstein Plumbing & Heating Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 160 ouest rue Laurier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
54174 P. FRENETTE.

(A.G. 11822-60)

**Borenstein Plumbing & Heating Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1960, incorporating: Arthur I. Bronstein, William I. Miller, both of Montreal, and Morton Bell, of St-Laurent, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Borenstein Plumbing & Heating Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 160 Laurier Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1960.

54174-o P. FRENETTE,  
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11860-60)

**Caron & Caron Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1960, constituant en corporation: Louis Caron, électricien, Raymond Moreault, avocat, et Béatrice Clément, ménagère, épouse séparée de biens dudit Louis Caron, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Chibougamau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de "Caron & Caron Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 323 — fième rue, Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
54174-o P. FRENETTE.

(A.G. 11860-60)

**Caron & Caron Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1960, incorporating: Louis Caron, electrician, Raymond Moreault, advocate, and Béatrice Clément, housewife, wife separate as to property of the said Louis Caron, and duly authorized by him for these presents, all of Chibougamau, for the following purposes:

To carry on a business as electricians, under the name of "Caron & Caron Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 323—4th Street, Chibougamau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11753-60)

**Centre Social de Lauzon Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf avril 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Robert Ruel, comptable agréé, Raynald Guay, étudiant en droit, Gaston Blais, comptable, Georges-Étienne Samson, chimiste, Denary Hallé, professeur, Paul Théberge, courtier, et Pierre-E. Ruel, gérant des ventes, tous de Lauzon, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre social et de loisirs, sous le nom de "Centre Social de Lauzon Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Lauzon, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
54174-o P. FRENETTE.

(A.G. 11753-60)

**Centre Social de Lauzon Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Louis-Robert Ruel, chartered accountant, Raynald Guay, law student, Gaston Blais, accountant, Georges-Étienne Samson, chemist, Denary Hall, professor, Paul Théberge, broker, and Pierre-E. Ruel, sales manager—all of Lauzon, for the following purposes:

To establish and direct a social and recreational center, under the name of "Centre Social de Lauzon Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Lauzon, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11813-60)

**Chamartom Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1960, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en loi, de Mont Royal, Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, et Clifford George Meek, teneur de livres, de Montréal, pour les objets suivants:

Généralement agir comme préposé aux placements et exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Chamartom Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
54174 P. FRENETTE.

(A.G. 11813-60)

**Chamartom Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1960, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, of Mount Royal, Ernest William Mockridge, manager, of St-Lambert, and Clifford George Meek, bookkeeper, of Montreal, for the following purposes:

Generally, to function as an investor and to carry on the business of an investment holding company, under the name of "Chamartom Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11710-60)

**Coin-Op Contractors & Service Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1960, constituant en corporation: James Gibb Stewart, du village de Como Est, Alexandre-Raymond Crepault, de Montréal, et Thomas Justin McKenna, de Mont Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et spécialistes dans l'installation, la construction, location à bail, exploitation, réparation, altération, amélioration et entretien de machines et équipement de toutes sortes et descriptions, pour fins de vente ou autres, sous le nom de "Coin-Op Contractors & Service Ltd.", avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins de \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

(A.G. 11710-60)

**Coin-Op Contractors & Service Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1960, incorporating: James Gibb Stewart, of the village of Como East, Alexandre-Raymond Crepault, of Montreal, and Thomas Justin McKenna, of Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and specialists in the installation, building, leasing, operation, repairing, alteration, improvement and servicing of machines and equipment of every kind and description, for purposes of vending or otherwise, under the name of "Coin-Op Contractors & Service Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each, and the amount with which the company will commence its operations will not be less than \$500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-0 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11698-60)

**Dart Laundries Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1960, constituant en corporation: Seymour Elkin, notaire, de Westmount, John Ferrabee, fidéicommissaires, de Montréal, Stanley Stanger, de Hampstead, Ralph C. Tees, de Westmount, fidéicommissaires, et Mary Jane Sohlman, secrétaire, épouse séparée de biens de Ole Sohlman, de Rosemère, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une buanderie générale, sous le nom de "Dart Laundries Ltd.", avec un capital-actions divisé en 2,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera 614 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

(A.G. 11698-60)

**Dart Laundries Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1960, incorporating: Seymour Elkin, notary, of Westmount, John Ferrabee, trust officer, of Montreal, Stanley Stanger, of Hampstead, Ralph C. Tees, of Westmount, both trust company officers, and Mary Jane Sohlman, secretary, wife separate as to property of Ole Sohlman, of Rosemere, for the following purposes:

To carry on the business of a general laundry, under the name of "Dart Laundries Ltd.", with a capital stock divided into 2,000 shares having no nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be \$10,000.

The head office of the company will be at 614 Saint James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-0 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11873-60)

**Delcey Construction Co. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1960, constituant en corporation: David Manela, Alexander Edelman, constructeurs, et Celina Manela, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Delcey Construction Co. Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 11873-60)

**Delcey Construction Co. Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1960, incorporating: David Manela, Alexander Edelman, builders, and Celina Manela, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Delcey Construction Co. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11425-60)

**De Sola Club of Montreal Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Maxwell M. Kalman, architecte, Wilfred Shuchat rabbin, Alexander I. Popliger, avocat, Hyman Levitt, Benjamin Block, hommes d'affaires, tous les cinq de Westmount, S. M. Zambrowsky, rabbin, Charles Solomon, dentiste, Nathaniel H. Salomon, avocat, Ralph E. Lazar, Charles Shuchat, Lyon W. Fainer, Leo Haberman et Jack Rubinovich, hommes d'affaires, tous les huit de Montréal, pour les objets suivants:

Dans les limites de la cité de Montréal, dans le district de Montréal et pas ailleurs, établir, entretenir et gérer un "Dining club" privé et social, sous le nom de "De Sola Club of Montreal Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$500,000.

Le siège social de la corporation sera 310 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

(A.G. 11425-60)

**De Sola Club of Montreal Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Maxwell M. Kalman, architect, Wilfred Shuchat, rabbi, Alexander I. Popliger, advocate, Hyman Levitt, Benjamin Block, businessmen, all five of Westmount, S. M. Zambrowsky, rabbi, Charles Solomon, dentist, Nathaniel H. Salomon, advocate, Ralph E. Lazar, Charles Shuchat, Lyon W. Fainer, Leo Haberman and Jack Rubinovich, businessmen, all eight of Montreal, for the following purposes:

Within the city of Montreal, in the district of Montreal, and not elsewhere, to establish, maintain and conduct a private social and dining club, under the name of "De Sola Club of Montreal Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at 310 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11718-60)

**Domaine du Lac Maskinongé Limitée  
Domain of the Lake Maskinongé Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date treize avril 1960, constituant en corporation: Mme Annette Prescott, ménagère, épouse séparée de biens de Ernest Morin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Roméo Allard, hôtelier, Maurice Beaulieu, électricien, Mme Laurette Lanoix, ménagère, épouse séparée de biens de Fernand Arbour, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous quatre de St-Gabriel-de-Brandon, et Madeleine Labelle, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de "Domaine du Lac Maskinongé Limitée — Domain of the Lake Maskinongé Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Gabriel-de-Brandon, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(A.G. 11718-60)

**Domaine du Lac Maskinongé Limitée  
Domain of the Lake Maskinongé Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1960, incorporating: Mrs. Annette Prescott, housewife, wife separate as to property of Ernest Morin, and duly authorized by him for these present purposes, Roméo Allard, hotel-keeper, Maurice Beaulieu, electrician, Mrs. Laurette Lanoix, housewife, wife separate as to property of Fernand Arbour, and duly authorized by him for these present purposes, all four of St-Gabriel-de-Brandon, and Madeleine Labelle, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as hotel keepers under the name of "Domaine du Lac Maskinongé Limitée — Domain of the Lake Maskinongé Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Gabriel-de-Brandon, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11857-60)

**Domaine Le Royer Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 11857-60)

**Domaine Le Royer Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1960, constituant en corporation: Hugh R. Smart, Nicholas Vlahos, avocats, Marie-Claire Guay et Estelle Pelletier, secrétaires, majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Domaine Le Royer Inc.", avec un capital total de \$2,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1960, incorporating: Hugh R. Smart, Nicholas Vlahos, advocates, Marie-Claire Guay and Estelle Pelletier, secretaries of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Domaine Le Royer Inc.", with a total capital stock of \$2,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 1,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11593-60)

**École Secondaire Classique  
Sainte-Catherine**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Mère Saint-Jean-Dominique, née Lucienne Bertrand, assistante générale, Rév. Mère Saint-Alphonse-de-Valence, née Marguerite St-Hilaire, supérieure provinciale, et Rév. Sœur Saint-François, née Antoinette Riopelle, supérieure, toutes trois de la Congrégation de Notre-Dame, de Montréal, pour les objets suivants:

Pourvoir à l'éducation, la formation, l'instruction de la jeunesse féminine, sous le nom de "École Secondaire Classique Sainte-Catherine".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera 2380, rue Ste-Catherine, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(A.G. 11593-60)

**École Secondaire Classique  
Sainte-Catherine**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Mother Sainte-Jean-Dominique, née Lucienne Bertrand, assistant general, Rev. Mother Saint-Alphonse-de-Valence, née Marguerite-St-Hilaire, provincial superior, and Rev. Sister Saint-François, née Antoinette Riopelle, superior, all three of the Congrégation de Notre-Dame, of Montreal, for the following purposes:

To provide for the education, formation and teaching of feminine youth, under the name of "École Secondaire Classique Sainte-Catherine".

The amount to which the value of immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 2380 St. Catherine street, east, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11594-60)

**École Secondaire Classique  
Saint-Rosaire**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Mère Sainte-Dosithée, née Marie-Germaine Bazinet, assistante générale, Rév. Mère Sainte-Marie-Ernestine, née Gilberte Bertrand, supérieure provinciale, toutes deux de Montréal, et Rév. Sœur Sainte-Marie-du-Thabor, née Gabrielle Bourque, supérieure, de Côte Saint-Paul, toutes trois de la Congrégation de Notre-Dame, pour les objets suivants:

Pourvoir à l'éducation, la formation, l'instruction de la jeunesse féminine, sous le nom de "École Secondaire Classique Saint-Rosaire".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera 1734, avenue de l'Église, Côte Saint-Paul, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 11594-60)

**École Secondaire Classique  
Saint-Rosaire**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Mother Sainte-Dosithée, née Marie-Germaine Bazinet, assistant general, Rev. Mother Sainte-Marie-Ernestine, née Gilberte Bertrand, provincial superior, both of Montreal, and Rev. Sister Sainte-Marie-du-Thabor, née Gabrielle Bourque, superior, of Côte Saint-Paul, all three of the Congrégation de Notre-Dame, for the following purposes:

To provide for the education, formation, and teaching of young girls, under the name of "École Secondaire Classique Saint-Rosaire".

The amount to which the value of immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 1734 Church Avenue, Côte Saint-Paul, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11598-60)

**École Secondaire Classique de Sainte-Thérèse**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Mère Saint-Jean-Dominique, née Lucienne Bertrand, assistante générale, Rév. Mère Sainte-Bertille, née Bertille Arcand, dépositaire générale, toutes deux de Montréal, et Rév. Sœur Sainte-Marie-Immaculée, née Marie-Alberta-Irène Huberdeau, supérieure, de Sainte-Thérèse-de-Blainville, toutes trois de la Congrégation de Notre-Dame, pour les objets suivants:

Pourvoir à l'éducation, la formation, l'instruction de la jeunesse féminine, sous le nom de "École Secondaire Classique de Sainte-Thérèse".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera 6, rue de l'Église, Sainte-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11597-60)

**École Secondaire Classique de Sorel**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Mère Saint-Jean-Baptiste, née Alexandrine Matte, assistante générale, de Montréal, Rév. Soeur Ste-Marie-Thérèse-du-Sauveur, née Marie-Thérèse Gagnon, supérieure, de Sorel, et Rév. Soeur St-Léon-d'Aquitaine, née Fernande Carle, préfète provinciale des études, de Saint-Jean, toutes trois de la Congrégation de Notre-Dame, pour les objets suivants:

Pourvoir à l'éducation, la formation, l'instruction de la jeunesse féminine, sous le nom de "École Secondaire Classique de Sorel".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera 127, rue Georges, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11592-60)

**École Secondaire Classique Villa-Maria**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mai 1960, constituant en corporation sans

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1960.

54174 P. FRENETTE,  
*Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11598-60)

**École Secondaire Classique de Sainte-Thérèse**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Mother Saint-Jean-Dominique, née Lucienne Bertrand, assistant general, Rev. Mother Sainte-Bertille, née Bertille Arcand, general depository, both of Montreal, and Rev. Sister Sainte-Marie-Immaculée, née Marie-Alberta-Irène Huberdeau, superior, of Sainte-Thérèse-de-Blainville, all three of the Congrégation de Notre-Dame, for the following purposes:

To provide for the education, formation, and teaching of feminine youth, under the name of "École Secondaire Classique de Sainte-Thérèse".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 6 Church street, Sainte-Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1960.

54174 P. FRENETTE,  
*Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11597-60)

**École Secondaire Classique de Sorel**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Mother Saint-Jean-Baptiste, née Alexandrine Matte, assistant general, of Montreal, Rev. Sister Ste-Marie-Thérèse-du-Sauveur, née Marie-Thérèse Gagnon, superior, of Sorel, and Rev. Sister St-Léon-d'Aquitaine, née Fernande Carle, provincial vice-principal, of Saint John's, all three of the Congrégation de Notre-Dame, for the following purposes:

To provide for the education, formation, and teaching of young girls, under the name of "École Secondaire Classique de Sorel".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 127 George Street, Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1960.

54174 P. FRENETTE,  
*Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11592-60)

**École Secondaire Classique Villa-Maria**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1960, to incorporate as a corporation

capital-actions: Rév. Mère Saint-Jean-Baptiste née Alexandrine Matte, assistante générale, Rév. Soeur Marguerite-du-Sosaire, née Marguerite-Marie Lavallée, supérieure, et Rév. Soeur Saint-Héliodore, née Alma Blanchette, secrétaire, toutes trois de la Congrégation de Notre-Dame, de Montréal, pour les objets suivants:

Pourvoir à l'éducation, la formation, l'instruction de la jeunesse féminine, sous le nom de "École Secondaire Classique Villa-Maria".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera 4245, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
54174 P. FRENETTE.

(P.G. 11788-60)

#### Fern Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1960, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, Maxwell Shenker et Alfred N. Segall, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Fern Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2725 rue Rachel est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
54174 P. FRENETTE.

(P.G. 11893-60)

#### Fiber & Clay Products Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1960, constituant en corporation: Yves Pratte, de Sillery, Pierre Côté et Charles Tremblay, de Québec, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de brique de toute sorte, terre cuite, tuile, matériaux imperméables ou ignifuges, pierre à chaux, ciment, ses produits et sous-produits, sous le nom de "Fiber & Clay Products Co. Ltd.", avec un capital total de \$500,000, divisé en 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Disraëli, comté de Wolfe, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11876-60)

#### Forward Land Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

without share capital: Rev. Mother Saint-Jean-Baptiste, née Alexandrine Matte, assistant general, Rev. Sister Marguerite-du-Rosaire, née Marguerite-Marie Lavallée, superior, and Rev. Sister Saint-Héliodore, née Alma Blanchette, secretary, all three of the Congrégation de Notre-Dame, of Montreal, for the following purposes:

To provide for the education, formation, and teaching of female youth, under the name of "École Secondaire Classique Villa-Maria".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 4245 Decarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11788-60)

#### Fern Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1960, incorporating: Max M. Teitelbaum, Maxwell Shenker and Alfred N. Segall, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Fern Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2725 Rachel Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11893-60)

#### Fiber & Clay Products Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1960, incorporating: Yves Pratte, of Sillery, Pierre Côté and Charles Tremblay, of Québec, all lawyers, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of bricks, terra cotta, tile, waterproof and fireproof materials, limestone, cement, their products and by-products, under the name of "Fiber & Clay Products Co. Ltd.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 30,000 preferred shares of a par value of \$10 each and into 20,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Disraëli, county of Wolfe, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11876-60)

#### Forward Land Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1960, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placements, sous le nom de "Forward Land Holdings Inc.", avec un capital total de \$225,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 19,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1960, incorporating: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Forward Land Holdings Inc.", with a total capital stock of \$225,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 19,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11777-60)

**F. S. Investment Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1960, constituant en corporation: Ivan Latouche, de Sillery, Robert Latouche, de Petite-Rivière-Nord, tous deux industriels, et Charles-Henri Lavertue, auditeur, de Québec, pour les objets suivants:

Entreprendre et exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de "F. S. Investment Inc.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 326 rue Sociale, Petite-Rivière, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

(A.G. 11777-60)

**F. S. Investment Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1960, incorporating: Ivan Latouche, of Sillery, Robert Latouche, of Petite-Rivière-Nord, both Industrialists, and Charles-Henri Lavertue, auditor, of Quebec, for the following purposes:

To engage in and carry on all or any of the businesses of general contractors and builders, under the name of "F. S. Investment Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 326 Sociale Street, Petite-Rivière, Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11450-60)

**George Andrews Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1960, constituant en corporation: George Andrews, maître-électricien, Jack Ralph Bogante, avocat, et Martin Donald Bogante, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'équipement de chauffage, électricité, plomberie et air climatisée, sous le nom de "George Andrews Limited", avec un capital total de \$25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

(A.G. 11450-60)

**George Andrews Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1960, incorporating: George Andrews, master electrician, Jack Ralph Bogante, advocate, and Martin Donald Bogante, law-student, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in heating, electrical, plumbing and air-conditioning equipment, under the name of "George Andrews Limited", with a total capital stock of \$25,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11832-60)

**Guay & Plamondon Automobiles Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1960, constituant en corporation: Jean-Charles Guay, Martial Plamondon,

(A.G. 11832-60)

**Guay & Plamondon Automobiles Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1960, incorporating: Jean-Charles Guay, Martial Plamondon, industrialists,

industriels, et Mme Germaine Paquin Guay, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Charles Guay, tous de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles, sous le nom de "Guay & Plamondon Automobiles Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 640, rue Arago, ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11761-60)

#### Hôpital St. André Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1960, constituant en corporation: Gilles Valois, pharmacien, Dr Gilles Tellier, Dr Maurice Bertrand, Dr Jacques Gougoux, Dr Léo Boyer, tous cinq de Montréal, Dr Henri Bazinet, de Pont-Viau, et Dr Roland-A. Voizard, de Mont-Royal, tous six médecins, pour les objets suivants:

Posséder et administrer un hôpital, sous le nom de "Hôpital St. André Ltée", avec un capital total de \$35,000, divisé en 3,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11816-60)

#### Hôtel du Lac Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1960, constituant en corporation: René-C. Alary, de St-Laurent, Richard La Charité et Luc Parent, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, d'aubergistes et de restaurateurs, sous le nom de "Hôtel du Lac Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Canut, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11515-60)

#### Hôtel La Macaza Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1960, constituant en corporation: Fernand Beauregard, avocat, Olga Pope, secrétaire, épouse séparée de biens de Ben Pope, et Marie-Paule Béliveau, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

and Mrs. Germaine Paquin Guay, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Charles Guay, all of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, under the name of "Guay & Plamondon Automobiles Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 640 Arago Street, West, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11761-60)

#### Hôpital St. André Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1960, incorporating: Gilles Valois, pharmacist, Dr. Gilles Tellier, Dr. Maurice Bertrand, Dr. Jacques Gougoux, Dr. Léo Boyer, all five of Montreal, Dr. Henri Bazinet, of Pont-Viau, and Dr. Roland-A. Voizard, of Mount-Royal, all six physicians, for the following purposes:

To own and administrate a hospital under the name of "Hôpital St. André Ltée", with a total capital stock of \$35,000, divided into 3,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11816-60)

#### Hôtel du Lac Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1960, incorporating: René-C. Alary, of St-Laurent, Richard La Charité and Luc Parent, of Montréal, all lawyers, for the following purposes:

To carry on business as keepers of hotels, inns and restaurants, under the name of "Hôtel du Lac Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Canut, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11515-60)

#### Hôtel La Macaza Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1960, incorporating: Fernand Beauregard, lawyer, Olga Pope, secretary, wife separate as to property of Ben Pope, and Marie-Paule Béliveau, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de "Hôtel La Macaza Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Macaza, comté de Labelle, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11733-60)

**Hôtel Magog (Sherbrooke) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1960, constituant en corporation: Arthur St-Onge, Fernand St-Onge et Laurier St-Onge, tous hôteliers, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de "Hôtel Magog (Sherbrooke) Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11818-60)

**International Educational Films Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1960, constituant en corporation: Raymond Eric Parsons, Fraser Ronald Lindsay et Derek Austin Hanson, tous avocats, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à produire, acheter, vendre, échanger et louer et faire le commerce, en toute autre manière, de pellicules de vues animées et de vues fixes et toute autres méthodes et moyens de reproduction de vues, couleurs ou sons pour l'éducation, illustration, divertissement, amusement ou instruction, sous le nom de "International Educational Films Limited", avec un capital divisé en 1,750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ni au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins de \$22,500.

Le siège social de la compagnie sera 5525 chemin Upper Lachine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
54174 P. FRENETTE.

(P.G. 11030-60)

**J. A. Albert Jean & Compagnie Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1960, constituant en corporation:

To carry on business as innkeepers, under the name of "Hôtel La Macaza Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Macaza, county of Labelle, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11733-60)

**Hôtel Magog (Sherbrooke) Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1960, incorporating: Arthur St-Onge, Fernand St-Onge and Laurier St-Onge, all innkeepers, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as innkeepers, under the name of "Hôtel Magog (Sherbrooke) Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11818-60)

**International Educational Films Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1960, incorporating: Raymond Eric Parsons, Fraser Ronald Lindsay and Derek Austin Hanson, all advocates, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of producing, buying, selling, exchanging and leasing and to deal with, in any other manner, motion picture and still picture films and all other methods and mediums of reproducing sights, colours or sounds for education, illustration, entertainment, amusement or instruction, under the name of "International Educational Films Limited", with a capital stock divided into 1,750 preferred shares of a par value of \$100 each and 1,000 common shares having no nominal or par value, and the amount with which the company shall commence its operations will be not less than \$22,500.

The head office of the company will be at 5525 Upper Lachine Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11030-60)

**J. A. Albert Jean & Compagnie Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1960, incorporating: J.-A.-Albert

J.-A.-Albert Jean, entrepreneur, Irène Langlois, commerçante, épouse dudit J.-A.-Albert Jean, et J.-M.-Pierre Jean, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et agir comme publicitaires, sous le nom de "J. A. Albert Jean & Compagnie Limitée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 150 actions ordinaires et en 50 actions privilégiées toutes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2246, rue Delorimier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11775-60)

**La Cie de Bois Rivelle Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1960, constituant en corporation: Paul-Émile Pineau, commerçant de bois, J.-Adalbert Bourdages, gérant, et Gaston Pineau, comptable, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Commerce bois, sous le nom de "La Cie de Bois Rivelle Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11583-60)

**Lamarre, Crête & Allard Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze avril 1960, constituant en corporation: Marcelle Roy, secrétaire, cédibataire, Jean-Paul Fortin, avocat, tous deux de Montréal, et Paul Lemieux, avocat, de Beloeil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et faire affaires comme constructeurs, sous le nom de "Lamarre, Crête & Allard Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune, 3,500 actions privilégiées premier classe d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées deuxième classe d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 170, rue Dorchester, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11923-60)

**Landscape Sales Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

Jean, contractor, Irène Langlois, trader, wife of the said J.-A.-Albert Jean, and J.-M.-Pierre Jean, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in real estate, and to act as publicists, under the name of "J. A. Albert Jean & Compagnie Limitée", with a total-capital stock of \$20,000, divided into 150 common shares and 50 preferred shares all of \$100 each.

The head office of the company will be at 2246 Delorimier street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11775-60)

**La Cie de Bois Rivelle Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1960, incorporating: Paul-Émile Pineau, wood dealer, J.-Adalbert Bourdages, manager, and Gaston Pineau, accountant, all of Rimouski, for the following purposes:

To deal in wood, under the name of "La Cie de Bois Rivelle Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11583-60)

**Lamarre, Crête & Allard Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1960, incorporating: Marcelle Roy, secretary, spinster, Jean-Paul Fortin, advocate, both of Montreal, and Paul Lemieux, advocate, of Beloeil, for the following purposes:

To operate a business dealing in real estate and to carry on as builders under the name of "Lamarre, Crête & Allard Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each, 3,500 preferred first class shares of a par value of \$10 each and into 4,000 preferred second class shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 170 Dorchester Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11923-60)

**Landscape Sales Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1960, constituant en corporation: Yves St-Aubin, comptable, de Montréal-Nord, Cécile Garceau, opératrice, fille majeure, et Berthe Garceau Bergevin, ménagère, épouse séparée de biens de René Bergevin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, toutes deux de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agent pour la vente et la distribution de tout produit fabriqué par des tiers; acheter et revendre tout tel produit, sous le nom de "Landscape Sales Co. Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$10 chacune et en 450 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11693-60)

**L'Association des Hommes d'Affaires  
de la Haute Ville de Shawinigan**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Boucher, épicière, Marcel Lafontaine, commerçant, et Fernand Boucher, comptable, tous de Shawinigan, pour les objets suivants:

Groupier en association, en vue de leurs intérêts, les hommes d'affaires de la Haute Ville de Shawinigan, sous le nom de "L'Association des Hommes d'Affaires de la Haute Ville de Shawinigan".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11894-60)

**L'Auberge du Lac Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1960, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Lucille Roy et Louise Bourdon, secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de "L'Auberge du Lac Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7881, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1960, incorporating: Yves St-Aubin, accountant, of Montreal-North, Cécile Garceau, operator, spinster, and Berthe Garceau Bergevin, manageress, wife separate as to property of René Bergevin, and duly authorized by him for these present purposes, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on as agent for the sale and distribution of any product manufactured by a third party; to buy and sell all of such a product under the name of "Landscape Sales Co. Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 50 common shares of \$10 each and into 450 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11693-60)

**L'Association des Hommes d'Affaires  
de la Haute Ville de Shawinigan**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Boucher, grocer, Marcel Lafontaine, tradesman, and Fernand Boucher, accountant, all of Shawinigan, for the following purposes:

To group into an association in view of their interests, business men of Shawinigan's Upper Town, under the name of "L'Association des Hommes d'Affaires de la Haute Ville de Shawinigan".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11894-60)

**L'Auberge du Lac Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1960, incorporating: Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, of Outremont, Lucille Roy and Louise Bourdon, secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants under the name of "L'Auberge du Lac Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 9,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 7881 Décarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11633-60)

**Laurence Investments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1960, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, avocat, Jean McFarlane, teneuse de livres, et Ethel Yussem, secrétaire, toutes deux filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Laurence Investments Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune, 500 actions privilégiées de catégorie "A" de \$10 chacune et 9,000 actions privilégiées de catégorie "B" d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

(A.G. 11633-60)

**Laurence Investments Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1960, incorporating: Jonathan J. Robinson, advocate, Jean McFarlane, bookkeeper, and Ethel Yussem, secretary, both filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Laurence Investments Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$10 each, 500 class "A" preferred shares of \$10 each and 9,000 class "B" preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11713-60)

**Le Centre de Ski de Rimouski Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Carol Brillant, administrateur, Dr Jacques Ringuet, chirurgien, Gérald Levesque, marchand, et Rémi LaRose, professeur, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif; promouvoir le sport et la culture physique en général, et, sans limiter ce qui précède, promouvoir en particulier le sport du ski, sous le nom de "Le Centre de Ski de Rimouski Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(A.G. 11713-60)

**Le Centre de Ski de Rimouski Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Carol Brillant, administrator, Dr. Jacques Ringuet, surgeon, Gérald Levesque, merchant, and Rémi LaRose, professor, all of Rimouski, for the following purposes:

To form and direct a sporting club; to promote sports and physical culture and, without limiting the foregoing, to promote especially the sport of skiing, under the name of "Le Centre de Ski de Rimouski Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11774-60)

**L'Entraide Richelieu Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1960, constituant en corporation: Dr Jean-René Marcoux, médecin, de Tracy, Dr Jacques-Aldor Manègre, dentiste, et Dr Joseph-Adolphe Caron, médecin, tous deux de St-Joseph-de-Sorel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "L'Entraide Richelieu Ltée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(A.G. 11774-60)

**L'Entraide Richelieu Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1960, incorporating: Dr. Jean-René Marcoux, medical doctor, of Tracy, Dr. Jacques-Aldor Manègre, dentist, and Dr. Joseph-Adolphe Caron, medical doctor, both of St-Joseph-de-Sorel, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "L'Entraide Richelieu Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Tracy, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11734-60)

**Le Phare Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1960, constituant en corporation: Thomas-Louis Bergeron, Roland Bergeron, avocats, et Jeannine Cossette, secrétaire, célibataire majeure, tous de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, sous le nom de "Le Phare Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE

(A.G. 11734-60)

**Le Phare Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1960, incorporating: Thomas-Louis Bergeron, Roland Bergeron, lawyers, and Jeannine Cossette, secretary, spinster of the full age of majority, all of Roberval, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Le Phare Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11428-60)

**Le Sommet Vert Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1960, constituant en corporation: Joseph-Aurélien Brazeau, industriel, du Lac-Beauport, Louis-Philippe Couture, ingénieur professionnel, et Louis-N. La Roche, avocat, tous deux de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Le Sommet Vert Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Lac-Beauport, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE

(A.G. 11428-60)

**Le Sommet Vert Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1960, incorporating: Joseph-Aurélien Brazeau, industrialist, of Lake Beauport, Louis-Philippe Couture, professional engineer, and Louis-N. La Roche, advocate, both of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction, under the name of "Le Sommet Vert Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lake Beauport, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10999-60)

**L'Expansion Collective Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1960, constituant en corporation: Claude Boulanger, Jacques Desmeules, comptables, et Eddy Giguère, avocat, tous de Québec, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir, posséder et détenir des débetures, billets, actions, obligations et autres valeurs mobilières, des hypothèques, des contrats et reconnaissances de dettes de tous individus, compagnies, corporations ou associations, états, gouvernements, municipalités ou corps politiques, sous le nom de "L'Expansion Collective Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 75,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 25,000 actions spéciales d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 71, rue Saint-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE

(A.G. 10999-60)

**L'Expansion Collective Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1960, incorporating: Claude Boulanger, Jacques Desmeules, accountants, and Eddy Giguère, lawyer, all of Quebec, for the following purposes:

To buy or otherwise acquire, possess and to hold debentures, tickets, shares, bonds and other transferable securities, mortgages, contracts and acknowledgements of debts of all individuals, companies, corporations or associations, states, governments, municipalities or bodies politic, under the name of "L'Expansion Collective Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 75,000 common shares of a par value of \$1 each and into 25,000 special shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 71 St. Peter street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11725-60)

**L'Hôtel Percé Incorporé**  
**The Percé Hotel Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1960, constituant en corporation: Roch Roy, avocat, Jean-Paul Duguay, comptable, et Jérôme Cormier, commis, tous de Gaspé, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et exploiter des hôtels, restaurants, auberges, boulangeries, tavernes, camps et maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de "L'Hôtel Percé Incorporé — The Percé Hotel Incorporated", avec un capital total de \$99,000, divisé en 9,900 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Percé, comté de Gaspé-Sud, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(A.G. 11725-60)

**L'Hôtel Percé Incorporé**  
**The Percé Hotel Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1960, incorporating: Roch Roy, advocate, Jean-Paul Duguay, accountant, and Jérôme Cormier, clerk, all of Gaspé, for the following purposes:

To establish, maintain and operate hotels, restaurants, inns, bakeries, taverns, camps and tourist and summer stopping places, under the name of "L'Hôtel Percé Incorporé — The Percé Hotel Incorporated", with a total capital stock of \$99,000, divided into 9,900 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Percé, county of Gaspé-South, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1960.

*P. FRENETTE,*  
54174 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11754-60)

**Martel & Frères Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1960, constituant en corporation: Raymond Martel, Ghislain Martel, épiciers, et Méridé Martel, machiniste, tous d'Alma, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Martel & Frères Ltée", avec un capital total de \$39,000, divisé en 390 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 276, boulevard St-Judes, Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(A.G. 11754-60)

**Martel & Frères Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the day of April, 1960, incorporating: Raymond Martel, Ghislain Martel, grocers, and Méridé Martel, machinist, all of Alma, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products, under the name of "Martel & Frères Ltée", with a total capital stock of \$39,000, divided into 390 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 276 St-Judes, Boulevard, Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1960.

*P. FRENETTE,*  
54174 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11851-60)

**Mayport Foods Corporation (1960) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1960, constituant en corporation: Michael Awada, Dov Kravetz, avocats, et Raymonde Lutterman, veuve, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandise de toutes sortes ou descriptions rattachés à l'épicerie, sous le nom de "Mayport Foods Corporation (1960) Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

(A.G. 11851-60)

**Mayport Foods Corporation (1960) Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1960, incorporating: Michael Awada, Dov Kravetz, advocates, and Raymonde Lutterman, widow, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds or descriptions connected with groceries, under the name of "Mayport Foods Corporation (1960) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1960.

*P. FRENETTE,*  
54174-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11586-60)

**Médémis Incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1960, constituant en corporation: Georges-André Meloche, Maurice Perron, avocats et conseils en loi de la Reine, Dr Henri-J. Hébert, chirurgien-orthopédiste, et Douglas W. Montgomery, avocat, tous de Valleyfield, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Médémis Incorporée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 70, rue Nicholson, Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
54174-o P. FRENETTE.

(A.G. 11586-60)

**Médémis Incorporée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1960, incorporating: Georges-André Meloche, Maurice Perron, advocates, and Queen's Counsel, Dr. Henri-J. Hébert, surgeon-orthopedist, and Douglas W. Montgomery, advocate, all of Valleyfield, for the following purposes:

To carry on a business as a real estate and investment company under the name of "Médémis Incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 70, Nicholson, Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11827-60)

**Miss Cavendish Dining Room Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1960, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, Edward H. Bernfeld et Jack B. Bobrove, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, acquérir par achat, concession, bail, ou autrement et posséder, entretenir, exploiter, gérer, et diriger des salles de rafraichissements, salles à diner, restaurants de produits laitiers, restaurants, salles de thé, cafétérias et restaurants de repas légers, sous le nom de "Miss Cavendish Dining Room Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3285 boulevard Cavendish, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
54174 P. FRENETTE.

(A.G. 11827-60)

**Miss Cavendish Dining Room Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1960, incorporating: Isidore M. Bobrove, Edward H. Bernfeld and Jack B. Bobrove, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To build, acquire by purchase, concession, lease, or otherwise and to own, maintain, operate, manage, and conduct refreshment rooms, lunch-rooms, dairy lunchrooms, restaurants, tea rooms, coffee rooms, cafeterias and sandwich bars, under the name of "Miss Cavendish Dining Room Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 3285 Cavendish Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11914-60)

**Montreal Airport Parking Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1960, constituant en corporation: Guy Pager, Maurice-R. Marcotte et Bernard Paquin, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des établissements pour le remisage, nettoyage, réparation et entretien général des véhicules automobiles de toutes sortes, sous le nom de "Montreal Airport Parking Company Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 11914-60)

**Montreal Airport Parking Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1960, incorporating: Guy Pager, Maurice-R. Marcotte and Bernard Paquin, lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To operate establishments for the safekeeping, cleaning, repairing and general upkeep of motor vehicles of every kind, under the name of "Montreal Airport Parking Company Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur-général, le vingt-huit avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

(P.G. 11202-60)

**Pierrefonds Isolation/Insulation Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1960, constituant en corporation: Jean Gagnon, avocat, Renée Tanguay Gagnon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Gagnon, et Lorraine Howlett Fournier, secrétaire, épouse séparée de biens de Maurice Fournier, tous de Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur en isolation et faire tous les ouvrages et choses se rapportant à ce genre d'entreprise, sous le nom de "Pierrefonds Isolation/Insulation Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4985, Montée Saint-Jean, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mars 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11912-60)

**Planned Investments Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1960, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat et conseiller de la Reine, de Mont Royal, Gerald McCarthy, avocat, Margot Mary Quinn et Mary Elizabeth Spracklin, secrétaires, célibataires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Planned Investments Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2055 rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

(P.G. 11786-60)

**Primrose Construction Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1960, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, Jack B. Bobrove et Max Bernfeld, conseiller de la Reine, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et exercer le commerce de démolisseurs et constructeurs, sous le nom de "Primrose Construction Co.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11202-60)

**Pierrefonds Isolation/Insulation Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1960, incorporating: Jean Gagnon, advocate, Renée Tanguay Gagnon, housewife, wife separate as to property of the said Jean Gagnon, and Lorraine Howlett Fournier, secretary, wife separate as to property of Maurice Fournier, all of Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on a business as contractor in insulation and to do any work and anything pertaining to this type of enterprise under the name of "Pierrefonds Isolation/Insulation Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4985, Montée Saint-Jean, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11912-60)

**Planned Investments Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1960, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate and Queen's Counsel, of Mount Royal, Gerald McCarthy, advocate, Margot Mary Quinn and Mary Elizabeth Spracklin, secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Planned Investments Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 2055 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11786-60)

**Primrose Construction Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1960, incorporating: Isidore M. Bobrove, Jack B. Bobrove and Max Bernfeld, Queen's Counsel, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of demolishers and builders, under the name of "Primrose Construction Co.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 900 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11478-60)

**Quebec Laundry Investments Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1960, constituant en corporation: James Gibb Stewart, du village de Como Est, Alexandre-Raymond Crépeault, de Montréal, et Thomas Justin McKenna, de Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de buanderies, sous le nom de "Quebec Laundry Investments Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

(A.G. 11478-60)

**Quebec Laundry Investments Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1960, incorporating: James Gibb Stewart, of the village of Como East, Alexandre-Raymond Crépeault, of Montreal, and Thomas Justin McKenna, of Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of laundries, under the name of "Quebec Laundry Investments Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,900 preferred shares of a par value of \$10 each and 1,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11728-60)

**Ste-Adèle Launderette Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1960, constituant en corporation: Rosario Genest, Guy-P. Genest, conseil en loi de la Reine, tous deux d'Outremont, et François Payette, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de buandier, ainsi que le commerce de location, d'habits, tabliers, serviettes et de lingerie de toute sorte, sous le nom de "Ste-Adèle Launderette Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions communes de \$10 chacune et en 320 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera rue Morin, Sainte-Adèle-en-Bas, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(A.G. 11728-60)

**Ste-Adèle Launderette Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1960, incorporating: Rosario Genest, Guy-P. Genest, Queen's Counsel, both of Outremont, and François Payette, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business as launderer, as well as a business renting suits, aprons, towels and in lingerie of all kinds under the name of "Ste-Adèle Launderette Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$10 each and into 320 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Morin Street, Sainte-Adèle-en-Bas, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 *Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11929-60)

**Sioui Tire Supply & Service Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1960, constituant en corporation: Maurice Sioui, commerçant, Edith Poisson, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Maurice Sioui, tous deux de Chicoutimi, et Paulin Michaud, notaire, de Lauzon, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pièces et accessoires pour automobiles, camions et tracteurs, sous le nom de "Sioui Tire Supply & Service Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et en 180 actions privilégiées de \$100 chacune.

(A.G. 11929-60)

**Sioui Tire Supply & Service Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1960, incorporating: Maurice Sioui, tradesman, Edith Poisson, housewife, wife contractually separate as to property of the said Maurice Sioui, both of Chicoutimi, and Paulin Michaud, notary of Lauzon, for the following purposes:

To carry on a business dealing in parts and accessories for automobiles, trucks and tractors, under the name of "Sioui Tire Supply & Service Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$10 each and into 180 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11776-60)

**Stampa Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1960, constituant en corporation: Lewis Batshaw, Harry Blank, avocats, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et revues périodiques, oeuvres d'art, produits chimiques, cosmétiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de "Stampa Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

(P.G. 11789-60)

**Stark Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf avril 1960, constituant en corporation: Lawrence Marks, avocat, de Westmount, Boris-Joseph Berbrier, avocat, et Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Stark Investment Corporation", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,850 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 614 ouest, rue St-Jacques, chambre 104, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

(P.G. 11771-60)

**The Newsdealers' Protective Association of Montreal**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf avril 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Georgé Kranz, Jack Bernstein et Jack Singerman, tous agents de journaux, de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11776-60)

**Stampa Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1960, incorporating: Lewis Batshaw, Harry Blank, advocates, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Stampa Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11789-60)

**Stark Investment Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1960, incorporating: Lawrence Marks, advocate, of Westmount, Boris-Joseph Berbrier, advocate, and Madeline Ferguson, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment company, under the name of "Stark Investment Corporation", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,500 common shares of \$1 each and 1,850 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 614 Saint James Street West, Suite 104, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o *Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11771-60)

**The Newsdealers' Protective Association of Montreal**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: George Kranz, Jack Bernstein and Jack Singerman, all news vendors, of Montreal, for the following purposes:

Grouper les agents de journaux et leur procurer des moyens de se rencontrer, de discuter de leurs problèmes mutuels; assurer par tous les procédés légaux, le développement et le progrès de leur commerce sous le nom de "The Newsdealers' Protective Association of Montreal".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

(P.G. 11934-60)

**The Station Viauville Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1960, constituant en corporation: Wilbrod Allan Sweet, vendeur, de Montréal, Gilles Giard, notaire public, de St-Hyacinthe, et Mlle Renée Flibotte, commis, de St-Joseph-sur-Yamaska, pour les objets suivants:

Fabriquer et en général faire le commerce d'automobiles et exploiter et gérer des garages, sous le nom de "The Station Viauville Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4760 est, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

(P.G. 11768-60)

**Trio Agencies Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf avril 1960, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, Maxwell Shenker et Alfred N. Segall, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Trio Agencies Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7820 rue De L'Épée, App. 6, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

(P.G. 11872-60)

**Twin Lakes Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1960, constituant en corporation: Abraham Feiner, Albert Marcus, et Isidore Reuben Prazoff, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

To group the newsdealers and provide their means of meeting together to discuss their mutual problems; to assure by all legal means the development and progress of their business, under the name of "The Newsdealers' Protective Association of Montreal".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Date at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11934-60)

**The Station Viauville Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1960, incorporating: Wilbrod Allan Sweet, dealer, of Montreal, Gilles Giard, public notary, of St-Hyacinthe, and Miss Renée Flibotte, clerk, of St-Joseph-sur-Yamaska, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in automobiles, and to operate and manage garages, under the name of "The Station Viauville Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 4760 East Ontario Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11768-60)

**Trio Agencies Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1960, incorporating: Max M. Teitelbaum, Maxwell Shenker and Alfred N. Segall, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Trio Agencies Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7820 De L'Épée Street, Apt. 6, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11872-60)

**Twin Lakes Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1960, incorporating: Abraham Feiner, Albert Marcus and Isidore Reuben Prazoff, advocates, of Montreal, for the following purposes:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Twin Lakes Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

(P.G. 11866-60)

**Sumar Land Holdings Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1960, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, Theodore H. Poliusuk, avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "Sumar Land Holdings Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

(P.G. 11824-60)

**Wasser Electric Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1960, constituant en corporation: Harry Wasser, électricien, de Montréal, Nathan Wasser, électricien, et Shirley Antecol Wasser, ménagère, épouse séparée de biens de Nathan Wasser, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres d'appareils et outillages électriques et agir comme entrepreneurs électriciens, sous le nom de "Wasser Electric Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1368 avenue Van Horne, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

(P.G. 11830-60)

**Wiljoy Realty Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1960, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, Jack B. Bobrove et Edward H. Bernfeld, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de démolisseurs et constructeurs, sous le nom de "Wiljoy Realty Corp.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

To act as a real estate and construction company, under the name of "Twin Lakes Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11866-60)

**Sumar Land Holdings Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1960, incorporating: Irwin S. Brodie, Theodore H. Poliusuk, advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Sumar Land Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 9,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11824-60)

**Wasser Electric Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1960, incorporating: Harry Wasser, electrician, of Montreal, Nathan Wasser, electrician, and Shirley Antecol Wasser, housewife, wife separate as to property of the said Nathan Wasser, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of St-Laurent, for the following purposes:

To deal in all types of electrical products and equipment and to act as electrical contractors, under the name of "Wasser Electric Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1368 Van Horne Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11830-60)

**Wiljoy Realty Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1960, incorporating: Isidore M. Bobrove, Jack B. Bobrove and Edward H. Bernfeld, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of demolishers and builders, under the name of "Wiljoy Realty Corp.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174-o Acting Deputy Attorney General.

## Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 11500-60)

### Civano Construction Inc. Construction Civano Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un mars 1960, à la compagnie "Ivan Latouche Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, sous le nom primitif de "Yvan Latouche Inc."; par lettres patentes du 4 juin 1959, et par lettres patentes supplémentaires en date du 3 septembre 1959, changeant ledit nom primitif en celui de "Ivan Latouche Inc.", changeant de nouveau son nom en celui de "Civano Construction Inc.— Construction Civano Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

## Supplementary Letters Patent

(A.G. 11500-60)

### Civano Construction Inc. Construction Civano Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirty-first day of March, 1960, to the company "Ivan Latouche Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, under the original name of "Yvan Latouche Inc.", by letters patent of June 4, 1959, and by supplementary letters patent dated September 3, 1959, changing the said original name into that of "Ivan Latouche Inc.", again changing its name into that of "Civano Construction Inc.— Construction Civano Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11572-60)

### Émilien-L. Morin, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six avril 1960, à la compagnie "Émilien-L. Morin, Limitée", subdivisant et convertissant ses 690 actions communes de \$100 chacune en 690 actions communes votantes classe "A" de \$10 chacune et en 6,210 actions non votantes classe "B" de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(A.G. 11572-60)

### Émilien-L. Morin, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April sixth, 1960, to the company "Émilien-L. Morin, Limitée", subdividing and converting its 690 common shares of \$100 each into 690 common voting class "A" shares of \$10 each and 6,210 non-voting class "B" shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11238-60)

### Entreprises Charlevoix Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du treize avril 1960, à la compagnie "Charlevoix Automobiles Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 2 avril 1957, 1° changeant son nom en celui de "Entreprises Charlevoix Limitée"; 2° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(A.G. 11238-60)

### Entreprises Charlevoix Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirteenth day of April, 1960, to the company "Charlevoix Automobiles Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of April 2, 1957, 1. changing its name into that of "Entreprises Charlevoix Limitée"; 2. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11522-60)

### Excel Entreprises Limited Excel Entreprises Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 11522-60)

### Excel Entreprises Limited Excel Entreprises Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Supplementary let-

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier avril 1960, à la compagnie "Excel Enterprises Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes du 9 août 1954, et par lettres patentes supplémentaires en date du trente décembre 1957, 1° changeant son nom en celui de "Excel Enterprises Limited — Excel Entreprises Limitée"; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 3° réduisant son capital de \$300,000 à \$250,000, le capital-actions annulé étant divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune; 4° subdivisant ses 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune en 100,000 actions ordinaires classe "B" de \$1 chacune; 5° subdivisant et convertissant ses 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune en 30,000 actions participantes classe "A" de \$5 chacune; 6° augmentant son capital de \$250,000 à \$1,350,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 170,000 actions classe "A" de \$5 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$25 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11920-60)

#### Houle Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sept avril 1960, à la compagnie "Houle Auto Body Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 12 juin 1958, changeant son nom en celui de "Houle Automobile Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11537-60)

#### Irwin Manufacturing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq avril 1960, à la compagnie "Irwin Manufacturing Company Limited", augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11608-60)

#### Labrador Acceptance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du huit avril 1960, à la compagnie "Labrador Acceptance Corporation", 1° réduisant son capital de \$500,000 à \$375,000, le capital-actions annulé étant divisé en 5,000 actions privilégiées non émises de \$25 chacune;

2. ter patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated the first day of April, 1960, to the company "Excel Enterprises Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act by letters patent of August 9, 1954, and by supplementary letters patent dated December thirtieth, 1957, 1. changing its name into that of "Excel Enterprises Limited — Excel Entreprises Limitée"; 2. amending the provisions of its letters patent; 3. reducing its capital stock from \$300,000 to \$250,000 the cancelled capital stock being divided into 500 common shares of \$100 each, 4. subdividing its 1,000 common shares of \$100 each into 100,000 common class "B" shares of \$1 each; 5. subdividing and converting its 1,500 preferred shares of \$100 each into 30,000 participating class "A" shares of \$5 each; 6. increasing its capital stock from \$250,000 to \$1,350,000, the additional capital stock being divided into 170,000 class "A" shares of \$5 each and into 10,000 preferred shares of \$25 each.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1960.

54174 P. FRENETTE,  
*Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11920-60)

#### Houle Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated the twenty-seventh day of April, 1960, to the company "Houle Auto Body Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of June 12, 1958, changing its name into that of "Houle Automobile Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1960.

54174 P. FRENETTE,  
*Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11537-60)

#### Irwin Manufacturing Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated the fifth day of April, 1960, to the company "Irwin Manufacturing Company Limited", increasing its capital stock from \$20,000 to \$60,000, the additional capital stock being divided into 4,000 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1960.

54174 P. FRENETTE,  
*Acting Deputy Attorney General.*

(A.G. 11608-60)

#### Labrador Acceptance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated April eighth, 1960, to the company "Labrador Acceptance Corporation", 1. reducing its capital stock from \$500,000 to \$375,000, the capital stock cancelled being divided into 5,000 preferred unissued shares of \$25 each; 2. subdividing its

2° subdivisant ses 8,000 actions ordinaires de \$25 chacune en 24,000 actions classe "A" de \$5 chacune et en 80,000 actions classe "B" de \$1 chacune; 3° augmentant son capital ainsi réduit et modifié de \$375,000 à \$1,525,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 226,000 actions classe "A" de \$5 chacune et en 20,000 actions classe "B" de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11502-60)

**Les Immeubles Henri Fortier Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un mars 1960, à la compagnie "Les Immeubles Henri Fortier Inc.", 1° réduisant son capital de \$150,000 à \$70,000, le capital-actions annulé étant divisé en 800 actions de \$100 chacune; 2° subdivisant les 700 actions restantes de \$100 chacune en 7,000 actions de \$10 chacune; 3° convertissant 6,300 desdites actions ordinaires de \$10 chacune en 6,300 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11625-60)

**Maheu Automobile Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf avril 1960, à la compagnie "Maheu & Brisebois Automobile Incorporé", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 19 février 1959, changeant son nom en celui de "Maheu Automobile Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11236-60)

**Metropolitan Drive Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du treize avril 1960, à la compagnie "Metropolitan Drive Inc.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11556-60)

**Promotion & Placements Cie Ltée  
Promotion & Investments Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplé-

8,000 common shares of \$25 each into 24,000 class "A" shares of \$5 each and into 80,000 class "B" shares of \$1 each; 3. increasing its capital stock thus reduced and modified from \$375,000 to \$1,525,000, the additional capital stock being divided into 226,000 class "A" shares of \$5 each and into 20,000 class "B" shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11502-60)

**Les Immeubles Henri Fortier Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March 31st, 1960, to the company "Les Immeubles Henri Fortier Inc.", 1. reducing its capital stock from \$150,000 to \$70,000, the capital stock cancelled being divided into 800 shares of \$100 each; 2. subdividing its 700 remaining shares of \$100 each into 7,000 shares of \$10 each; 3. converting 6,300 of said common shares of \$10 each into 6,300 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11625-60)

**Maheu Automobile Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the nineteenth day of April, 1960, to the company "Maheu & Brisebois Automobile Incorporé", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of February 19, 1959, changing its name into that of "Maheu Automobile Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11236-60)

**Metropolitan Drive Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April 13th, 1960, to the company "Metropolitan Drive Inc.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11556-60)

**Promotion & Placements Cie Ltée  
Promotion & Investments Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April

mentaires, en date du sept avril 1960, à la compagnie "Promotion & Placements Cie Ltée — Promotion & Investments Co. Ltd.", 1° subdivisant ses 2,000 actions ordinaires de \$50 chacune en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune. 2° augmentant son capital de \$100,000 à \$325,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11556-60)

**Promotion & Placements Cie Ltée  
Promotion & Investments Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du sept avril 1960, à la compagnie "Promotion & Placements Cie Ltée — Promotion & Investments Co. Ltd.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 10224-60)

**Rosemount Industries Limited  
Les Industries Rosemont Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept février 1960, à la compagnie "Rosemount Industries Limited — Les Industries Rosemont Limitée", 1° refondant ses 2,000 actions communes de \$10 chacune en 200 actions communes de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$20,000 à \$1,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 9,800 actions communes de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11503-60)

**Snyder & Sons, Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier avril 1960, à la compagnie "Snyder & Sons, Ltd.", 1° subdivisant et convertissant ses 400 actions de \$100 chacune en 400 actions votantes classe "A" de \$10 chacune et en 3,600 actions non votantes classe "B" de \$10 chacune; 2° augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11621-50)

**Summerlea Golf & Country Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé

seventh, 1960, to the company "Promotion & Placement Cie Ltée — Promotion & Investments Co. Ltd.", 1. subdividing its 2,000 common shares of \$50 each into 10,000 common shares of \$10 each; 2. increasing its capital stock from \$100,000, to \$325,000, the additional capital stock being divided into 15,000 common shares of \$10 each and 7,500 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11556-60)

**Promotion & Placements Cie Ltée  
Promotion & Investments Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April seventh, 1960, to the company "Promotion & Placements Cie Ltée — Promotion & Investments Co. Ltd.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10224-60)

**Rosemount Industries Limited  
Les Industries Rosemont Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated February 17th, 1960, to the company "Rosemount Industries Limited — Les Industries Rosemont Limitée", 1. altering its 2,000 common shares of \$10 each to 200 common shares of \$100 each; 2. increasing its capital stock from \$20,000 to \$1,000,000, the additional capital stock being divided into 9,800 common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11503-60)

**Snyder & Sons, Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April first, 1960, to the company "Snyder & Sons, Ltd.", 1. subdividing and converting its 400 shares of \$100 each into 400 voting class "A" shares of \$10 each and 3,600 non-voting class "B" shares of \$10 each; 2. increasing its capital stock from \$40,000 to \$80,000, the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11621-60)

**Summerlea Golf & Country Club Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary let-

par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze avril 1960, à la corporation "Summerlea Golf & Country Club Inc.", étendant ses pouvoirs en augmentant le montant des biens immobiliers que peut posséder ladite corporation de \$500,000 à \$3,000,000.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 11669-60)  
**Turret Construction Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douze avril 1960, à la compagnie "Turret Construction Company", augmentant son capital de \$20,000, à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 8,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le douze avril 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

ters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of April, 1960, to the company "Summerlea Golf & Country Club Inc.", extending its powers by increasing the amount of the immoveable property which the said corporation may own from \$500,000 to \$3,000,000.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11669-60)  
**Turret Construction Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated twelfth day of April, 1960, to the company "Turret Construction Company", increasing its capital stock from \$20,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 8,000 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

## Arrêtés en Conseil

### Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 876  
Section "A"

Québec, le 7 juin 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle, rendue obligatoire par le décret numéro 657 du 13 mai 1948 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 avril 1960;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 657, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "a" et "c" de l'article I sont remplacés par les suivants:

"a) Le mot "entrepreneur" désigne toute personne, groupement, association ou corporation qui travaille seule ou qui emploie des salariés, qui entreprend pour le compte d'autrui ou pour lui-même dans un but lucratif soit pour vendre ou pour louer, à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, écrite ou autrement quelques-uns des travaux visés par le présent décret.

## Orders in Council

### Order in Council Executive Council Chamber

Number 876  
Part "A"

Quebec, June 7, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the building trades in the counties of Terrebonne and Labelle.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the building trades in the counties of Terrebonne and Labelle, rendered obligatory by the decree number 657 of May 13, 1948 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council certain amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 16, 1960;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 657, be amended as follows:

1. Paragraphs "a" and "c" of article I are replaced by the following:

"a) The word "contractor" means any person, company, association or corporation working alone or employing workers, entering into contracts on other people's or for his own account considering remuneration, for the purpose of selling or of renting, by the hour, by the day or by the job, through verbal or written agreement or otherwise for the execution of any operations or works regulated in the present decree.

c) Le terme "charpentier-menuisier" désigne tout salarié qui fait l'assemblage de pièces de bois, de planches murales en composition, travaille la charpente, s'occupe de toute réparation des objets en bois, fait des planchers et des formes en béton (boutique ou chantier), pose des châssis, des fenêtres, des paravants (screens), des divisions et des portes, que ces châssis, ces fenêtres, ces paravants, ces divisions et ces portes soient en bois ou en métaux ferreux ou non ferreux, pose le papier bardeau, le bardeau d'amiante ou de composition, le papier goudronné, exécute tout les travaux en bois sur un chantier de construction, fait le grattage des planchers à la main ou à la machine et tous autres travaux connexes."

2° Le paragraphe "s" suivant est ajouté à l'article I:

"s) Le mot "artisan" désigne toute personne qui exécute pour fins commerciales, de ses propres mains, un travail faisant l'objet du décret, à forfait, à l'heure, par convention verbale, écrite ou autrement."

3° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Taux minima de salaires*: Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

c) The term "carpenter-joiner" means any employee who does the assembling of pieces of wood, of composition wall boards, does carpentry work, repairs wooden objects, makes floors and concrete forms (shop or job), erects frames, windows, screens, partitions and doors, whether such frames, windows, screens, partitions and doors be made of wood or ferrous or non ferrous metal, lays paper shingle, paper, asbestos or composition shingle, tar paper, does all woodwork on a construction job, scrapes floors by hand or machine as well as all other operations connected therewith."

2. The following paragraph "s" is added to article I:

"s) The word "artisan", means any person who executes, for commercial purposes, with his own hands, an operation regulated by the decree by the job, by the hour or through verbal or written agreement or otherwise.

3. Article III is replaced by the following:

"III. *Minimum wage rates*: The following shall be the minimum wage rates for each one of the trades hereafter mentioned:

*Métiers et occupations — Trades :*

	<i>Taux par heure</i>		<i>Rates per hour</i>	
	<i>Terrebonne</i>	<i>Labelle</i>	<i>Terrebonne</i>	<i>Labelle</i>
	<i>A compter du</i>	<i>A compter du</i>	<i>A compter du</i>	<i>A compter du</i>
	<i>1er jan.</i>	<i>1er jan.</i>	<i>1er jan.</i>	<i>1er jan.</i>
	<i>1960</i>	<i>1961</i>	<i>1960</i>	<i>1961</i>
	<i>From</i>	<i>From</i>	<i>From</i>	<i>From</i>
	<i>Jan.</i>	<i>Jan.</i>	<i>Jan.</i>	<i>Jan.</i>
	<i>1960</i>	<i>1, 1961</i>	<i>1960</i>	<i>1, 1961</i>
Briqueteur — Bricklayer	\$ 1.95	\$ 2.05	\$ 1.90	\$ 1.95
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.85	1.95	1.80	1.85
Charpentier-menuisier junior — Junior carpenter-joiner	1.75	1.85	.....	.....
Chauffeur de bouilloire devant posséder un certificat de 4ème classe — Boiler fireman required to hold 4th class certificate	1.30	1.40	1.25	1.30
Chauffeur de camion (construction) — Truck driver (construction)	1.30	1.40	1.25	1.30
Chauffeur (construction) — Fireman (construction)	1.30	1.40	1.25	1.30
Conducteur d'attelage, simple ou double — Horse driver, single or team	1.30	1.40	1.25	1.30
Conducteur de bélier mécanique — Bulldozer operator	1.50	1.60	1.45	1.50
Conducteur de niveleuse — Grader operator	1.50	1.60	1.45	1.50
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence) — Roller operator (steam or gasoline)	1.50	1.60	1.45	1.50
Conducteur de tracteur de ferme — Farm tractor operator	1.30	1.40	1.25	1.30
Couvreur — amiante, ardoise, tuile et composition — Roofer — asbestos, slate, tile and composition	1.95	2.05	1.90	1.95
Électricien: Entrepreneur (Services personnels) — Electrician: Contractor (Personal services)	3.00	3.00	2.75	2.75
Compagnon — Journeyman	1.75	1.90	1.70	1.80
Ferblantier-couvreur (boutique ou chantier) — Tinsmith-roofer (Shop or job)	1.85	1.95	1.80	1.85
Finisseur de ciment — Cement finisher	1.50	1.60	1.45	1.50
Finisseur de plancher (boutique ou chantier) — Floor finisher (shop or job)	1.85	1.95	1.80	1.85
Finisseur de plancher (gratté à la main ou à la machine) — Floor finisher (scraped by hand or machine)	1.85	1.95	1.80	1.85
Finisseur de plancher en mastic — Mastic floor finisher	1.50	1.60	1.45	1.50
Foreur et dynamiteur — Drill operator and blaster	1.50	1.60	1.45	1.50
Forgeron — Blacksmith	1.85	1.95	1.80	1.85
Aide-forgeron — Blacksmith's helper	1.75	1.85	1.70	1.75
Gardien, employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ème classe (sans limite journalière de travail, maximum hebdomadaire de 72 heures) — Watchman, also employed as fireman with 4th class certificate (without daily limitation of the duration of work, weekly maximum: 72 hours)	1.50	1.60	1.45	1.50
Gréeur — Rigger	1.60	1.70	1.55	1.60
Journalier — Common worker	1.30	1.40	1.25	1.30
Lettreur pour fins commerciales — Commercial letterer	1.60	1.70	1.55	1.60
Limeur de scie — Saw setter	1.95	2.05	1.90	1.95

	Taux par heure Rates per hour			
	Terrebonne		Labelle	
	A compter du 1er jan.		A compter du 1er jan.	
	1960	1961	1960	1961
	From Jan.		From Jan.	
	1960	1, 1961	1960	1, 1961
<i>Métiers et occupations — Trades :</i>				
Machiniste — Machinist	\$ 1.95	\$ 2.05	\$ 1.90	\$ 1.95
Maçon (y compris tailleur sur chantier) — Mason (including cutter on job)	1.95	2.05	1.90	1.95
Manœuvre (aide plâtrier, briqueteur ou maçon) — Labourer (plasterer's, brick-layer's, mason's helper)	1.40	1.50	1.35	1.40
Mécanicien — Mechanic	1.50	1.60	1.45	1.50
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic	1.95	2.05	1.90	1.95
Mécanicien de machines fixes ou portatives — Stationary or portable engineman	1.50	1.60	1.45	1.50
Mécanicien en tuyauterie, plombier, poseur d'appareils de chauffage: Pipe mechanic, plumber, steamfitter:				
Compagnon — Journeyman	1.80	1.90	1.75	1.80
Compagnon junior (1 an) — Junior journeyman (one year)	1.70	1.80	1.65	1.70
Peintre, décorateur, vitrier, vaporisateur — Painter, decorator, glazier, sprayman	1.60	1.70	1.55	1.60
Peintre, compagnon junior — Painter, junior journeyman	1.30	1.40	1.30	1.35
Pilonneur et lisseur d'asphalte — Asphalt ramming and levelling	1.40	1.50	1.35	1.40
Épandeur d'asphalte — Asphalt spreading	1.30	1.40	1.25	1.30
Plâtrier — Plasterer	1.95	2.05	1.90	1.95
Porteur d'eau — Water carrier	1.30	1.40	1.25	1.30
Poseur de blocs de ciment — Cement block layer	1.50	1.60	1.50	1.55
Poseur d'armature métallique de béton — Concrete steel reinforcement layer	1.95	2.05	1.90	1.95
Poseur de gicleurs — Sprinkler fitter	1.95	2.05	1.90	1.95
Poseur de lattes, bois, métal, ten-test, gyproc, etc. — Lather, wood, metal (ten-test, gyproc, etc.)	1.95	2.05	1.90	1.95
Poseur de liège isolateur — Cork insulation layer	1.95	2.05	1.90	1.95
Poseur de linoléum — Linoleum layer	1.85	1.95	1.80	1.85
Poseur de marbre — Marble setter	1.95	2.05	1.90	1.95
Poseur de planchers en mastic — Mastic floor layer	1.50	1.60	1.45	1.50
Poseur de planchers — Floor layer	1.85	1.95	1.80	1.85
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	1.95	2.05	1.90	1.95
Poseur de tuile — Tile layer	1.95	2.05	1.90	1.95
Poseur de tuiles d'asphalte — Asphalt tile layer	1.85	1.95	1.80	1.85
Poseur de tuiles plastiques, caoutchouc — Plastic or rubber tile layer	1.85	1.95	1.80	1.85
Poseur de "weatherstrips" — Weatherstrip layer	1.85	1.95	1.80	1.85
Préposé aux ascenseurs et monte-charges — Elevator operator	1.75	1.85	1.70	1.75
Préposé aux grues — Crane operator	1.70	1.80	1.65	1.70
Préposé aux compresseurs — Compressor operator	1.50	1.60	1.45	1.50
Préposé aux machines à polir le terrazzo à sec — Terrazzo polishing machine operator, dry	1.85	1.95	1.80	1.85
Préposé aux machines à polir le terrazzo, humide — Terrazzo polishing machine operator, wet	1.80	1.90	1.75	1.80
Préposé aux malaxeurs, vapeur, gazoline, huile ou électricité — Steam, gasoline, oil or electric mixer operator	1.50	1.60	1.45	1.50
Préposé aux pelles à vapeur, gazoline, huile ou électricité — Steam, gasoline, oil or electric shovel operator	1.50	1.60	1.45	1.50
Soudeur en tuyauterie (oxyacétylène ou électricité) — Pipe welder (oxyacetylene or electric arc)	1.95	2.05	1.90	1.95
Tireur de joints de pierre — Joint pointer (stone)	1.70	1.80	1.65	1.70
Tireur de joints de planches murales — Joint pointer (wallboard)	1.60	1.70	1.55	1.60
Vérificateur du matériel et pointeur (par semaine) — Material checker and time keeper (per week)	45.00	50.00	45.00	47.50
Gardien sur chantier (nuit et jour) les heures de travail sont celles nécessitées par l'entreprise (maximum hebdomadaire de 72 heures) par semaine — Watchman, filed (night and day) the hours or work shall be as required by employer (maximum of 72 hours per week)	55.00	60.00	50.00	52.50
Les heures de travail en plus du maximum hebdomadaire doivent être rémunérées à raison de — The hours worked in excess of the weekly maximum shall be paid at the rate of	0.95	1.00	0.90	0.95

Les contremaîtres d'une équipe de quatre (4) hommes et plus doivent être rémunérés au taux de dix (\$0.10) cents de plus par heure que le salaire établi pour leur métier.

Foremen in charge of four (4) or more men shall receive ten (\$0.10) cents more per hour than the rate set for their trade.

Pour les occupations spécialisées énumérées au présent article et pour lesquelles il n'y a pas d'apprentissage, les normes suivantes sont établies pour une période d'entraînement d'un (1) an;

1er semestre: le taux du journalier.

2ème semestre: taux moyen en prenant comme termes le taux du journalier et celui établi dans l'échelle de salaires précédente.

L'employeur doit indiquer sur l'enveloppe de paie ou le talon du chèque, le montant du salaire, la rémunération payable à titre de vacances, les déductions se rapportant à l'impôt sur le revenu, à l'assurance-chômage et au prélèvement du Comité paritaire."

4° Le deuxième alinéa du paragraphe "b" de l'article V est remplacé par le suivant:

"L'employeur et le salarié doivent aviser le Comité paritaire par écrit ou verbalement sujet à confirmation par écrit, de la durée précise du travail supplémentaire à être exécuté dès le jour où il est commencé et pour chaque jour qu'il se continue."

5° L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. *Jours chômés*: Il n'y a pas de travail le dimanche, le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le jour de la St-Jean-Baptiste, la fête de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions-de-Grâces et le jour de Noël.

Toutefois, en cas de nécessité, l'employeur peut faire exécuter du travail ces jours-là pourvu qu'il en avise le Comité paritaire au préalable. Le travail ainsi exécuté doit être rémunéré au taux de salaire double par rapport au salaire régulier."

6° L'article VIII-A est remplacé par le suivant:

"VIII-A. *Vacances payées*: Tous les employés de la construction ont droit à une semaine de vacances payées. En conséquence, chaque employé a droit à 2% de son salaire hebdomadaire, lequel 2% doit lui être versé par son employeur en plus de son salaire hebdomadaire."

7° Le paragraphe suivant est ajouté à l'article X:

"Toute personne à laquelle est confié du travail à forfait ou à la pièce est un salarié pour les fins du décret si elle ne fournit les matériaux. Celui qui lui confie le travail est, pour les mêmes fins, son employeur et aussi l'employeur de tous les autres salariés embauchés par elle."

8° La première phrase du deuxième alinéa du paragraphe "e" de l'article XI est remplacée par la suivante:

"Pour le métier de charpentier-menuisier, il ne doit y avoir qu'un apprenti par trois (3) compagnons ou fraction de ce nombre à son emploi."

9° Les paragraphes "f" et "g" de l'article XI sont remplacés par les suivants:

"f) Les taux de salaires à payer aux apprentis sont les pourcentages suivants, calculés au cent (\$0.01) près, des salaires minima payables aux ouvriers qualifiés dans leurs métiers respectifs à l'exception de ceux mentionnés à l'article III-A:

Apprentis de tous les métiers:

1ère année.....	50%
2ème année.....	60%
3ème année.....	70%
4ème année.....	85%

Toutefois, durant le 1er semestre de son apprentissage seulement, l'apprenti électricien n'a droit qu'à 45% du taux du compagnon.

Cependant, aucun employeur ne peut se prévaloir de ces pourcentages pour réduire les taux payés à ses apprentis.

For specialized occupations enumerated in the present article and for which there is no apprenticeship, the following shall be the basis for computing the beginners' rates for a training period of one (1) year:

1st six months: labourer's rate.

2nd six months: average rate between labourer's rate and the rate established in the foregoing wage scale.

Employers shall mention on the pay envelope or on the stub accompanying the cheque the amount of wages, the amount payable as vacation pay, income tax, unemployment insurance and Parity Committee's levy deductions."

4. The second sub-paragraph of paragraph "b" of article V is replaced by the following:

"The employer and the employee shall notify the Parity Committee, in writing or verbally, subject to confirmation in writing, of the exact duration of overtime to be worked from the day it has begun and for each subsequent day until it ends."

5. Article VI is replaced by the following:

"VI. *Holidays with pay*: There shall be no work on Sunday, New Year's Day, Good-Friday, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

Unless the Parity Committee be notified in advance by the employer that work has to be done on those days. All such time, however, shall be paid at the rate of double time based on the regular wages."

6. Article VIII-A is replaced by the following:

"VIII-A. *Vacation with pay*: All employees of the construction industry are entitled to one week of vacation with pay. Therefore, every employee is entitled to 2% of his weekly wages, such 2% to be paid to him every week by his employer over and above his weekly wages."

7. The following paragraph is added to article X:

"Every person to whom job or piece-work is given shall, for the purposes of the decree, be considered as an employee when such person does not supply the materials. The one giving the work shall, for the same purposes, be considered as that person's employer and as the employer of all other workers hired by the said person."

8. The first sentence of the second sub-paragraph of paragraph "e" of article XI is replaced by the following:

"In the carpenter-joiner's trade, there shall be but one apprentice to three (3) journeymen or fraction thereof."

9. Paragraphs "f" and "g" of article XI are replaced by the following:

"f) The minimum wage rates of apprentices shall be computed to the nearest cent according to the following percentages (\$0.01) of the minimum wages payable to the skilled workers of their trade, excepting those mentioned in article III-A:

Apprentices of all trades:

1st year.....	50%
2nd year.....	60%
3rd year.....	70%
4th year.....	85%

However, as regards the electrical apprentice, the percentage for the first six month shall be 45%.

However, no employer may reduce the wages of his apprentices as a result of the application of the above percentages.

g) La durée de l'apprentissage pour tous les métiers visés par le décret est de quatre (4) ans."

10° L'article XVI est remplacé par le suivant:  
 "XVI. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1961. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le premier janvier de l'année 1962 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

54219-o L. DÉSILETS,  
*Greffier du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil  
 Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 876  
 Section "B"

Québec, le 7 juin 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1090 du 7 mars 1940 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 avril 1960;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1090, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "d", "f", "g", "i", "m", "mm", "o" et "p" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

"d) Messenger:	<i>Par semaine</i>
1ère année .....	\$23.40
2ème année .....	23.40
3ème année .....	25.75
f) Personnel masculin de bureau: (Teneur de livres)	
1ère année .....	\$28.80
2ème année .....	29.75
3ème année .....	32.75
4ème année .....	37.25
5ème année .....	42.75
6ème année .....	46.75
7ème année .....	50.25
8ème année .....	53.75
9ème année .....	62.25
g) Commis à la vente et aux écritures des commandes:	
1ère année .....	\$28.80
2ème année .....	28.80

g) The duration of apprenticeship for all trades governed by the decree shall be four (4) years."

10. Article XVI is replaced by the following:  
 "XVI. *Duration of the decree*: The present decree shall remain in force until December 31, 1961. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to January 1 of the year 1962 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

54219-o L. DÉSILETS,  
*Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council  
 Executive Council Chamber**

Number 876  
 Section "B"

Quebec, June 7, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the hardware, paint and building materials trade in the region of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the hardware, paint and building materials trade in the region of Québec, rendered obligatory by the decree number 1090 of March 7, 1940 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 30, 1960;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour;

THAT the said decree, number 1090, be amended as follows:

1. Paragraphs "d", "f", "g", "i", "m", "mm", "o" and "p" of article IV are replaced by the following:

"d) Messenger:	<i>Per week</i>
1st year .....	\$23.40
2nd year .....	23.40
3rd year .....	25.75
f) Male office clerk (bookkeeper):	
1st year .....	\$28.80
2nd year .....	29.75
3rd year .....	32.75
4th year .....	37.25
5th year .....	42.75
6th year .....	46.75
7th year .....	50.25
8th year .....	53.75
9th year .....	62.25
g) Clerk, selling and taking in orders:	
1st year .....	\$28.80
2nd year .....	28.80

3ème année	\$32.75	3rd year	\$32.75
4ème année	36.25	4th year	36.25
5ème année	41.25	5th year	41.25
6ème année	45.75	6th year	45.75
7ème année	47.75	7th year	47.75
8ème année	52.75	8th year	52.75
9ème année	62.25	9th year	62.25
i) Commis aux commandes, à la réception et à l'expédition:		i) Orders, receiving and shipping clerk:	
1ère année	\$28.80	1st year	\$28.80
2ème année	29.75	2nd year	29.75
3ème année	32.75	3rd year	32.75
4ème année	37.25	4th year	37.25
5ème année	40.25	5th year	40.25
6ème année	43.25	6th year	43.25
7ème année	45.75	7th year	45.75
8ème année	49.75	8th year	49.75
9ème année	57.75	9th year	57.75
m) Personnel féminin de bureau:		m) Female office clerk:	
1ère année	\$28.80	1st year	\$28.80
2ème année	28.80	2nd year	28.80
3ème année	33.75	3rd year	33.75
4ème année	37.25	4th year	37.25
5ème année	40.25	5th year	40.25
mm) Autres employés féminins:		mm) Others female employees:	
1ère année	\$28.80	1st year	\$28.80
2ème année	28.80	2nd year	28.80
3ème année	31.25	3rd year	31.25
4ème année	34.75	4th year	34.75
o) Apprenti de métier:	<i>l'heure</i>	o) Trade apprentices:	<i>Per hour</i>
1ère année	\$0.64	1st year	\$0.64
2ème année	0.64	2nd year	0.64
3ème année	0.75	3rd year	0.75
4ème année	0.91	4th year	0.91

p) Le salaire d'un employé d'ouvrage général, exécutant divers travaux de réparation, de ménage, d'assemblage et d'installation des marchandises, soit dans les magasins, les entrepôts et au domicile des clients, et exécutant le travail appelé ordinairement "ouvrage général" ou du proposé au service est le suivant:

	<i>Par semaine</i>
1. Employé senior:	
(25 ans et plus)	\$47.25
	53.25
2. Employé junior:	
1ère année	28.80
2ème année	28.80
3ème année	29.25"

2° Les sous-paragraphes "f" et "m" du paragraphe 7 de l'article VI-B sont remplacés par les suivants:

*f) Personnel masculin de bureau:	
(Teneur de livres)	<i>Par semaine</i>
1ère année	\$31.68
2ème année	31.68
3ème année	32.75
4ème année	37.25
5ème année	41.75
6ème année	46.75
7ème année	51.75
8ème année	60.75
m) Personnel féminin de bureau:	
1ère année	\$31.68
2ème année	31.68
3ème année	32.75
4ème année	36.75
5ème année	39.75"

3° La liste des parties contractantes est remplacée par la suivante:

"D'UNE PART:

L'Association des Marchands détaillants du district de Québec, Inc.

L'Association patronale du commerce de Québec, Inc.

p) The following shall be the wages of a general hand whose work is concerned with the repair, cleaning, assembling and installation of merchandise in the stores, warehouses or home of customers. His work is generally called general work or service man's work.

1. Senior employee:	<i>Per week</i>
Under 25 years of age	\$47.25
25 years of age and over	53.25
2. Junior employee:	
1st year	28.80
2nd year	28.80
3rd year	29.25"

2. Sub-paragraphs "f" and "m" of paragraph 7 of article VI-B are replaced by the following:

*f) Male office employees:	
(bookkeepers)	<i>Per week</i>
1st year	\$31.68
2nd year	31.68
3rd year	32.75
4th year	37.25
5th year	41.75
6th year	46.75
7th year	51.75
8th year	60.75
m) Female office employees:	
1st year	\$31.68
2nd year	31.68
3rd year	32.75
4th year	36.75
5th year	39.75"

3. The list of contracting parties is replaced by the following:

"ON THE ONE PART:

L'Association des Marchands détaillants du district de Québec, Inc.

L'Association patronale du commerce de Québec, Inc.

ET, D'AUTRE PART:

L'Association Nationale Catholique des Commis quincailleurs et Matériaux de construction de Québec Inc."

54219-o

L. DÉSILETS,  
Greffier du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 876  
Section "C"

Québec, le 7 juin 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'addition d'une partie co-contractante — Décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le "Syndicat Catholique National des Métiers de la Construction de Nicolet Inc." soit traité comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet, rendue obligatoire par le décret numéro 988 du 2 octobre 1958 et amendements et, en conséquence, que le nom de cette association soit ajouté, dans ledit décret, aux parties de deuxième part.

54219-o

L. DÉSILETS,  
Greffier du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 877  
Section "A"

Québec, le 7 juin 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la Province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 728 du 6 juillet 1955 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 avril 1960;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 728, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "a", "b" et "c" de l'article II sont remplacés par les suivants:

	Taux minima	
	Masculin	Féminin
"a) Salariés:		
Sous-contremaître.....	\$1.53	\$1.29
Machine à gaufrer:		
Gaufreur.....	1.66	
Gaufreur temporaire.....	1.56	
Découpeur.....	1.56	

AND, ON THE OTHER PART:

L'Association Nationale Catholique des Commis quincailleurs et Matériaux de construction de Québec Inc."

54219-o

L. DÉSILETS,  
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 876  
Section "C"

Quebec, June 7, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adding of a co-contracting party — Decree relating to the construction industry in the counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT "Le Syndicat Catholique National des Métiers de la Construction de Nicolet Inc." be treated as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet, rendered obligatory by the decree No. 988 of October 2, 1958 and amendments and, therefore, that the name of this association be added, in the said decree, to the parties of the second part.

54219-o

L. DÉSILETS,  
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 877  
Section "A"

Quebec, June 7, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province, rendered obligatory by the decree number 728 of July 6, 1955 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 2, 1960;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour;

THAT the said decree, number 728, be amended as follows:

1. Paragraphs "a", "b" and "c" of article II are replaced by the following:

	Minimum rates	
	Male	Female
"a) Employees:		
Assistant-foreman.....	\$1.53	\$1.29
Corrugating machine:		
Operator.....	1.66	
Temporary operator.....	1.56	
Slitter and knife.....	1.56	

"a) Salariés:	Taux minima		a) Employees:	Minimum rates	
	Masculin	Féminin		Male	Female
Mécanicien de machine à coller .....	\$1.51		Double backer .....	\$1.51	
Receveur et "Shafter" de rouleau .....	1.36		Tailer and roll shafter ...	1.36	
Machine à imprimer et à rainer:			Printer-slotter machine:		
Mécanicien .....	1.56		Operator .....	1.56	
Assistant-mécanicien ...	1.46		Assistant operator .....	1.46	
Receveur et fournisseur ..	1.41		Tailer and feeder .....	1.41	
Presse à imprimer (sur la longueur):			Printing press machine (long-way):		
Mécanicien .....	1.51		Operator .....	1.51	
Receveur .....	1.41	\$1.14	Tailer .....	1.41	\$1.14
Machine à rainer: Grosses boîtes:			Large box slotting machine:		
Raineur .....	1.51		Operator .....	1.51	
Receveur .....	1.36	1.14	Tailer .....	1.36	1.14
Machine à rainer: Petites boîtes:			Small box slotting machine:		
Raineur .....	1.41	1.19	Operator .....	1.41	1.19
Receveur .....	1.36	1.14	Tailer .....	1.36	1.14
Machine à découper les boîtes et marqueuse — mitrailleuse (première opération):			Box slitting and scoring machine (first way):		
Découpeur .....	1.48		Operator .....	1.48	
Receveur .....	1.36		Tailer .....	1.36	
Machine à découper les feuilles, marqueuse-mitrailleuse (divers):			Sheet slitting and scoring machine (miscellaneous):		
Mécanicien .....	1.48		Operator .....	1.48	
Receveur .....	1.36	1.14	Tailer .....	1.36	1.14
Machine combinée à découper et à rainer les divisions:			Combination partition slitter-slotter:		
Mécanicien .....	1.46		Operator .....	1.46	
Receveur .....	1.36	1.14	Tailer .....	1.36	1.14
Machine simple à rainer les divisions:			Plain partition slotter:		
Raineur .....	1.41	1.19	Operator .....	1.41	1.19
Receveur .....	1.36	1.14	Tailer .....	1.36	1.14
Machine à assembler les divisions:			Partition assembly machine:		
Mécanicien .....	1.46		Operator .....	1.46	
Fournisseuse .....		1.14	Feeder .....		1.14
Receveuse .....		1.14	Tailer .....		1.14
Assemblage et divisions:			Partition assembly:		
Assembleuse .....		1.14	Assembler .....		1.14
Machine à découper les pans:			Flap cutting machine:		
Découpeur .....	1.45	1.19	Operator .....	1.45	1.19
Receveur .....	1.36	1.14	Tailer .....	1.36	1.14
Machine à plier et à appliquer la toile gommée:			Folder-taper:		
Mécanicien .....	1.54		Operator .....	1.54	
Receveur et inspecteur ..		1.19	Tailer and inspector .....		1.19
Machine automatique à appliquer la toile gommée:			Automatic taping machine:		
Mécanicien .....	1.46		Operator .....	1.46	
Aide .....	1.36		Helper .....	1.36	
Receveur et inspecteur ..	1.36	1.19	Tailer and inspector .....	1.36	1.19
Machine semi-automatique à appliquer la toile gommée:			Semi-automatic taper:		
Mécanicien .....		1.19	Operator .....		1.19
Receveur et inspecteur ..		1.14	Tailer and inspector .....		1.14
Pliage de boîtes:			Box folding:		
Plieuse .....		1.14	Folder .....		1.14
Machine à appliquer la toile gommée à la main:			Hand taper:		
Mécanicien .....		1.14	Operator .....		1.14
Machine automatique à plier et à piquer:			Automatic folder-stitcher:		
Piqueur .....	1.51		Operator .....	1.51	
Fournisseur .....	1.36	1.14	Feeder .....	1.36	1.14
Receveur et inspecteur ..	1.36	1.19	Tailer and inspector .....	1.36	1.19
Machine semi-automatique à piquer:			Semi-automatic stitcher machine:		
Piqueur .....	1.41	1.19	Operator .....	1.41	1.19
Machine à piquer à la main:			Manual stitching machine:		
Piqueur .....	1.41	1.19	Operator .....	1.41	1.19

	<i>Taux minima</i>		<i>Minimum rates</i>	
	<i>Masculin</i>	<i>Féminin</i>	<i>Male</i>	<i>Female</i>
<b>"a) Salariés:</b>				
Presse à découper:				
Découper .....	\$1.51		\$1.51	
Aide et épilucheur .....	1.36	\$1.14	1.36	\$1.14
Scie à ruban:				
Préposé à la scie à ruban .....	1.36	1.19	1.36	1.19
Machine à remonter et à couper (S.F.):				
Mécanicien .....	1.41	1.19	1.41	1.19
Receveur .....	1.36	1.14	1.36	1.14
Enveloppement et ficelage:				
Préposé au ficelage .....	1.36	1.14	1.36	1.14
Matières adhésives:				
Préposé à la colle .....	1.46		1.46	
Presse à rebuts:				
Presseur .....	1.41		1.41	
Aide .....	1.36		1.36	
Manutention de rouleaux:				
Premier préposé à la manutention .....	1.51		1.51	
Préposé à la manutention motorisée .....	1.51		1.51	
Manutenteur .....	1.36		1.36	
Manutention générale:				
Préposé au camion-empileur motorisé .....	1.51		1.51	
Machines non classifiées:				
Mécanicien .....	1.41	1.19	1.41	1.19
Fournisseuse .....		1.14		1.14
Expédition:				
Expéditeur .....	1.61		1.61	
Assistant-expéditeur .....	1.51		1.51	
Vérificateur .....	1.41		1.41	
Chauffeur de camion .....	1.51		1.51	
Aide .....	1.36		1.36	
Entretien:				
Homme de métier .....	1.61		1.61	
Mécanicien .....	1.61		1.61	
Aide aux hommes de métier .....	1.46		1.46	
Huileur .....	1.46		1.46	
Concierge .....	1.36		1.36	
Chambre de bouilloires:				
Mécanicien de machines fixes:				
2e classe .....	1.76		1.76	
3e classe .....	1.66		1.66	
4e classe .....	1.56		1.56	
Travail général:				
L'échelle de base de salaire pour le travail général est la suivante:				
Aide général .....	1.26	1.10	1.26	1.10

b) *Salariés* (sexe masculin): Nonobstant la cédule de salaires apparaissant au présent article, le salaire minimum moyen des salariés du sexe masculin ne doit pas être inférieur à \$1.41 l'heure.

c) *Salariés* (sexe féminin): Nonobstant la cédule de salaires apparaissant au présent article, le salaire minimum moyen des salariés du sexe féminin ne doit pas être inférieur à \$1.15 l'heure."

2° Les paragraphes "a" et "d" de l'article VI sont remplacés par les suivants:

"VI. *Jours de congés*: a) Les jours suivants sont considérés comme jours de congé: Le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, le Fête du Travail, l'Immaculée-Conception, le Jour-d'Action de-Grâces et Noël.

d) Tout employeur accordant huit (8) jours de congé payés ou plus par année à ses salariés en vertu d'une convention collective de travail privée, n'est pas sujet aux dispositions des paragraphes "a", "b" et "c" du présent article."

L. DÉSILETS,

Greffier du Conseil Exécutif.

<b>"a) Employées:</b>				
Die press machine:				
Operator .....	\$1.51		\$1.51	
Helper and stripper .....	1.36	\$1.14	1.36	\$1.14
Band saw:				
Operator .....	1.36	1.19	1.36	1.19
(S.F.) Rewinder and cutter:				
Operator .....	1.41	1.19	1.41	1.19
Tailer .....	1.36	1.14	1.36	1.14
Bundling and tying:				
Tier .....	1.36	1.14	1.36	1.14
Adhesive unit:				
Operator .....	1.46		1.46	
Waste bailing press:				
Operator .....	1.41		1.41	
Helper .....	1.36		1.36	
Roll handling:				
Chief roll handler .....	1.51		1.51	
Power roll handling operator .....	1.51		1.51	
Roll handler .....	1.36		1.36	
Handling general:				
Powered lift truck operator .....	1.51		1.51	
Non classified machines:				
Operator .....	1.41	1.19	1.41	1.19
Feeder .....		1.14		1.14
Shipping department:				
Shipper .....	1.61		1.61	
Assistant shipper .....	1.51		1.51	
Checker .....	1.41		1.41	
Truck driver .....	1.51		1.51	
Helper .....	1.36		1.36	
Maintenance:				
Tradesman .....	1.61		1.61	
Mechanic .....	1.61		1.61	
Tradesman's helper .....	1.46		1.46	
Oiler .....	1.46		1.46	
Janitor .....	1.36		1.36	
Boiler room:				
Stationary engineman:				
2nd class .....	1.76		1.76	
3rd class .....	1.66		1.66	
4th class .....	1.56		1.56	
General labour:				
The basic wage scale for general labor shall be as follows:				
General labor .....	1.26	1.10	1.26	1.10

b) *Male employees*: Notwithstanding the preceding schedule of wages, the minimum average wage for male employees shall not be less than \$1.41 per hour.

c) *Female employees*: Notwithstanding the preceding schedule of wages, the average minimum wage for female employees shall not be less than \$1.15 per hour."

2. Paragraphs "a" and "d" of article VI are replaced by the following:

"VI. *Holidays*: a) The following days shall be considered as holidays: New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

d) An employer who grants eight (8) or more observed holidays with pay per year to his employees in virtue of a private collective labour agreement, shall not be subject to the provisions of subsections "a", "b" and "c" of this article."

L. DÉSILETS,

Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 877  
Section "B"

Québec, le 7 juin 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie du camionnage dans l'île de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans l'île de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 913 du 16 juin 1948 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 avril 1960;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 913, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "a" et "b" de l'article IV-A sont remplacés par les suivants:

"a) Chaque salarié a droit aux bénéfices d'une police d'assurance-groupe prévoyant les avantages suivants: assurance-vie; assurance accident et maladie; frais médicaux et d'hospitalisation.

b) Tout employeur doit verser, tel que ci-après spécifié, chaque mois de calendrier, pour chacun de ses salariés qui a travaillé 80 heures ou plus au cours du mois, un montant de \$3.50 par mois, pour acheter une protection d'assurance dans un plan d'assurance groupe, tel que ci-dessus mentionné.

Sur autorisation écrite d'un salarié assujéti au décret, l'employeur retiendra sur la paye dudit salarié un montant de \$1.25 par semaine qui sera utilisé à l'achat d'une protection d'assurance groupe au bénéfice des dépendants dudit salarié, à savoir: son épouse et ses enfants non mariés âgés de moins de 19 ans.

Sur réception d'une telle autorisation, l'employeur devra contribuer \$1.50 par mois à ce plan d'assurance groupe s'étendant aux dépendants des salariés."

2° Le paragraphe "e" de l'article IV-A est radié.

54219-o

L. DÉSILETS,  
*Greffier du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 877  
Section "C"

Québec, le 7 juin 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux barbiers-coiffeurs de la région de Hull.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts re-

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 877  
Section "B"

Québec, June 7, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree relating to the cartage industry in the Island of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the cartage industry in the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree number 913 of June 16, 1948 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 16, 1960;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 913 be amended as follows:

1. Paragraphs "a" and "b" of article IV-A are replaced by the following:

"a) Every employee is entitled to the benefits of a group insurance policy with the following advantages: life-insurance; sickness and accident insurance; hospital and doctor's fees.

b) Every employer shall pay, as hereafter specified, every calendar month, and for every one of his employees who has worked 80 hours or more in the course of the month, an amount of \$3.50 per month to buy insurance protection through a group insurance plan, as above mentioned.

Employers may subtract each week from the pay of an employee, when so authorized in writing by such employee, an amount of \$1.25 to provide for group insurance protection for the benefit of the said employee's dependents, namely: his wife and unmarried children under 19 years of age.

Upon receipt of such permission, the employer shall contribute an amount of \$1.50 per month to such group insurance plan extending to the employee's dependants."

2. Paragraph "e" of article IV-A is deleted.

54219-o

L. DÉSILETS,  
*Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 877  
Part "C"

Québec, June 7, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to barbers and hairdressers in the region of Hull.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (Revised

fondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers-coiffeurs de la région de Hull, rendue obligatoire par le décret numéro 387 du 24 avril 1958 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 avril 1960;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 387, soit modifié comme suit:

Le prix minima pour les services ci-après mentionnés, apparaissant à l'article 112, sont remplacés par les suivants:

	Zones	
	I	II
"Barbe.....	\$0.50	\$0.45
Coupe de cheveux:		
Pour adultes des deux sexes:		
Mardi, mercredi et jeudi.....	0.85	0.75
Vendredi et samedi.....	0.95	0.85
Pour enfants de moins de 14 ans:		
Mardi, mercredi et jeudi.....	0.55	0.50
Vendredi et samedi.....	0.65	0.60
Coupe de cheveux en brosse ou spéciale:		
Adultes.....	1.10	1.00
Enfant de moins de 14 ans.....	0.75	0.70"

54219-o L. DÉSILETS,  
Greffier du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 877  
Section "D"

Québec, le 7 juin 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans les districts électoraux de Chicoutimi, Jonquièrre-Kénogami, Roberval, Lac St-Jean et Charlevoix.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de l'imprimerie dans les districts électoraux de Chicoutimi, Roberval, Lac St-Jean et Charlevoix, rendue obligatoire par le décret numéro 1414 du 14 décembre 1949 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 21 novembre 1959;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1414, soit modifié comme suit:

Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to barbers and hair-dressers in the region of Hull, rendered obligatory by the decree number 387 of April 24, 1958 and amendments have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 23, 1960;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered, as required by the act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 387, be amended as follows:

The minimum prices for the services hereafter mentioned, appearing in article 112, are replaced by the following:

	Zones	
	I	II
"Barber.....	\$0.50	\$0.45
Haircut:		
Male and female adults:		
Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.85	0.75
Friday and Saturday.....	0.95	0.85
Children under 14 years of age:		
Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.55	0.50
Friday and Saturday.....	0.65	0.60
Brushcut or special haircut:		
Adults.....	1.10	1.00
Children under 14 years of age.....	0.75	0.70"

54219-o L. DÉSILETS,  
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 877  
Section "D"

Québec, June 7, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the printing trades in the electoral districts of Chicoutimi, Jonquièrre-Kénogami, Roberval, Lac St-Jean and Charlevoix.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the printing trades in the electoral districts of Chicoutimi, Jonquièrre-Kénogami, Roberval, Lac St-Jean and Charlevoix, rendered obligatory by the decree number 1414 of December 14, 1949 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 21, 1959;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1414, be amended as follows:

1° La partie contractante de première part: "L'Association des Maîtres Imprimeurs Saguenay-Lac St-Jean" est remplacée par la suivante: "L'Association des Arts Graphiques Saguenay-Lac St-Jean".

2° Le paragraphe "a" de l'article I est abrogé et remplacé par le suivant:

"a) Le mot "Compagnon" désigne un ouvrier typographe, linotypiste, monotypiste, pressier, relieur, clicheur, dessinateur ou photographeur, qui a un certificat de qualification lui donnant droit au salaire minimum stipulé ci-après."

3° Le paragraphe "a" de l'article II est remplacé par le suivant:

"II. Jurisdiction: a) Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale du présent décret comprend les districts électoraux de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami, Roberval, Lac St-Jean et Charlevoix.

Aux fins d'application, cette juridiction est divisée en deux zones comme suit:

Zone I: Districts électoraux de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami, Roberval et Lac St-Jean.

Zone II: District électoral de Charlevoix.

4° Les paragraphes "a" et "b" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

"IV. Salaires minima: a) Dans la zone I, les taux de salaires minima sont les suivants:

	Taux horaires minima
Compagnon	\$1.55
Filles employées à la reliure:	
1ère année	0.64
2ème année	0.68
5ème semestre	0.70
6ème semestre	0.72

b) Dans la Zone II, les taux de salaires minima sont les mêmes que ceux de la Zone I, moins 5%, à l'exception de ceux de la première année."

5° Les articles V et VI sont remplacés par les suivants:

"V. Travail supplémentaire: a) Tout travail exécuté en plus de quarante-quatre (44) heures dans la même semaine, y compris les fêtes chômées, sera payé au taux et demi du salaire régulier.

b) Tout salarié qui travaille dans un autre atelier après sa journée de travail doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

c) Rappel au travail: Si un employé qui a quitté son travail est rappelé après sa journée régulière, il doit être rémunéré pour au moins deux (2) heures de travail au taux de salaire et demi basé sur le salaire régulier."

"VI. Jours de fêtes chômés et payés: a) Les jours de fêtes suivants sont chômés et payés: le Premier jour de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël et le 26 décembre.

Les fêtes telles qu'énumérées ci-haut sont observées et les salariés sont payés au taux régulier de salaire pour la période de temps perdu par l'observance de ces congés. Si un congé n'occasionne pas de perte de temps par le fait qu'il tombe un samedi ou un dimanche, l'employeur n'est pas dans l'obligation de payer ledit congé.

b) Pour avoir droit à ces fêtes chômées et payées, le salarié doit avoir travaillé le jour ouvrable qui précède et le jour ouvrable qui suit la fête, à moins d'une raison valable ou après avoir obtenu la permission de son employeur. Dans le cas de litige quant à l'interprétation du

1. The contracting party of the first part: "L'Association des Maîtres Imprimeurs Saguenay-Lac St-Jean" is replaced by the following: "L'Association des Arts Graphiques Saguenay-Lac St-Jean".

2. Paragraph "a" of article I is deleted and replaced by the following:

"a) The word "Journeyman" means a typographer, linotypist, monotypist, pressman, book-binder, stereotyper, drawer or photo-engraver, with a certificate of competency which entitles him to the minimum wage rate hereafter stipulated."

3. Paragraph "a" of article II is replaced by the following:

"II. Jurisdiction: a) Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the present decree includes the electoral districts of Chicoutimi, Jonquière-Kénogami, Roberval, Lake St. John and Charlevoix.

For the purposes of enforcement, this jurisdiction is divided into two zones as follows:

Zone I: The electoral districts of Chicoutimi, Jonquière-Kénogami, Roberval and Lake St. John.

Zone II: The electoral district of Charlevoix.

4. Paragraphs "a" and "b" of article IV are replaced by the following:

"IV. Minimum wages: a) In zone I, the minimum wage rates shall be as follows:

	Minimum hourly rates
Journeyman	\$1.55
Bookbinding female employee:	
1st year	0.64
2nd year	0.68
5th six months	0.70
6th six months	0.72

b) In zone II, the minimum wages rates shall be the same as in zone I, less 5%, except those of the first year."

5. Articles V and VI are replaced by the following:

"V. Overtime: a) Time worked in excess of forty-four (44) hours in the same week, including holidays, shall be remunerated at the rate of time and a half based on the regular rate of pay.

b) Every employee doing work in another shop after his regular working hours shall be paid at the rate of time and a half.

c) Call back to work: Should an employee be called back to work after his regular work day, he shall be paid for at least two (2) hours at the rate of time and one half computed on his regular rate of pay."

"VI. Days kept as holidays with pay: a) The following holidays shall be observed and paid: New Year's Day, January 2, Epiphany Day, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and December 26.

The above-mentioned holidays are observed and the employees shall be paid at the regular rate for the time lost through the observance of the holidays. When a holiday entails no loss of time because it falls on a Sunday or a Saturday, the employer is not compelled to pay wages for such holiday.

b) To be entitled to these holidays with pay, the employee must have worked the working day preceding and the one following the holiday unless he is absent for sufficient reason or has obtained permission from his employer. In the event of disputes as to the interpretation of

terme "raison valable", le Comité Paritaire décidera.

De plus, pour avoir droit aux jours de fêtes chômés et payés, tous les salariés non réguliers doivent avoir travaillé pendant un minimum de vingt-cinq (25) heures durant la semaine et avoir au moins cinq (5) années de service.

c) Les fêtes ci-haut mentionnées sont payées même si l'atelier est fermé pour une semaine ou plus, à moins que ce soit à cause de manque réel de travail et que preuve en soit faite à la satisfaction du Comité paritaire."

6° L'article VII est remplacé par le suivant:

"VII. *Congé annuel payé*: a) Après un an de service pour le même employeur ou dans le même établissement, tout salarié a droit à un congé annuel payé d'une durée d'une semaine. Tel congé doit être accordé au temps jugé opportun, après entente entre l'employeur et le salarié.

Un salarié a droit:

après 2 ans de service, à une semaine et un jour de congé;

après 3 ans de service, à une semaine et 2 jours de congé;

après 4 ans de service, à une semaine et 3 jours de congé;

après 5 ans de service, à 2 semaines de congé.

b) La rémunération payable au salarié pour tel congé doit être équivalente au salaire qu'il reçoit pour une semaine régulière de travail (44 heures).

c) Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, dans les limites des districts électoraux de Chicoutimi et Jonquière-Kénogami, tous les compagnons ont droit à deux semaines de vacances payées après un an de service pour le même employeur.

d) Tout salarié ayant été au service continu du même employeur pendant une période de vingt (20) années, dans le même atelier, a droit à trois (3) semaines de vacances payées par année.

e) Lorsqu'un salarié quitte son emploi ou est congédié au cours de toute année de service non complétée pour le même employeur ou dans le même établissement, il doit recevoir, lors de la cessation de son emploi, une indemnité de vacances calculée de la façon suivante:

i. A raison d'une demi-journée de salaire par mois de travail à compter du commencement de cette année de service non complétée, s'il n'a pas encore une année de service pour le même employeur ou dans le même établissement.

ii. Au prorata de la période écoulée depuis le temps où il s'est qualifié pour son dernier congé annuel payé, s'il a un (1) an de service ou plus."

"f) Quand un des jours chômés énumérés à l'article VI tombe durant la semaine de congé annuel payé d'un salarié, ce dernier a droit à une journée additionnelle de congé ou à une journée de salaire en plus, à la discrétion de l'employeur."

7° Le paragraphe "d" de l'article IX est remplacé par le suivant:

"d) *Taux de salaires minima*: Les apprentis doivent être rémunérés comme suit:

	<i>L'heure</i>
1ère année . . . . .	\$0.64
2ème année . . . . .	0.68
5ème semestre . . . . .	0.70
6ème semestre . . . . .	0.75
7ème semestre . . . . .	0.82
8ème semestre . . . . .	0.95
9ème semestre . . . . .	1.05
10ème semestre . . . . .	1.15"

8° L'article X est remplacé par le suivant:

"X. *Durée du décret*: Le décret demeure en vigueur jusqu'au 1er juillet 1961. Il se renou-

"sufficient reason", the Parity Committee shall decide.

All employees other than regular employees shall work a minimum of twenty-five (25) hours during the week and have at least five (5) years service in order to be entitled to the holidays with pay.

c) The holidays above mentioned shall be paid even when the establishment is closed for a week or more unless it be caused by an actual shortage of work, and that proof thereof to be produced at the satisfaction of the Parity Committee."

6. Article VII is replaced by the following:

"VII. *Annual vacation with pay*: a) After one year of service for the same employer or in the same establishment, every employee is entitled to an annual vacation with pay of one week. Such vacation shall be given at a convenient date to be agreed upon by the employer and the employee.

An employee shall be entitled to:

after 2 years of service, one week and one day holiday;

after 3 years of service, one week and two days holiday;

after 4 years of service, one week and three days holiday;

after 5 years of service, two weeks holiday.

b) Vacation pay shall be equivalent to the remuneration for a standard work week (44 hours).

c) Notwithstanding the foregoing, within the limits of the electoral districts of Chicoutimi and Jonquière-Kénogami, all journeymen are entitled to a vacation of two weeks with pay after one year of service for the same employer.

d) Every employee with twenty (20) years' continuous service in the employ of the same employer, in the same shop, shall be entitled, yearly, to three (3) weeks' vacation with pay.

e) In the event of a dismissal or voluntary departure in the course of any year of service not yet completed for the same employer or in the same establishment, the employee shall receive, upon termination of employment, a vacation pay computed as follows:

i. One half day's pay per month of work, from the beginning of the year of service not completed, if he has less than one year of service for the same employer or in the same establishment.

ii. At the prorata of the period elapsed since he has qualified for his last annual vacation if he has one (1) year of service or more.

"f) When one of the holidays enumerated in article VI falls in the vacation week of an employee, the latter is entitled to an extra day of vacation, or to an additional day's pay, at the option of the employer."

7. Paragraph "d" of article IX is replaced by the following:

"d) *Minimum wage rates*: Apprentices shall be remunerated as follows:

	<i>Per hour</i>
1st year . . . . .	\$0.64
2nd year . . . . .	0.68
5th six months . . . . .	0.70
6th six months . . . . .	0.75
7th six months . . . . .	0.82
8th six months . . . . .	0.95
9th six months . . . . .	1.05
10th six months . . . . .	1.15"

8. Article X is replaced by the following:

"X. *Duration of the decree*: The decree shall remain in force until July 1, 1961. It shall

velle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er juillet de l'année 1961 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

L. DÉSILETS,

54219-o

*Greffier du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 868

Québec, le 7 juin 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Régie des loyers et la cité de Kénogami.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 32 de la loi 14-15 George VI, chapitre 20, le lieutenant-gouverneur en conseil peut soustraire à l'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, toute municipalité soumise à ses dispositions, à la demande de la majorité absolue du conseil de la municipalité intéressée;

ATTENDU qu'il est stipulée par l'article 33 de cette loi qu'un arrêté en conseil passé en vertu de l'article 32 doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et qu'il devient exécutoire à compter de cette publication ou de toute date ultérieure fixée à cette fin;

ATTENDU QUE la cité de Kénogami, en vertu d'une résolution adoptée le 2 mai 1960 conformément aux dispositions dudit article 32 ci-dessus mentionné, a demandé au lieutenant-gouverneur en conseil de soustraire la cité de Kénogami à l'application de ladite loi;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à la demande du conseil municipal de la cité de Kénogami.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre, ce qui suit:

1° La municipalité de la cité de Kénogami est soustraite à l'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (14-15 George VI, chapitre 20) et ses amendements;

2° Les arrêtés en conseil adoptés antérieurement et relatifs à cette loi ainsi qu'aux nominations qui s'y rapportent, en ce qui concerne la cité de Kénogami, sont modifiés en conséquence;

3° Le présent arrêté en conseil sera publié dans la *Gazette officielle de Québec* et il deviendra exécutoire le premier juillet 1960.

L. DÉSILETS,

54249-o

*Greffier du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 869

Québec, le 7 juin 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Régie des loyers et la ville de Loretteville.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 32 de la loi 14-15 George VI, chapitre 20, le lieutenant-gouverneur en conseil peut soustraire à l'appli-

then renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before July 1 of the year 1961 or of any subsequent year. Such a notice shall also be given to the Minister of Labour."

L. DÉSILETS,

54219-o

*Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 868

Quebec, June 7, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulation of rentals and the city of Kénogami.

WHEREAS under section 32 of the act 14-15 George VI, chapter 20, the Lieutenant-Governor in Council may withdraw from the applications of the Act in favor of the conciliation between lessees and owners, any municipality subject to its provisions, on the request of the absolute majority of the council of the municipality concerned;

WHEREAS it is stipulated by section 33 of this act that an Order in Council passed under section 32 must be published in the *Quebec Official Gazette* and it becomes executory from and after the date of this publication or from any ulterior date fixed for this purpose;

WHEREAS the city of Kénogami under a resolution adopted on May 2, 1960, in conformity with the provisions of the said section 32 above mentioned, has requested of the Lieutenant-Governor in Council to withdraw the city of Kénogami from the application of the said act;

WHEREAS it is deemed expedient to accede to the request of the municipal council of the city of Kénogami.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the proposition of the Honourable Prime Minister:

1. That the municipality of the city of Kénogami be withdrawn from the application of the act to favor the conciliation between lessees and owners (14-15 George VI, chapter 20) and its amendments;

2. That the Orders in Council previously adopted and relative to this act as well as the appointments pertaining thereto, in that which concerns the city of Kénogami be therefore amended;

3. That the present Order in Council be published in the *Quebec Official Gazette* and that it become executory on July first, 1960.

L. DÉSILETS,

54249-o

*Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 869

Quebec, June 7, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulation of rentals and the town of Loretteville.

WHEREAS under section 32 of the act 14-15 George VI, chapter 20, the Lieutenant-Governor in Council may withdraw from the applications

cation de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, toute municipalité soumise à ses dispositions, à la demande de la majorité absolue du conseil de la municipalité intéressée;

ATTENDU qu'il est stipulé par l'article 33 de cette loi qu'un arrêté en conseil passé en vertu de l'article 32 doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et qu'il devient exécutoire à compter de cette publication ou de toute date ultérieure fixée à cette fin;

ATTENDU QUE la ville de Loretteville, en vertu d'une résolution adoptée le 4 avril 1960, conformément aux dispositions dudit article 32 ci-dessus mentionné, a demandé au lieutenant-gouverneur en conseil de soustraire la ville de Loretteville à l'application de ladite loi;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à la demande du conseil municipal de la ville de Loretteville.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre, ce qui suit:

1° La municipalité de la ville de Loretteville est soustraite à l'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (14-15 George VI, chapitre 20) et ses amendements;

2° Les arrêtés en conseil adoptés antérieurement et relatifs à cette loi ainsi qu'aux nominations qui s'y rapportent, en ce qui concerne la ville de Loretteville, sont modifiés en conséquence;

3° Le présent arrêté en conseil sera publié dans la *Gazette officielle de Québec* et il deviendra exécutoire le premier juillet 1960.

L. DÉSILETS,  
Greffier du Conseil Exécutif.

54249-o

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 870

Québec, le 7 juin 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT la Régie des loyers et la cité de Sainte-Foy.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 32 de la loi 14-15 George VI, chapitre 20, le lieutenant-gouverneur en conseil peut soustraire à l'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, toute municipalité soumise à ses dispositions, à la demande de la majorité absolue du conseil de la municipalité intéressée;

ATTENDU qu'il est stipulé par l'article 33 de cette loi qu'un arrêté en conseil passé en vertu de l'article 32 doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et qu'il devient exécutoire à compter de cette publication ou de toute date ultérieure fixée à cette fin;

ATTENDU QUE "La cité de Sainte-Foy", en vertu d'une résolution adoptée le 4 avril 1960, conformément aux dispositions dudit article 32 ci-dessus mentionné, a demandé au lieutenant-gouverneur en conseil de soustraire "La cité de Sainte-Foy" à l'application de ladite loi;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à la demande du conseil municipal de "La cité de Sainte-Foy".

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre, ce qui suit:

of the Act in favor of the conciliation between lessees and owners, any municipality subject to its provisions, on the request of the absolute majority of the council of the municipality concerned;

WHEREAS it is stipulated by section 33 of this act that an Order in Council passed under section 32 must be published in the *Quebec Official Gazette* and it becomes executory from and after the date of this publication or from any ulterior date fixed for this purpose;

WHEREAS the town of Loretteville under a resolution adopted on April 4, 1960, in conformity with the provisions of the said section 32 above mentioned, has requested of the Lieutenant-Governor in Council to withdraw the town of Loretteville from the application of the said act;

WHEREAS it is deemed expedient to accede to the request of the municipal council of the town of Loretteville;

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the proposition of the Honourable Prime Minister;

1. THAT the municipality of the town of Loretteville be withdrawn from the application of the act to favor the conciliation between lessees and owners (14-15 George VI, chapter 20) and its amendments;

2. THAT the Orders in Council previously adopted and relative to this act as well as the appointments pertaining thereto, in that which concerns the town of Loretteville be therefore amended;

3. THAT the present Order in Council be published in the *Quebec Official Gazette* and that it become executory on July first, 1960.

L. DÉSILETS,  
Clerk of the Executive Council.

54249-o

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 870

Quebec, June 7, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulation of rentals and the city of Sainte-Foy.

WHEREAS under section 32 of the act 14-15 George VI, chapter 20, the Lieutenant-Governor in Council may withdraw from the applications of the Act in favor of the conciliation between lessees and owners, any municipality subject to its provisions, on the request of the absolute majority of the council of the municipality concerned;

WHEREAS it is stipulated by section 33 of this act that an Order in Council passed under section 32 must be published in the *Quebec Official Gazette* and it becomes executory from and after the date of this publication or from any ulterior date fixed for this purpose;

WHEREAS the "City of Sainte-Foy", under a resolution adopted on April 4, 1960, in conformity with the provisions of the said section 32 above mentioned, has requested of the Lieutenant-Governor in Council to withdraw the "City of Sainte-Foy" from the application of the said act;

WHEREAS it is deemed expedient to accede to the request of the municipal council of the "City of Sainte-Foy".

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the proposition of the Honourable Prime Minister:

1° La municipalité de "La cité de Sainte-Foy" est soustraite à l'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (14-15 George VI, chapitre 20) et ses amendements;

2° Les arrêtés en conseil adoptés antérieurement et relatifs à cette loi ainsi qu'aux nominations qui s'y rapportent, en ce qui concerne "La cité de Sainte-Foy", sont modifiés en conséquence;

3° Le présent arrêté en conseil sera publié dans la *Gazette officielle de Québec* et il deviendra exécutoire le premier juillet 1960.

L. DÉSILETS,  
54249-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil**  
**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 876  
Section "D"

Québec, le 7 juin 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la radiation d'une partie contractante — Décret relatif au métier de coiffeur pour dames dans l'Île de Montréal.

ATTENDU QUE, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Syndicat des Coiffeurs pour dames de Montréal Inc.", a été décrétée par l'honorable Secrétaire de la Province le 29 avril 1960;

ATTENDU QUE ledit syndicat ne peut continuer à agir comme partie contractante à la convention collective de travail relative au métier de coiffeur pour dames dans l'Île de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 789 du 23 juillet 1952 et amendements;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ce syndicat ne soit plus considéré comme partie contractante et que son nom soit radié de la liste des parties de deuxième part, dans ledit décret numéro 789.

L. DÉSILETS,  
54219-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil**  
**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 976  
Section "A"

Québec, le 14 juin 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région des Cantons de l'Est.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région des Cantons de l'Est, rendue obligatoire par le décret numéro 122 du 29 février 1956 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 mai 1960;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

1. THAT the municipality of the "City of Sainte-Foy" be withdrawn from the application of the act to favor the conciliation between lessees and owners (14-15 George VI, chapter 20) and its amendments;

2. THAT the Orders in Council previously adopted and relative to this act as well as the appointments pertaining thereto, in that which concerns the "City of Sainte-Foy" be therefore amended;

3. THAT the present Order in Council be published in the *Quebec Official Gazette* and that it become executory on July first, 1960.

L. DÉSILETS,  
54249-o *Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council**  
**Executive Council Chamber**

Number 876  
Section "D"

Quebec, June 7, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the deleting of a contracting party — Decree relating to the ladies hairdressing trade in the Island of Montreal.

WHEREAS, the end of the corporation existence of the professional syndicate "Syndicat des Coiffeurs pour dames de Montréal Inc.", has been enacted by the Honourable Secretary of the Province, on April 29, 1960;

WHEREAS the said syndicate cannot remain as contracting party to the collective labour agreement relating to the ladies hairdressing trade in the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree number 789 of July, 23 1952 and amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said syndicate be no more considered as contracting party and that its name be stricken off the list of contracting parties of the second part in the said decree number 789.

L. DÉSILETS,  
54219-o *Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council**  
**Executive Council Chamber**

Number 976  
Section "A"

Québec, June 14, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry and trades in the Eastern Townships District.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the Eastern Townships District, rendered obligatory by the decree No. 122 of February 29, 1956 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council certain amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 14, 1960;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 122, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "h" de l'article I est remplacé par les suivants:

"h) Le mot "ferblantier" désigne tout salarié qui fait des travaux en feuilles métalliques, tels que tôles (cuivre, aluminium ou acier inoxydable), qui fabrique et pose toutes sortes d'objets de métal en feuilles, soit sur le chantier soit à l'atelier, qui fait l'installation et la réparation de systèmes de ventilation, de climatisation et de chauffage à air chaud, qui installe des conduites de chauffage à air forcé (hot blast) et recouvre de métal les puits de lumière, les corniches, les coupe-feu, les solins, les systèmes préfabriqués et exécute tout autre travail similaire.

hh) Le mot "couvreur" désigne tout salarié qui pose le papier bardeau, le bardeau d'amiante, les membranes hydrofuges sur mur, plancher ou couverture, fait des couvertures en gravier, asphalté ou autres produits similaires."

2° Les paragraphes "a" et "b" de l'article V sont remplacés par les suivants:

"V. *Taux de salaires minima*: a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés ci-après énumérés:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, No. 122, be amended as follows:

1. Paragraph "h" of article I is replaced by the following:

"h) The word "tinsmith" means any employee who does sheet metal work (copper, aluminum or stainless steel), who makes and installs all kinds of sheet metal articles, on the job or in the shop, who installs or repairs ventilating, air conditioning and hot air heating systems and who installs hot blast ducts, and lays sheet metal in or on light wells, cornices, fire doors and spaces between joists, prefabricated systems, and executes any other similar work.

hh) The word "roofer" means any employee who lays paper shingle, asbestos shingle, water repellent membranes on walls, floors or roofs, who does gravel, asphalt or other similar roofing work."

2. Paragraphs "a" and "b" of article V are replaced by the following:

"V. *Minimum rates of wages*: a) The following rates of wages shall be paid to the employees hereafter mentioned:

*Salaires horaires*  
*Hourly rates*

*Zones*

I II III

<i>Métiers — Trades :</i>	I	II	III
Briqueteur, maçon, plâtrier — Bricklayer, mason, plasterer.....	\$2.05	\$2.00	\$1.80
Compagnon junior — Junior journeyman.....	1.60	1.55	1.35
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner.....	1.85	1.80	1.60
Compagnon junior — Junior journeyman.....	1.55	1.53	1.35
Charretier — Carter.....	1.65	1.60	1.40
Chauffeur de bouilloires à vapeur (certificat de 4e classe) — Boiler fireman (4th class certificate).....	1.70	1.65	1.45
Chauffeur de camion — Truck driver.....	1.45	1.40	1.20
Chauffeur de pelle mécanique — Power shovel fireman.....	1.70	1.65	1.45
Conducteur de gratte mécanique — Grader operator.....	2.00	2.00	1.85
Aide sur gratte mécanique — Grader operator's helper.....	1.70	1.70	1.50
Électricien (compagnon) — Electrician (journeyman).....	1.80	1.75	1.55
Finisseur de ciment: salaire fixé pour le métier auquel appartient le salarié qui exécute ce travail — Cement finisher: wages fixed for the trade to which the employee belongs.....	1.75	1.70	1.50
Foreur et préposé au sautage des mines — Drill operator and blaster.....	1.75	1.70	1.55
Forgeron — Blacksmith.....	1.30	1.25	1.05
Gardien de nuit — Night watchman.....	1.60	1.55	1.40
Graisseur et huileur (sur machinerie) — Greaser and oiler (machinery).....	1.75	1.75	1.55
Gréeur — Rigger.....	1.95	1.90	1.70
Maçon (maçonnerie brute de solage) — Mason (rough foundation masonry).....	1.45	1.40	1.20
Manœuvre — Labourer.....	1.80	1.75	1.55
Mécanicien de machines fixes et portatives à vapeur: grues et malaxeurs — Stationary and portable engineman: cranes and mixers.....	1.75	1.70	1.50
Peintre — Painter.....	1.50	1.48	1.30
Compagnon junior — Junior journeyman.....	1.80	1.75	1.55
Peintre au pistolet — Sprayman.....	1.95	1.90	1.75
Peintre: travail exécuté à plus de 45 pieds de hauteur à l'extérieur d'un immeuble — Painter: work done at a height exceeding 45 feet outside a building.....	1.40	1.40	1.25
Porteur d'eau — Water carrier.....	1.65	1.60	1.40
Poseur de linoléum incrusté, de tuile d'asphalte, de caoutchouc ou de produits similaires: le salaire fixé pour le métier auquel appartient le salarié qui exécute ce travail — Layer of linoleum, asphalt, rubber tiles or similar products: wages fixed for the trade to which the employee belongs.....	1.70	1.65	1.45
Poseur de marbre et terrazzo — Marble and terrazzo layer.....	1.95	1.90	1.70
Poseur de fer ornemental — Ornamental iron erector.....	1.80	1.75	1.60
Poseur de tuile — Tile layer.....	1.45	1.40	1.20
Préposé aux ascenseurs ou monte-charge à vapeur — Steam elevator operator.....	1.65	1.60	1.40
Préposé aux malaxeurs, fixes ou portatifs, à essence (gazoline) ou à l'électricité — Stationary or portable (gasoline or electric) mixer operator.....	1.75	1.70	1.50
Préposé aux grues fixes ou portatives, à essence (gazoline) ou à l'électricité — Stationary or portable (gasoline or electric) crane operator.....	1.45	1.40	1.20
Préposé aux tracteurs avec accessoires et compresseurs — Tractor (with accessories) and compressor operator.....	1.65	1.60	1.40
Aide préposé aux tracteurs et compresseurs — Tractor or compressor operators' helper.....	1.75	1.70	1.50
	1.65	1.60	1.40

Salaires horaires  
Hourly rates  
Zones  
I II III

## Métiers — Trades:

Préposé au polissage du terrazzo à sec ou humide — Terrazzo polishing machine operator, dry or wet process	\$1.70	\$1.65	\$1.45
Sableur de planchers — Floor polisher	1.70	1.65	1.45
Pelleteur d'asphalte — Asphalt shoveller	1.60	1.60	1.45
Râtiisseur d'asphalte — Asphalt raker	1.95	1.95	1.80
Aide râtiisseur d'asphalte — Asphalt raker's helper	1.70	1.70	1.55
Conducteur de rouleau à asphalte — Asphalt roller operator	1.90	1.90	1.75
Attacheur de fer — Steel brace setter	1.70	1.70	1.50

Par semaine  
Per week

Préposé aux pelles mécaniques — Power shovel operator	\$86.00	\$86.00	\$74.40
Aide préposé aux pelles mécaniques — Power shovel operator's helper	74.80	72.60	63.80

Pour les occupations spécialisées énumérées au présent article, et pour lesquelles il n'y a pas d'apprentissage, les normes suivantes sont établies pour une période d'entraînement d'un (1) an:

1er semestre: le taux du journalier.

2ième semestre: taux moyen en prenant comme termes le taux du journalier et celui établi dans l'échelle de salaires précédente.

b) Salaires minima des apprentis: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés:

The following standard rates, for a training period of one (1) year are established for the specialized occupations mentioned in the present article and for which there is no apprenticeship:

1st six months: common worker's rate.

2nd six months: average rate based on the common worker's rate and that established in the above wage schedule.

b) Minimum rates of wages for apprentices: The following minimum rates of wages shall be paid to apprentices:

Salaires horaires  
Hourly rates  
Zones  
I II III

## Métiers — Trades:

<b>Briqueteur et maçon — Bricklayer and mason:</b>			
1ère année — 1st year	\$1.30	\$1.25	\$1.05
2ième année — 2nd year	1.40	1.35	1.15
3ième année — 3rd year	1.50	1.45	1.25
4ième année — 4th year	1.60	1.55	1.35
<b>Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner:</b>			
1ère année — 1st year	1.25	1.23	1.05
2ième année — 2nd year	1.35	1.33	1.15
3ième année — 3rd year	1.45	1.43	1.25
4ième année — 4th year	1.55	1.53	1.35
<b>Électricien — Electrician:</b>			
1ère année — 1st year	1.20	1.18	1.00
2ième année — 2nd year	1.30	1.28	1.10
3ième année — 3rd year	1.40	1.38	1.20
4ième année — 4th year	1.50	1.48	1.30
<b>Peintre — Painter:</b>			
1ère année — 1st year	1.20	1.18	1.00
2ième année — 2nd year	1.30	1.28	1.10
3ième année — 3rd year	1.40	1.38	1.20
4ième année — 4th year	1.50	1.48	1.40
<b>Plâtrier — Plasterer:</b>			
1ère année — 1st year	1.30	1.25	1.05
2ième année — 2nd year	1.40	1.35	1.15
3ième année — 3rd year	1.50	1.45	1.25
4ième année — 4th year	1.60	1.55	1.35
<b>Sableur de planchers — Floor Polisher:</b>			
1ère année — 1st year	1.30	1.25	1.05
2ième année — 2nd year	1.40	1.35	1.15
3ième année — 3rd year	1.50	1.45	1.25

Dans le cas de travaux exécutés dans la zone III et dont le coût, salaires et matériaux compris, est de \$25,000.00 ou plus, les taux minima déterminés pour la zone II doivent être payés.

bb) Dispositions spéciales: Tous les taux horaires minima mentionnés aux paragraphes "a" et "b" du présent article seront augmentés de \$0.10 à compter du 1er septembre 1960; les taux hebdomadaires seront augmentés de \$4.80 à compter du 1er septembre 1960."

3° Dans la section "A" du chapitre troisième, le paragraphe "b" de l'article IX est remplacé par le suivant:

In the case of operations carried out in zone III where the cost, including wages and material, is \$25,000.00 or more, the minimum rates of zone II shall be paid.

bb) Special provisions: All minimum hourly rates mentioned in paragraphs "a" and "b" of the present article shall be increased by \$0.10 from September 1, 1960; the weekly rates shall be increased by \$4.80 from September 1, 1960."

3. In Section "A" of Chapter three, paragraph "b" of article IX is replaced by the following:

"b) *Taux minima de salaires*: Les taux minima de salaires sont les suivants:

"b) *Minimum rates of wages*: The following shall be the minimum of wage:

	<i>Salaires horaires</i> <i>Hourly rates</i>	
	<i>Zones</i>	
	I	II
<i>Zone I</i>		
<i>Métiers — Trades :</i>		
Mécanicien en tuyauterie et poseur d'appareils de chauffage — Pipe mechanic and steamfitter :		
Entrepreneur (services personnels).— Contracteur (personal services).....	\$3.45	\$3.30
Compagnon senior.— Senior journeyman.....	2.10	2.00
Soudeur — Welder.....	2.10	2.00
Poseur de brûleurs à l'huile — Oil burner mechanic.....	2.10	2.00
Poseur de foyers mécaniques.— Stoker mechanic.....	2.10	2.00
Poseur de pompes à gazoline.— Gasoline pump mechanic.....	2.10	2.00
Ferblantier, travailleur de métal en feuilles, couvreur.— Tinsmith, sheet metal worker, roofer.....	2.10	2.00
Mécanicien en isolement d'amiante.— Asbestos insulation mechanic.....	2.10	2.00
Compagnon junior.— Junior journeyman:		
Mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage, soudeur, poseur de foyers mécaniques, poseur de pompes à gazoline, poseur de brûleurs à l'huile, ferblantier, travailleur de métal en feuilles, couvreur, mécanicien en isolement d'amiante.— Pipe mechanic, steamfitter, welder, stoker mechanic, gasoline pump mechanic, oil burner mechanic, tinsmith, sheet metal worker, roofer, asbestos insulation mechanic.....	1.80	1.70
Aide-couvreur: le salaire du manoeuvre — Roofer's helper: labourer's rate."		

4° Le sous-paragraphe iii suivant est ajouté au paragraphe "c" de l'article IX:

"iii. L'entrepreneur en plomberie, chauffage et ferblanterie doit fournir à ses employés des taraudeuses de toutes grosseurs, les clefs à tuyaux de 24 pouces et de dimensions supérieures, les feux à gaz propane, les couteaux, les alésoirs, les bancs à tarauder et les foreuses électriques. L'employeur doit remplacer les matrices (dies), les têtes de clefs à tuyaux brisées ou usées et les mèches à fer. Le salarié doit fournir tous les petits outils jusqu'à 18 pouces, à la satisfaction de l'entrepreneur."

5° Le sous-paragraphe 5 du paragraphe "h" de l'article IX est remplacé par le suivant:

"5. *Taux de salaires des apprentis*:

4. The following sub-paragraph iii is added to paragraph "c" of article IX:

"iii. Plumbing, heating and tinsmithing contractors shall supply their employees with pipe threaders of all sizes, pipe wrenches of 24 inches or over, propane gas torches, chisels, reamers, threading benches and electric drills. Employers shall replace all dies, broken or worn wrench jaws and bits. Employees shall supply all small tools up to 18 inches at the satisfaction of contractors."

5. Sub-paragraph 5 of paragraph "h" of article IX is replaced by the following:

"5. *Wage rates of apprentices*:

	<i>Salaires horaires</i> <i>Hourly rates</i>	
	<i>Zones</i>	
	I	II
<i>Zone I</i>		
<i>Métiers — Trades :</i>		
Mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage, soudeur, poseur de foyers mécaniques, poseur de pompes à gazoline, poseur de brûleurs à l'huile, ferblantier, travailleur de métal en feuilles, couvreur, mécanicien en isolement d'amiante.— Pipe mechanic, steamfitter, welder, stoker mechanic, gasoline pump mechanic, oil burner mechanic, tinsmith, sheet metal worker, roofer, asbestos insulation mechanic:		
1ère année — 1st year.....	\$1.10	\$1.05
2ème année — 2nd year.....	1.20	1.15
3ème année — 3rd year.....	1.25	1.20
4ème année — 4th year.....	1.30	1.25"

6° Le sous-paragraphe 6 suivant est ajouté au paragraphe "h" de l'article IX:

"6° Dans la cité de Sherbrooke et dans le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites, tout employeur doit de préférence engager l'apprenti qui a fréquenté soit un Centre d'Apprentissage soit une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 63 et amendements). L'apprenti doit continuer à compléter sa formation en suivant les cours du soir donnés au Centre d'Apprentissage des Métiers de la Construction pour obtenir le renouvellement de sa carte l'année suivante. La moyenne de présence à ces devra être de 80%. Il est loisible à un entrepreneur d'engager un apprenti qui n'a jamais fréquenté soit le Centre

6. The following sub-paragraph 6 is added to paragraph "h" of article IX:

"6. In the city of Sherbrooke and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits, employers shall give preference to apprentices who followed courses either with an apprenticeship centre or with a school operated under the Specialized Schools Act (R.S.Q., 1941, chap. 63 and amendments). Apprentices shall complete their formation by attending evening courses given at the Building Trades Apprenticeship Centre in order to obtain the renewal of their card the following year. Attendance at the courses must average 80%. Contractors may hire apprentices who have never followed courses either with the Apprenticeship Centre or with a school operated under the Specialized

d'Apprentissage des Métiers de la Construction soit une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé, pourvu que ledit apprenti ait déjà commencé son apprentissage avant la mise en vigueur des présents amendements."

7° Les paragraphes "k" et "l" suivants sont ajoutés à l'article IX:

"k) Nonobstant les dispositions précédentes, dans les districts électoraux de Shefford, Brôme et Missisquoi, l'augmentation de salaires accordée par le présent décret d'amendement aux salariés régis par la présente section, est limitée à \$0.10 l'heure et, en conséquence, les taux de salaires minima payables dans ce territoire sont de \$0.10 moins élevés que ceux déterminés aux paragraphes "b" et "h-5" du présent article.

l) La présente section demeure en vigueur jusqu'au 30 novembre 1961. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 1er juillet de l'année 1961 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

8° Le paragraphe "b" de l'article X est remplacé par le suivant:

"b) *Taux de salaires minima*: Les taux de salaires suivants doivent être payés:

	Salaires hebdomadaires Weekly wages Zones		
	I	II	III
Ouvrier qualifié ou homme de métier — Skilled worker.....	\$54.00	\$54.00	\$47.20
Ouvrier non qualifié ou journalier — Common worker.....	50.00	50.00	43.20

Les taux minima ci-haut mentionnés seront augmentés de \$4.80 à compter du 1er septembre 1960."

9° L'article XVI est remplacé par le suivant:

"XVI. *Durée du décret*: Le décret demeure en vigueur jusqu'au 30 septembre 1961. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 1er juillet de l'année 1961 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

54219-o

L. DÉSILETS,  
Greffier du Conseil Exécutif.

Schools Act (R.S.Q., 1941, chap 63 and amendments), providing such apprentices had begun their apprenticeship before the coming into force of the present amendments."

7. The following paragraphs "k" and "l" are added to article IX:

"k) Notwithstanding the foregoing provisions, in the electoral districts of Shefford, Brome and Missisquoi, the wage increase granted by the present amending decree to the employees covered by the present section is limited to \$0.10 per hour and, consequently, the minimum wages payable in that territory shall be \$0.10 less than those determined in paragraphs "b" and "h-5" of the present article.

l) The present section remains effective until November 30, 1961. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before July 1 of the year 1961, or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

8. Paragraph "b" of article X is replaced by the following:

"b) *Minimum wage rates*: The following rates of wages shall be paid:

	Salaires hebdomadaires Weekly wages Zones		
	I	II	III
Ouvrier qualifié ou homme de métier — Skilled worker.....	\$54.00	\$54.00	\$47.20
Ouvrier non qualifié ou journalier — Common worker.....	50.00	50.00	43.20

The minimum rates hereabove mentioned shall be increased by \$4.80 from September 1, 1960."

9. Article XVI is replaced by the following:

"XVI. *Duration of the decree*: The decree remains effective until September 30, 1961. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before July 1, of the year 1961, or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

54219-o

L. DÉSILETS,  
Clerk of the Executive Council.

## Avis divers

### La Météor, Compagnie d'Assurances Générales — The Meteor General Insurance Company

#### Avis de constitution d'une compagnie d'assurance

Avis est, par les présentes, donné que messieurs John Primeau, 797, rue Willibrod, Verdun, P.Q.— marchand Larry Smith, 790, rue Fraser, Ville St-Laurent, P.Q.— comptable Norman C. Denys, 116, rue Jasper, Ville Mont-Royal, P.Q.— avocat Léon Catelli, 8661, rue Clark, Montréal, P.Q.— comptable Dominic Cobetto, 1223 ouest, rue St-Jacques, Montréal, P.Q.— industriel, ont l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2

## Miscellaneous notices

### The Meteor General Insurance Company — La Météor, Compagnie d'Assurances générales

#### Notice of formation of an insurance company

Notice is hereby given that Messrs. John Primeau, 797, Willibrod Street, Verdun, Que.— merchant, Larry Smith, 790, Fraser Street, Ville St-Laurent, Que.— accountant, Norman C. Denys, 116, Jasper Street, Town of Mont-Royal — Qu. — Attorney Léon Catelli, 8661, Clark Street, Montreal, Que.— Accountant, Dominic Cobetto, 1223, St-James Street West — Montreal, Que.— Industrial, intend to present to the Lieutenant-Governor in Council a petition for the purpose of constituting them into an insurance company in accordance with the

et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941), sous le nom de "La Météor Compagnie d'Assurances Générales" — The Meteor General Insurance Company", dont le siège social sera dans la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, ayant un capital-actions de cinq cent mille dollars (\$500,000.00) divisé en cinq mille (5,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune et ayant les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes: aérienne, cautionnement, dommages aux biens, maritime, responsabilité, personne, excepté l'assurance et la réassurance sur la vie.

Donné à Montréal, ce 10ème jour de mai 1960.

*Signatures des requérants,*  
 JOHN PRIMEAU,  
 LARRY SMITH,  
 NORMAN C. DENYS,  
 LÉON CAPELLI,  
 DOMINIC COBETTO.

54059-23-4-o

**L'Omega Compagnie d'Assurance  
 The Omega Insurance Company**

*Avis de constitution d'une compagnie d'assurance*

Avis est, par les présentes, donné que messieurs Gilles Charbonneau, 6627, boulevard Lévesque, Duvernay, P.Q., entrepreneur; Jean-Jacques Charbonneau, 6637, boulevard Lévesque, Duvernay, P.Q., chef instructeur; Marcel Trudeau, Fabreville, P.Q., hôtelier; André Gosselin, 6651, rue Molson, Montréal, P.Q., employé civil; Jean Desrochers, 7, rue Philippe, Sorel, P.Q., vétérinaire ont l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941), sous le nom de "L'Omega Compagnie d'Assurance—The Omega Insurance Company", dont le siège social sera dans la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, ayant un capital actions de cinq cent mille dollars (\$500,000.00) divisé en cinq mille (5,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune et ayant les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes: aérienne, cautionnement, dommages aux biens, maritime, responsabilité, personne, excepté l'assurance et la réassurance sur la vie.

Donné à Montréal, ce vingt-septième jour de mai 1960.

*Signature des Requéants,*  
 GILLES CHARBONNEAU,  
 JEAN JACQUES CHARBONNEAU,  
 MARCEL TRUDEAU,  
 ANDRÉ GOSSELIN,  
 JEAN DESROCHERS.

54172-24-4-o

**L'Association des Professeurs  
 de la Région de St-Martin**

*(Loi des syndicats professionnels)*

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Professeurs de la Région de St-Martin", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le seize mai 1960.

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé en la cité de Saint-Martin, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
 RAYMOND DOUVILLE.

54188-o

provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q. 1941), under the name of "The Meteor General Insurance Company — La Météor, Compagnie d'Assurances Générales", with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, and a share capital of five hundred thousand dollars (\$500,000.00) divided up into five thousand (5,000) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each and with the powers to transact the following classes of insurance and reinsurance: aviation, damage to property, liability, marine, surety-ship, persons, except life insurance and reinsurance.

Given at Montreal, this 10th day of May 1960.

JOHN PRIMEAU,  
 LARRY SMITH,  
 NORMAN C. DENYS,  
 LÉON CAPELLI,  
 DOMINIC COBETTO.

54059-23-4-o

**The Omega Insurance Company  
 L'Omega Compagnie d'Assurance**

*Notice of formation of an insurance company*

Notice is hereby given that Messrs. Gilles Charbonneau, 6627, Levesque Boulevard, Duvernay, Que., contractor; Jean-Jacques Charbonneau, 6637, Levesque Boulevard, Duvernay, Que., chief instructor; Marcel Trudeau, Fabreville, Que., hotelman; André Gosselin, 6651, Molson Street, Montreal, Que., civil employee; Jean Desrochers, 7, Philippe Street, Sorel, Que., veterinary intend to present to the Lieutenant-Governor in council a petition for the purpose of constituting them into an insurance company in accordance with the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q. 1941), under the name of "The Omega Insurance Company—L'Omega Compagnie d'Assurance", with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, and a share capital of five hundred thousand dollars (\$500,000.00) divided up into five thousand (5,000) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each and with the powers to transact the following classes of insurance and reinsurance: aviation, damage to property, liability, marine, suretyship, persons, except life insurance and reinsurance.

Given at Montreal, this 27th day of May, 1960.

GILLES CHARBONNEAU,  
 JEAN JACQUES CHARBONNEAU,  
 MARCEL TRUDEAU,  
 ANDRÉ GOSSELIN,  
 JEAN DESROCHERS.

54172-24-4-o

**L'Association des Professeurs  
 de la Région de St-Martin**

*(Professional Syndicates' Act)*

The formation of an association under the name of "L'Association des Professeurs de la Région de St-Martin", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on this sixteenth day of May, 1960.

The principal place of business of the said professional syndicate is in the city of Saint-Martin judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

54188

**Syndicat de Télévision  
de Rivière-au-Renard**

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Télévision de Rivière-au-Renard", en date du 13 mai 1960, dont le siège social est situé à Rivière-au-Renard, comté de Gaspé, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-sept mai 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
54189-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14276-58)

**Berkshire Knitting Mills (Canada) Ltd.**

*Règlement N° 23*

"1° Le nombre de directeurs de la compagnie est augmenté de trois (3) à cinq (5) de telle sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de cinq (5) directeurs.

2° Trois (3) directeurs formeront un quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement."

Je, soussigné, Secrétaire de "Berkshire Knitting Mills (Canada) Ltd.", certifie par les présentes que le précédant est une vraie copie certifiée du procès verbal de l'assemblée du conseil d'administration de ladite compagnie, dûment convoquée et tenue le 30e jour de mars 1960; et de plus je certifie qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie, dûment convoquée et tenue subséquemment à cette même date, ledit règlement N° 23 fut unanimement confirmé, ratifié et approuvé.

*Le Secrétaire,*  
54192 JOHN S. McCONAGHY.

**Association des Employés de Nettoyeurs,  
Buandiers & Autres Services Inc. F.C.A.I.**

*(Loi des syndicats professionnels)*

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés de Nettoyeurs, Buandiers & Autres Services Inc. F.C.A.I.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le vingt mai 1960.

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-Secrétaire de la province,*  
54194-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13531-59)

**Isacella Investments Ltd.**

*Règlement seize*

**Changement du nombre de directeurs**

Qu'il soit décrété et il est par les présentes décrété, comme un règlement de "Isacella Investments Ltd.", ce qui suit:

1° Le nombre de membres du conseil d'administration de la compagnie soit, et il est par les présentes augmenté de trois (3) à quatre (4);

**Syndicat de Télévision  
de Rivière-au-Renard**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Télévision de Rivière-au-Renard", under date May 13, 1960, whereof the head office is at Rivière-au-Renard, county of Gaspé, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of May, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,  
54189 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14276-58)

**Berkshire Knitting Mills (Canada) Ltd.**

*By-law No. 23*

"1. The number of directors of the company is increased from three (3) to five (5) in number so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five (5) directors.

2. Three (3) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this Law."

I, the undersigned, Secretary of "Berkshire Knitting Mills (Canada) Ltd.", hereby certify that the foregoing is a true copy of the minutes of meeting of the board of directors of the said company, duly convened and held on the 30th day of March, 1960; and I furthermore certify that at a special general meeting of the shareholders of the said company, duly convened and held subsequently on the same date, the said by-law No. 23 was unanimously confirmed, ratified and approved.

JOHN S. McCONAGHY,  
54192-o Secretary.

**Association des Employés de Nettoyeurs,  
Buandiers & Autres Services Inc. F.C.A.I.**

*(Professional Syndicates' Act)*

The formation of an association under the name of "Association des Employés de Nettoyeurs, Buandiers & Autres Services Inc. F.C.A.I.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on May twentieth, 1960.

The principal place of business of the above-mentioned professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
54194 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13531-59)

**Isacella Investments Ltd.**

*By-law sixteen*

**Change in number of directors**

Be it enacted and it is hereby enacted, as a by-law of "Isacella Investments Ltd.", as follows:

1. The number of the board of directors of the company be, and it is hereby increased from three (3) to four (4);

2. Les règlements de la compagnie soient, et ils sont par les présentes amendé pour s'accorder avec le précédent.

Daté à Montréal, le 16 mai 1960.

*Le Secrétaire,*  
JOSEPH C. PARDO.

54195

2. The by-laws of the company be, and they are hereby amended to accord with the foregoing.

Dated at Montreal, May 16, 1960.

JOSEPH C. PARDO,  
*Secretary.*

54195-o

**The I.C.M. Investments, Limited**

*Règlement "C"*

Un règlement qui autorise la liquidation de la compagnie.

Qu'il soit décrété:

Que les affaires de cette compagnie soient liquidées à compter du 5 avril 1960, que toutes ses responsabilités soient pourvues et que son actif soit distribué en espèce entre les actionnaires et que les démarches nécessaires soient exécutées de manière à ce que la compagnie puisse s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Certifié comme étant une copie véritable du règlement "C" décrété par les directeurs de "The I.C.M. Investments, Limited", à une assemblée tenue le 30e jour de mai 1960, et confirmé subseqüemment à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le 30e jour de mai 1960.

Daté à Montréal, ce 9e jour de juin 1960.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
(Signé) R. LIST.

54196

**The I.C.M. Investments, Limited**

*By-law "C"*

A by-law to authorize the winding up of the company.

Be it hereby enacted:

That the affairs of this company be would up as at the 5th April, 1960, all its liabilities be satisfied and that its assets be distributed in specie among the shareholders and that necessary steps be taken in order to enable the company to apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Certified to be a true copy of by-law "C" enacted by the directors of "The I.C.M. Investments, Limited", at a meeting held on the 30th day of May, 1960, and subsequently confirmed at a special general meeting of the shareholders of the company held on the 30th day of May, 1960.

Dated at Montreal, this 9th day of June, 1960.

(Signed) R. LIST,  
*Secretary-Treasurer.*

54196-o

(P.G. 13014-57)

**The Inter-City Travel Agency Ltd.**

*Règlement spécial "E"*

*Diminution du nombre de directeurs*

Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes, diminué de quatre (4) à trois (3) et le règlement spécial "A" est, par les présentes, amendé de manière à donner effet à cette diminution.

Copie véritable certifiée du règlement spécial "E" de "The Inter-City Travel Agency Ltd.", décrété par les directeurs de la compagnie à une assemblée dûment tenue le 22 octobre 1958 et confirmé à l'unanimité par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue le 22 octobre 1958.

Montréal, Qué., 23 octobre 1958.

*Le Président,*  
JOHN PETERSEN.

54197

(A.G. 13014-57)

**The Inter-City Travel Agency Ltd.**

*Special By-law "E"*

*Decrease in the number of directors*

The number of directors of the company is hereby decreased from four (4) to three (3) and special by-law "A" is hereby amended so as to give effect to such decrease.

Certified true copy of special by-law "E" of "The Inter-City Travel Agency Ltd.", enacted by the directors of the company at a meeting duly held on October 22nd, 1958 and unanimously confirmed by the shareholders at a special general meeting held on October 22nd, 1958.

Montreal, Que., October 23rd, 1958.

JOHN PETERSEN,  
*President.*

54197-o

**Village de Lac Etchemin**

Avis est par les présentes donné par les sous-signés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 11 mai 1960 un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité du village de Sainte-Germaine du Lac Etchemin en celui de "municipalité du village de Lac Etchemin".

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Lac Etchemin, 8 juin 1960.

*Le Maire,*  
FLORENT BÉGIN.  
*Le Secrétaire-trésorier,*  
JEAN-MARC POULIOT.

54198-o

**Village de Lac Etchemin**

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted on the 11th day of May, 1960, an order in council to the effect of changing the name of the municipality of the village of Sainte-Germaine du Lac Etchemin into that of "municipalité du village de Lac Etchemin".

Pursuant to the provisions of article 48 of the Municipal Code, this change of name will enter into force from and after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Lac Etchemin, June 8, 1960.

FLORENT BÉGIN,  
*Mayor.*  
JEAN-MARC POULIOT,  
*Secretary-Treasurer.*

54198

(P.G. 12882-58)

**Cercueils Atlas Caskets Inc.***Règlement N° 37*

concernant la modification du nombre de directeurs.

Le nombre des directeurs de la compagnie "Cercueils Atlas Caskets Inc.", est changé de (7) sept, qu'il était auparavant à celui de (3) trois, et, le règlement N° 36, de la compagnie est modifié en conséquence, et remplacé par le règlement N° 37.

Copie certifiée du règlement N° 37, dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le vingt-deuxième jour de septembre 1959, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le vingt-deuxième jour de septembre 1959, par les actionnaires détenant entre eux, cent pour cent (100%) des actions représentées à cette assemblée.

*Le Secrétaire,*  
ROGER HÉBERT.

54211-0

(P.G. 12342-57)

**Club Notre Dame des Cimes**

Extrait des règlements généraux du "Club Notre Dame des Cimes", tels qu'adoptés à une assemblée générale tenue le 4 juin 1958, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à sept:

"Les affaires du Club seront dirigées par un bureau de direction, composé de tous les membres actifs du Club, soit sept (7) directeurs."

Certifié vraie copie.

*Le Secrétaire,*  
FERNAND MORNEAU.

54212-0

**Syndicat Coopératif Forestier de St-Jules**

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Forestier de St-Jules", en date du 18 mai 1960, dont le siège social est situé à Saint-Jules, comté de Bonaventure, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-sept mai 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

54213-0

**Syndicat Coopératif Forestier, St-Thomas Cherbourg**

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Forestier, St-Thomas Cherbourg", en date du 2 mai 1960, dont le siège social est situé à Saint-Thomas-de-Cherbourg, comté de Matane, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le premier juin 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

54214-0

(A.G. 12882-58)

**Cercueils Atlas Caskets Inc.***By-law No. 37*

concerning the changing of the number of directors.

The number of directors of the company "Cercueils Atlas Caskets Inc.", is changed from (7) seven, as it formerly was to (3) three, and by-law No. 36 of the company has been altered accordingly, and replaced by by-law No. 37.

Certified copy of by-law No. 37, duly adopted at a meeting of the directors held on the twenty-second day of September, 1959, and approved at a special general meeting of the company held on the twenty-second day of September, 1959, by the shareholders holding among themselves one hundred per cent (100%) of the shares represented at this meeting.

*ROGER HÉBERT,*  
*Secretary.*

54211

(A.G. 12342-57)

**Club Notre Dame des Cimes**

Extract of the general by-laws of the "Club Notre Dame des Cimes", as adopted at a general meeting held on June 4, 1958, concerning the increase in the number of the directors from three to seven:

"The affairs of the Club shall be directed by a board of directors, composed of all the active members of the Club, that is seven (7) directors."

Certified true copy.

*FERNAND MORNEAU,*  
*Secretary.*

54212

**Syndicat Coopératif Forestier de St-Jules**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Forestier de St-Jules", under date 18th day of May, 1960, whereof the head office is at Saint-Jules, county of Bonaventure and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of May, 1960.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

54213

**Syndicat Coopératif Forestier, St-Thomas Cherbourg**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Forestier, St-Thomas Cherbourg", under date May 2, 1960, whereof the head office is at Saint-Thomas-de-Cherbourg, county of Matane, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this first day of June, 1960.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

54214

**Essex Hotel Company**

*Distribution de l'actif*

Avis est par les présentes donné qu'en vertu des dispositions du règlement spécial "A" de "Essex Hotel Company", ladite compagnie a été autorisée, conformément aux dispositions dudit règlement et des stipulations de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, à distribuer son actif entre ses actionnaires proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent dans la compagnie.

Daté et signé en la cité de Montréal, province de Québec, le 16 mai 1960.

*Le Secrétaire,*  
CLAUDE BEAULIEU.

54215-0

**Essex Hotel Company**

*Distribution of assets*

Notice is hereby given that under the provision of special by-law "A" of "Essex Hotel Company", the said company has been authorized, subject to the provisions of the said by-law and the requirements of section 90 of the Quebec Companies Act, to distribute its assets amongst its shareholders proportionately to the number of shares held by them in the company.

Dated and signed in the city of Montreal, Province of Quebec, May 16, 1960.

CLAUDE BEAULIEU,  
*Secretary.*

54215-0

**Le Syndicat National Catholique des Employés du Bas de Princeville**

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le sept juin 1960, décrété la fin de l'existence corporative de "Le Syndicat National Catholique des Employés du Bas de Princeville", dont la formation avait été autorisée le 23 septembre 1957, avec siège social à Princeville, comté d'Arthabaska, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province le quatorze juin 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

54220-0

**Le Syndicat National Catholique des Employés du Bas de Princeville**

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on June seventh, 1960, has decreed the end of the corporate existence of "Le Syndicat National Catholique des Employés du Bas de Princeville", whose formation had been authorized on September 23, 1957, with head office at Princeville, county of Arthabaska, in accordance with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary on this fourteenth day of June, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

54220

**L'Association des Producteurs de Pommes de Terre du Québec**

*(Loi des syndicats professionnels)*

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Producteurs de Pommes de Terre du Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le vingt-sept mai 1960.

Le siège social du syndicat professionnel ci-haut mentionné est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

54221-0

**L'Association des Producteurs de Pommes de Terre du Québec**

*(Professional Syndicates' Act)*

The formation of an association under the name of "L'Association des Producteurs de Pommes de Terre du Québec" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interest of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on May twenty-seventh, 1960.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

54221

**Les Entrepreneurs Associés des Iles de la Madeleine**

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Les Entrepreneurs Associés des Iles de la Madeleine", en date du 15 novembre 1959, dont le siège social est situé à Havre-aux-Maisons, comté des Iles-de-Madeleine, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-sept mai 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

54245-0

**Les Entrepreneurs Associés des Iles de la Madeleine**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Entrepreneurs Associés des Iles de la Madeleine", under date November 15th, 1959, whereof the head office is at Havre-aux-Maisons, county of Iles-de-la-Madeleine and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of May, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

54245

(P.G. 10786-60)

**Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc.**

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le vingt mai 1960, approu-

(A.G. 10786-60)

**Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc.**

Notice is given that, on the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on May twentieth,

vé le règlement N° 1 (règlements généraux) de la corporation "Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc.", tel qu'adopté à l'assemblée tenue le 18 avril 1960, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le deux juin 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
54246-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10779-57)

**Vernon Minerals Limited**

*Règlement spécial "A"*

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Vernon Minerals Limited" (ici nommée la "Compagnie") ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de sept à cinq, de manière que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

Sur proposition dûment faite, secondée et passée à l'unanimité, le règlement ci-dessus a été adoptée à l'unanimité, comme étant le règlement "A" de la compagnie."

Copie véritable du règlement spécial "A" de "Vernon Minerals Limited", décrété à une assemblée des directeurs de la compagnie, dûment convoquée et tenue à New York, le 19 mars 1959, et ratifié par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie présent ou représentés à une assemblée générale spéciale dûment convoquée et tenue à la date ci-dessus mentionnée, aux fins de considérer ledit règlement.

Québec, 6 juin 1960.

*L'Assistant-secrétaire,*  
54250 GILLES DE BILLY.

(P.G. 14051-56)

**Hôpital Général Fleury, Inc.**

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le dix juin 1960, approuvé le règlement N° 3 de l'"Hôpital Général Fleury, Inc.", tel qu'adopté à l'assemblée générale tenue le 25 mai 1960, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le quatorze juin 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
54251-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12663-55)

**La Bibliothèque des Jeunes de Sainte-Agathe-des-Monts Inc.**

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le sept juin 1960, approuvé les règlements généraux de "La Bibliothèque des Jeunes de Sainte-Agathe-des-Monts Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le quatorze juin 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
54252-o RAYMOND DOUVILLE.

1960, has approved by-law No. 1 (general by-laws) of the corporation "Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc.", as adopted at a meeting held on April 18th, 1960, in accordance with the provisions of article 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this second day of June, 1960.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
54246 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 10779-57)

**Vernon Minerals Limited**

*Special by-law "A"*

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Vernon Minerals Limited" (herein called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby decreased from seven to five so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

Upon motion duly made, seconded and unanimously carried, the above by-law was adopted as by-law "A" of the company."

True copy of special by-law number "A" of "Vernon Minerals Limited", enacted at a meeting of the directors of the company duly called and held in New York on March 19, 1959 and ratified by the unanimous vote of all the shareholders of the company present or represented at a special general meeting duly called and held on the above mentioned date for the purposes of considering said by-law.

Québec, June 6th, 1960.

*GILLES DE BILLY,*  
54250-o *Assistant Secretary.*

(A.G. 14051-56)

**Hôpital Général Fleury, Inc.**

Notice is given that on the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on June tenth, 1960, has approved by-law No. 3 of "Hôpital Général Fleury, Inc.", as adopted at a general meeting held on May 25, 1960, in accordance with the provisions of article 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of June, 1960.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
54251 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12663-55)

**La Bibliothèque des Jeunes de Sainte-Agathe-des-Monts Inc.**

Notice is given that on the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on June seventh, 1960, has approved the general by-laws of "La Bibliothèque des Jeunes de Sainte-Agathe-des-Monts Inc.", in accordance with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June 14, 1960.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
54252 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13862-59)

**Lefebvre Frères Limitée**

*Règlement spécial "A" (1960)*

Il est décrété comme règlement de "Lefebvre Frères Limitée", que:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est réduit de neuf (9) à cinq (5).

2° Le quorum à toute assemblée des directeurs es fixé à 3.

Copie fidèle du règlement ci-dessus de "Lefebvre Frères Limitée", dûment adopté par les directeurs le 9 mai 1960 et dûment approuvé par au moins les deux-tiers des votes à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie convoquée à cette fin et tenue le 11 mai 1960.

(Sceau)  
54253-0

*Le Secrétaire,*  
M. LACHANCE.

(A.G. 13862-59)

**Lefebvre Frères Limitée**

*Special by-law "A" (1960)*

Be it enacted as a by-law of "Lefebvre Frères Limitée", that:

1. The number of the directors of the company is reduced from nine (9) to five (5).

2. The quorum at all meetings of the directors is fixed at 3.

True copy of the above by-law of "Lefebvre Frères Limitée", duly enacted by the directors on May 9th, 1960 and duly approved by at least two thirds of the votes at a special general meeting of the shareholders of the said company called for such purpose and held on May 11th, 1960.

(Seal)  
54253-0

M. LACHANCE,  
*Secretary.*

(P.G. 11092-58)

**Montreal Multilingual Broadcasting Limited**

*Règlement N° trois*

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit réduit de dix à sept".

Je, soussigné, Ralph Pirro, Président de "Montreal Multilingual Broadcasting Limited", certifie par les présentes que le précédent est une vraie copie du règlement N° trois de la compagnie, dûment passé à une assemblée des directeurs de la compagnie vendredi, le vingt mars 1959, et que ledit règlement a été unanimement sanctionné à une assemblée des actionnaires de la compagnie le 20e jour de mars 1959, laquelle assemblée fut dûment convoquée pour le considérer.

Montreal Multilingual Broadcasting Limited  
(Sceau)  
54254

*Le président,*  
RALPH PIRRO.

(A.G. 11092-58)

**Montreal Multilingual Broadcasting Limited**

*By-Law No. three*

"That the number of Directors of the Company be reduced from ten to seven".

I, the undersigned, Ralph Pirro, President of "Montreal Multilingual Broadcasting Limited", do hereby certify that the foregoing is a true copy of By-law No. three of the company duly passed at a meeting of the Directors of the company on Friday, March 20, 1959 and that the said By-law was sanctioned unanimously at a meeting of the shareholders of the company on the 20th day of March, 1959, which meeting was duly called for considering the same.

Montreal Multilingual Broadcasting Limited  
(Seal)  
54254-0

RALPH PIRRO,  
*President.*

(P.G. 10174-57)

**P. L. Lortie Limitée**

*Règlement N° 4*

concernant la modification du nombre des directeurs

Le nombre des directeurs de la compagnie "P. L. Lortie Limitée" est par les présentes réduit de cinq à trois et le bureau de direction de la compagnie sera désormais composé de trois directeurs.

Le quorum du bureau de direction sera de deux directeurs. Tous règlements et résolutions à ce contraire sont par les présentes modifiés et amendés.

Copie certifiée du règlement N° 4 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 25 mars 1960, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue à la même date par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentée à cette assemblée.

54255-0

*Le Secrétaire,*  
JEAN-CHS. LACROIX.

(A.G. 10174-57)

**P. L. Lortie Limitée**

*By-Law No. 4*

concerning the altering of the number of directors

The number of directors of the company "P. L. Lortie Limitée", is hereby reduced from five to three and the Board of Directors of the company will hereafter be composed of three directors.

The quorum of the Board of Directors will be two directors. All by-laws and resolutions contrary to this are hereby altered and amended.

Certified copy of by-law No. 4 duly adopted at a meeting of the directors held on March 25, 1960, and approved by a special general meeting of the company held on the same date by the shareholders holding among themselves 100% of the shares represented at this meeting.

54255

JEAN-CHS. LACROIX,  
*Secretary.*

**Chartes — Abandon de**

**Charters — Surrender of**

**St. Regis Timber Company Limited**

**St. Regis Timber Company Limited**

Avis est, par les présentes, donné que "St. Regis Timber Company Limited", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies

Notice is hereby given that "St. Regis Timber Company Limited", a company incorporated under the Quebec Companies Act and having its

du Québec et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, province de Québec, demandera au Procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte conformément à la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 8 juin 1960.

*Les Procureurs de la compagnie,*  
HUGESSEN, MACKLAIER, CHISHOLM,  
54190-o SMITH & DAVIS.

#### The I.C.M. Investments, Limited

Avis est par les présentes donné que "The I.C.M. Investments, Limited", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 9e jour de juin 1960.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
54196 R. LIST.

#### Essex Hotel Company

Prenez avis que "Essex Hotel Company", s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 16 mai 1960.

*Le Secrétaire,*  
54215-o CLAUDE BEAULIEU.

#### L'Auberge Péribonka Inc.

Avis est par les présentes donné que "L'Auberge Péribonka Inc.", qui a son bureau principal dans le district de Québec, province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Québec, ce 14ème jour de juin 1960.

*Le Secrétaire trésorier,*  
54237-o R.-L. OUELLET.

head office in the city of Montreal, Province of Québec, will apply to the Attorney General of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, June 8th, 1960.

HUGESSEN, MACKLAIER, CHISHOLM,  
54190-o SMITH & DAVIS,  
*Attorneys for the company.*

#### The I.C.M. Investments, Limited

Notice is hereby given that "The I.C.M. Investments, Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 9th day of June, 1960.

54196-o R. LIST,  
*Secretary-Treasurer.*

#### Essex Hotel Company

Take notice that "Essex Hotel Company", will petition the Attorney General of the Province of Québec to obtain permission to surrender its charter.

Montreal, May 16th, 1960.

54215-o CLAUDE BEAULIEU,  
*Secretary.*

#### L'Auberge Péribonka Inc.

Take notice that "L'Auberge Péribonka Inc.", with head office in the district of Québec, Province of Québec, will apply for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Québec, this 14th day of June 1960.

54237-o R.-L. OUELLET,  
*Secretary-Treasurer.*

### Compagnies dissoutes

(P.G. 13441-55)

#### Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 18 octobre 1921.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

### Companies Dissolved

(A.G. 13441-55)

#### Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 18, 1921.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1960.

54174 P. FRENETTE,  
*Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 10954-60)

**Heron Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Heron Enterprises Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 20 août 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(A.G. 10954-60)

**Heron Enterprises Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Heron Enterprises Ltd.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated August 20, 1957.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1960.

54174 P. FRENETTE,  
*Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 10817-60)

**Jos. Renaud Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Jos. Renaud Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 9 janvier 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 mai 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(A.G. 10817-60)

**Jos. Renaud Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Jos. Renaud Limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 9, 1942.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1960.

54174 P. FRENETTE,  
*Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11135-60)

**Lakewood Lodge Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lakewood Lodge Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 28 avril 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un mai 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(A.G. 11135-60)

**Lakewood Lodge Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lakewood Lodge Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated April 28, 1949.

Notice is also given that from and after May thirty-first, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1960.

54174 P. FRENETTE,  
*Acting Deputy Attorney General.*

(P.G. 11995-55)

**Steelgrit of Canada Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Steelgrit of Canada Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 14 juillet 1947.

(A.G. 11995-55)

**Steelgrit of Canada Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Steelgrit of Canada Ltd.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated July 14, 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 10700-58)

#### Steinman Textile Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Steinman Textile Company", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 23 mars 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

(P.G. 10351-59)

#### The Page Equipment & Construction Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Page Equipment & Construction Company Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 11 février 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente mai 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1960.

*L'Assistant-procureur général suppléant,*  
54174-o P. FRENETTE.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10700-58)

#### Steinman Textile Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Steinman Textile Company", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 23, 1948.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10351-59)

#### The Page Equipment & Construction Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Page Equipment & Construction Company Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 11, 1927.

Notice is also given that from and after May thirtieth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1960.

P. FRENETTE,  
54174 Acting Deputy Attorney General.

## Curatelle publique

### Armand Leclerc

Succession vacante de Leclerc, Armand, en son vivant de 1840, rue St-Olivier, Trois-Rivières, Québec.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 7 mars 1960 par un juge de la cour supérieure siégeant à Trois-Rivières dans le district de Trois-Rivières que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC.  
187, rue Sainte-Catherine (Ouest),  
Montréal 18. 54256-o

## Public Curatorship

### Armand Leclerc

Vacant Estate of Leclerc, Armand, in his lifetime of 1840 St. Olivier street, Trois-Rivières, Que.,

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on March seventh, 1960, by a judge of the Superior Court sitting at Trois-Rivières, in the district of Trois-Rivières, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

PUBLIC CURATOR.  
187, Saint Catherine street (West),  
Montreal 18. 54256

**Lucien Roux**

Succession vacante de Roux, Lucien, en son vivant de Montréal.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 14 mars 1960, par un juge de la cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC.

680, rue Sainte-Catherine (Ouest),  
Montréal 2. 54257-0

**Lucien Roux**

Vacant estate of Roux, Lucien, in his lifetime of Montreal.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on March 14, 1960, by a judge of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI, ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

PUBLIC CURATOR.

680, Saint-Catherine street (West),  
Montreal 2. 54257

**Demande à la Législature**

**St. James' Club of Montreal**

Avis public est par les présentes donné que le "St. James' Club of Montreal" s'adressera à la législature de la Province de Québec lors de sa prochaine session afin d'obtenir une loi spéciale statuant:

- a) le changement de son nom en celui de Saint James's Club of Montreal;
- b) l'amendement de sa charte en ce qui concerne ses pouvoirs d'acheter et d'acquérir des propriétés immobilières;
- c) la ratification des conventions intervenues entre ledit Club et Shawinigan Water & Power Company et entre Shawinigan Water & Power Company et Yale Enterprises Ltd. dans lesquelles les intérêts du Club sont impliqués.

Montreal, P.Q., ce 10ème jour de juin, 1960.  
*Les Procureurs de la requérante,*  
HOLDEN, HUTCHISON, CLIFF, McMASTER,  
54241-25-4-0 MEIGHEN & MINNION.

**Application to Legislature**

**St. James' Club of Montreal**

Public notice is hereby given that the "St. James' Club of Montreal" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act to:

- a) change its name to the Saint James's Club of Montreal;
- b) amend its charter governing its powers to purchase and acquire and possess real and immoveable property;
- c) ratify agreements entered into by the said Club with the Shawinigan Water & Power Company and agreements entered into by the said Shawinigan Water & Power Company with Yale Enterprises Ltd. in which the Club's interests are involved.

Montreal, P.Q., this 10th day of June, 1960.  
HOLDEN, HUTCHISON, CLIFF, McMASTER,  
54241-25-4-0 MEIGHEN & MINNION,  
*Attorneys for Applicant.*

**Département des Affaires municipales**

**Cité de Granby**

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil N° 934 du 7 juin 1960, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement N° 333 du conseil de la cité de Granby et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité du canton de Granby, comté de Shefford, et annexé à la cité de Granby.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire situé dans le Canton de Granby, comprenant, en référence au cadastre officiel dudit canton, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du sommet de l'angle nord-est du lot de subdivision 718-423; de là, suivant les limites actuelles de la cité de Granby, en passant successivement par les lignes suivantes: la ligne séparative des lots originaires 717 et 718, en allant

**Department of Municipal Affairs**

**City of Granby**

Notice is given by these presents that by order in council No. 934 of June 7, 1960 and pursuant to the provisions of article 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 333 of the Council of the city of Granby and to enact that, from and after the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and here below, described is detached from the municipality of the township of Granby, county of Shefford, and annexed to the city of Granby.

The territory is the following:

A territory situated in the township of Granby, comprising with reference to the official cadaster of the said township, lots or parts of lots and their present and future subdivisions as well as the roads, streets, lanes, water-courses and part thereof enclosed in the following limits, to wit: starting from the summit of the northeast angle of subdivision lot 718-423; thence, following the present limits of the city of Granby, passing successively by the following lines: the dividing line of the original lots 717 and 718,

vers le sud-ouest jusqu'au coin sud du lot de subdivision 718-382; la ligne sud des lots de subdivision 718-382, 718-381 (rue), 718-356, 718-355, 718-354 (rue), 718-341, 718-330, 718-329 (rue) et 718-317; la ligne séparative des lots originaires 718 et 179 en allant vers le sud-ouest sur une longueur de 1,295 pieds; une ligne droite traversant le lot originaire 719 et une partie du lot originaire 720 jusqu'au coin sud du lot de subdivision 720-161; la ligne sud-ouest du lot de subdivision 720-161; la ligne nord-ouest des lots de subdivision 720-161, 720-160, 720-159, 720-158, 720-157, 720-156, 720-155, 720-154 et son prolongement dans le lot originaire 720 jusqu'à son intersection avec une ligne parallèle à la ligne séparative des lots 724 et 725 à une distance perpendiculaire de 100 pieds au nord-est d'icelle; ladite ligne parallèle en allant vers le nord-ouest jusqu'au côté nord-ouest de la rue Fréchette en un point distant de 14 pieds au nord-ouest de la ligne séparative des lots originaires 720 et 725 mesurés le long de ladite ligne parallèle; puis, laissant les limites actuelles de la cité de Granby, dans le lot originaire 725, ledit côté nord-ouest de la rue Fréchette sur une longueur de 1,600 pieds jusqu'au côté sud-ouest d'un chemin public en un point distant de 28 pieds de la ligne séparative des lots originaires 720 et 725 mesurés le long dudit côté sud-ouest du chemin public et enfin ledit côté sud-ouest du chemin public en allant vers le sud-est, traversant une partie du lot originaire 725 et les lots originaires 720, 719 et 718 jusqu'au point de départ.

*Le Ministre des Affaires municipales,*  
54218-o — PAUL DOZOIS.

going towards the southwest to the south corner of subdivision lot 718-382; the south line of subdivision lots 718-382 718-381 (street), 718-356, 718-355, 718-354 (street), 718-341, 718-330, 718-329 (street) and 718-317; the dividing line of the original lots 718 and 179 going towards the southwest along a length of 1,295 feet; a straight line crossing the original lot 719 and a part of the original lot 720 to the south corner of subdivision lot 720-161; the southwest line of subdivision lots 720-161, the northwest line of subdivision lots 720-161, 720-160, 720-159, 720-158, 720-157, 720-156, 720-155, 720-154 and its extension into the original lot 720 to its intersection with a parallel line to the dividing line of lots 724 and 725 for a perpendicular distance of 100 feet northeast of same; the said parallel line going towards the northwest to the northwest side of Fréchette Street at a point distant of 14 feet on the northwest of the dividing line of the original lots 720 and 725 measured along the said parallel line; then, leaving the present limits of the city of Granby, in the original lot 725, the said north-west side of Fréchette Street along a length of 1,600 feet to the southwest side of a public road at a point distant by 28 feet of the dividing line of the original lots 720 and 725 measured along the said southwest side of the public road and finally the said southwest side of the public road going towards the southeast, crossing a part of the original lot 725 and the original lots 720, 719 and 718 to the starting point.

54218 — PAUL DOZOIS,  
*Minister of Municipal Affairs.*

## Département de l'Instruction publique

## Department of Education

N° 1208-58.

### St-Germain

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Germain, dans le comté de Drummond, les lots 870 à 896 inclusivement; 934 à 962 inclusivement; 1018 à 1053 inclusivement, tous du cadastre officiel du canton Grantham ainsi que les lots 446, 447 et 448 du cadastre officiel du canton Wickham, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de St-Germain, dans le même comté.

Québec, le 2 juin 1960.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
54140-24-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 1208-58.

### St-Germain

Application is made to detach from the school municipality of St-Germain, in the county of Drummond, lots 870 to 896 inclusively; 934 to 962 inclusively; 1018 to 1053 inclusively, all of the official cadaster of the township of Grantham as well as lots 446, 447 and 448 of the official cadaster of the township of Wickham, to annex them to the school municipality of the village of St-Germain, in the same county.

Quebec, June 2nd, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,  
54140-24-2 *Superintendent of Education.*

N° 1210-59.

### St-Clet No. 2 et St-Emmanuel

Demande est faite d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires de St-Clet N° 2 et de St-Emmanuel, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, à la municipalité scolaire de St-Clet, même comté.

Québec, le 13 juin 1960.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
54225-25-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 1210-59.

### St. Clet No. 2 and St. Emmanuel

Application is made to annex the present territory of the school municipalities of St-Clet No. 2 and St-Emmanuel, in the county of Vaudreuil-Soulanges, to the school municipality of St-Clet, same county.

Quebec, June 13, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,  
54225-25-2 *Superintendent of Education.*

N° 635-60.

### Templeton-Nord

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Templeton-Nord, dans le comté de Papineau, en celui de Perkins, dans le comté de Papineau.

Québec, le 13 juin 1960.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
54226-25-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 635-60.

### Templeton-North

Application is made to change the name of the school municipality of Templeton-North, county of Papineau, into that of Perkins, same county.

Quebec, June 13, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,  
54226-25-2 *Superintendent of Education.*

N° 1075-57.

**Écoles Primaires Complémentaires  
du Comté de Chambly**

Demande est faite de changer le nom de la corporation scolaire des Écoles Primaires Complémentaires du Comté de Chambly, en celui de "Écoles Secondaires du Comté de Chambly".  
Québec, le 13 juin 1960.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*  
54227-25-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 1075-57.

**Primary Complementary Schools  
of the County of Chambly**

Application is made to change the name of the school municipality of the Primary Complementary Schools of County of Chambly, into that of "High Schools of the County of Chambly".  
Quebec, June 13, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,  
54227-25-2 Superintendent of Education.

**Département des  
Terres et Forêts**

**Avis**

Cadastre officiel du canton de Montcalm (municipalité de canton de Montcalm) division d'enregistrement d'Argenteuil.

Avis est par la présente donné que les lots 22 et 23, rang II sont corrigés et les lots 1 à 21, rang "D" sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 mai 1960.  
*Le Département des Terres et Forêts,*  
*Service du Cadastre,*  
*Le Sous-ministre,*  
54175-0 J.-ÉDOUARD GUAY.

Cadastre officiel du canton de Montcalm (municipalité de canton de Montcalm) division d'enregistrement d'Argenteuil.

Avis est par la présente donné que les lots 17, 18, 20 à 23 rang IV, 21 et 22 rang V, 19 à 23 rang VII sont corrigés et les lots 1 à 47 rang "A", 1 à 24 rang "B", 1 à 25 rang "C" sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 mai 1960.  
*Le Département des Terres et Forêts,*  
*Service du Cadastre,*  
*Le Sous-ministre,*  
54175-0 J.-ÉDOUARD GUAY.

Cadastre officiel du canton de Lynch (municipalité de La Macaza) division d'enregistrement de Montcalm.

Avis est par la présente donné que les lots 12-1 et 13-1 rang IX sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 mai 1960.  
*Le Département des Terres et Forêts,*  
*Service du Cadastre,*  
*Le Sous-ministre,*  
54175-0 J.-ÉDOUARD GUAY.

Cadastre officiel du canton de Wentworth (municipalité de canton de Wentworth) division d'enregistrement d'Argenteuil.

Avis est par la présente donné que les lots 24-B, 25-A, 25-B et 26 rang IV sont corrigés et les lots 1 à 68 du rang A sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 juin 1960.  
*Le Département des Terres et Forêts,*  
*Service du Cadastre,*  
*Le Sous-ministre,*  
54175-0 J.-ÉDOUARD GUAY.

**Department of  
Lands and Forest**

**Notice**

Official cadastre of township of Montcalm (municipality of township of Montcalm) registration division of Argenteuil.

Notice is hereby given that lots 22 and 23, range II are corrected and lots 1 to 21, range "D" are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 31, 1960.  
*Department of Lands and Forests,*  
*Cadastral Branch,*  
54175-0 J.-ÉDOUARD GUAY,  
*Deputy Minister.*

Official cadastre of township of Montcalm (municipality of township of Montcalm) registration division of Argenteuil.

Notice is hereby given that lots 17, 18, 20 to 23 range IV, 21 and 22 range V, 19 to 23 range VII are corrected and lots 1 to 47 range "A", 1 to 24 range "B", 1 to 25 range "C" are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 31, 1960.  
*Department of Lands and Forests,*  
*Cadastral Branch,*  
54175-0 J.-ÉDOUARD GUAY,  
*Deputy Minister.*

Official cadastre of township of Lynch (municipality of La Macaza) registration division of Montcalm.

Notice is hereby given that lots 12-1 and 13-1 range IX are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 19, 1960.  
*Department of Lands and Forests,*  
*Cadastral Branch,*  
54175-0 J.-ÉDOUARD GUAY,  
*Deputy Minister.*

Official cadastre of township of Wentworth (municipality of township of Wentworth) registration division of Argenteuil.

Notice is hereby given that lots 24-B, 25-A, 25-B and 26 range IV are corrected and lots 1 to 68 range A are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 3, 1960.  
*Department of Lands and Forests,*  
*Cadastral Branch,*  
54175-0 J.-ÉDOUARD GUAY,  
*Deputy Minister.*

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg (municipalité de paroisse d'Orsainville) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 741-65 est corrigé et les lots 739-15 et 741-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 mai 1960.

*Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,*

*Le Sous-ministre,  
J.-ÉDOUARD GUAY.*

54175-o

Official cadastre of the parish of Charlesbourg (municipality of parish of Orsainville) registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 741-65 has been corrected and lots 739-15 and 741-1 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 31, 1960.

*Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,*

*J.-ÉDOUARD GUAY,  
Deputy Minister.*

54175-o

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire (municipalité de St-Louis-de-Pintendre) division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 119-6 et 119-7 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 mai 1960.

*Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,*

*Le Sous-ministre,  
J.-ÉDOUARD GUAY.*

54175-o

Official cadastre of the parish of Notre-Dame de la Victoire (municipality of St-Louis de Pintendre) registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 119-6 and 119-7 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 27, 1960.

*Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,*

*J.-ÉDOUARD GUAY,  
Deputy Minister.*

54175-o

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Brigitte de Laval (municipalité de la paroisse de Ste-Brigitte de Laval) division d'enregistrement de Montmorency.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 106 et 184 est annulée et le lot 447 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er juin 1960.

*Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,*

*Le Sous-ministre,  
J.-ÉDOUARD GUAY.*

54175-o

Official cadastre of the parish of Ste-Brigitte de Laval (municipality of the parish of Ste-Brigitte de Laval) registration division of Montmorency.

Notice is hereby given that a part of lots 106 and 184 has been cancelled and lot 447 has been added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 1st, 1960.

*Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,*

*J.-ÉDOUARD GUAY,  
Deputy Minister.*

54175-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Colomb de Sillery (municipalité de cité de Sillery) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 383-87 est corrigé et qu'une partie du lot 383-98 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er juin 1960.

*Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,*

*Le Sous-ministre,  
J.-ÉDOUARD GUAY.*

54175-o

Official cadastre of the parish of St-Colomb de Sillery (municipality of city of Sillery) registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 383-87 has been corrected and a part of lot 383-98 has been cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 1st, 1960.

*Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,*

*J.-ÉDOUARD GUAY,  
Deputy Minister.*

54175-o

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Famille de Boucherville (municipalité de paroisse de Ste-Famille de Boucherville) division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 17-59 à 17-65, 17-73 à 17-75 et partie du lot 17-72 (rue) sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 mai 1960.

*Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,*

*Le Sous-ministre,  
J.-ÉDOUARD GUAY.*

54175-o

Official cadastre of the parish of Ste-Famille de Boucherville (municipality of parish of Ste-Famille de Boucherville) registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 17-59 to 17-65, 17-73 to 17-75 and part of lot 17-72 (Street) are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 27, 1960.

*Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,*

*J.-ÉDOUARD GUAY,  
Deputy Minister.*

54175-o

## Département du Travail

## Department of Labour

### Avis de prélèvement

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie des chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et enfants, dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 385 du 19 avril 1956, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 876 du 7 juin 1960, section "G", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163, et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

#### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 30 juin 1960 au 30 juin 1961; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 385 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 385 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires fixes.

#### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, le montant perçu pendant la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent voir à ce que les rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

Les employeurs professionnels doivent percevoir, à la fin de chaque semaine, à même les salaires de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ledit Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

#### 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint de l'Industrie des chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et enfants, dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 30 juin 1960 et le 30 juin 1961.

### Notice of levy

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, that the Joint Committee of the Men's, Boys' and Children's Cloth Hat, Cap and Headwear Industry for the Province of Quebec, formed under decree number 385 of April 19, 1956, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 876 of June 7, 1960 Section "G", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

#### 1. Levy

The period of levy shall extend from June 30, 1960, to June 30, 1961; the said levy shall be applied as follows:

a) The professional employers within the scope of the said decree number 385 and amendments, shall remit to the Parity Committee a sum equivalent to one half of one percent ( $\frac{1}{2}$  of 1%) of the fixed salaries and percentages paid to their employees.

b) The employees within the scope of the said decree number 385 and amendments, shall remit to the Parity Committee a sum equivalent to one half of one percent ( $\frac{1}{2}$  of 1%) of their fixed salaries.

#### 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee will supply the professional employers with return forms indicating the hours of work, the amount of money collected during the week, and the sums forwarded to the Parity Committee.

The professional employers shall have these forms completed and forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employers shall collect, at the end of each week, from the wages of their employees, the sums to be remitted to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is addressed to the Parity Committee. The said Parity Committee has the right to have said report sworn to each time it shall deem it necessary.

The report together with the assessments shall be addressed to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the said report.

#### 3. Financial report

To comply with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an account of the estimated receipts and disbursements of the Joint Committee of the Men's Boys' and Children's Cloth Hat, Cap and Headwear Industry for the Province of Quebec for the period between June 30, 1960 to June 30, 1961.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES  
CHAPEAUX EN TOILE ET DES CASQUETTES  
POUR HOMMES, GARÇONS ET ENFANTS  
DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour  
la période comprise entre le 30 juin 1960 et le  
30 juin 1961.

*Recettes:*

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels . . . . .	\$3,000.00
Salariés . . . . .	3,000.00
	<hr/>
	\$6,000.00

■ *Déboursés:*

Dépenses de bureau (loyer, frais de déplacement, banque, frais légaux et dépenses générales) . . . . .	\$3,000.00
Dépenses de l'administrateur, dépen- ses des inspecteurs, salaire du bu- reau et secrétaire-trésorier . . . . .	3,000.00
	<hr/>
	\$6,000.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 18 juin 1960. 54219-0

**Avis de prélèvement**

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, établi en exécution du décret numéro 706 du 7 juillet 1954 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 876 du 7 juin 1960, section "F", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 30 juin 1960 au 30 juin 1961; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 706 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 706 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le plus rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 706 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité pari-

THE JOINT COMMITTEE OF MEN'S  
BOY'S AND CHILDREN'S HAT, CAP AND  
HEADWEAR INDUSTRY IN THE  
PROVINCE OF QUÉBEC

Estimate of the receipts and disbursements for  
the period comprised between June 30,  
1960 and June 30, 1961.

*Receipts:*

Levy (½ of 1%):	
Professional employers . . . . .	\$3,000.00
Employees . . . . .	3,000.00
	<hr/>
	\$6,000.00

*Disbursements:*

Office expenditures, rent, legal, travel- ling and general expenses, bank charges . . . . .	\$3,000.00
Administrator's retainer, inspectors' expenses, office salary, secretary- treasurer . . . . .	3,000.00
	<hr/>
	\$6,000.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 18, 1960. 54219-0

**Notice of levy**

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, formed under decree number 706 of July 7th, 1954, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 876 of June 7, 1960, section "F", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from June 30, 1960 to June 30, 1961; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 706 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 706 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the highest wages established in the decree for employees.

c) The employees governed by the said decree, number 706 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given.

Professional employers shall complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, on behalf of the Committee,

taire, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

### 3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Camionnage du District de Québec, pour la période comprise entre le 30 juin 1960 et le 30 juin 1961.

#### COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DU DISTRICT DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 juin 1960 et le 30 juin 1961.

##### Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$13,500.00
Salariés.....	13,500.00
Artisans.....	1,200.00
	\$28,200.00

##### Déboursés:

Salaire du secrétaire et employés de bureau.....	\$ 8,580.00
Salaires des inspecteurs.....	8,320.00
Frais de déplacement:	
Inspecteurs.....	1,200.00
Administration.....	1,000.00
Loyer et entretien de bureau.....	1,500.00
Frais légaux.....	1,500.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone, etc.....	1,000.00
Ameublement et accessoires de bureau.....	1,000.00
Frais de vérification et banque.....	200.00
Assurances, publicité et assurance-chômage.....	500.00
Déplacements du président et des membres, jets de présence.....	2,400.00
Dépréciation.....	600.00
Divers.....	400.00
	\$28,200.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 18 juin 1960. 54219-0

the assessments of their employees by means of a deduction from their wages.

Professional employers shall forward their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employers and the sums payable to the Parity Committee by their employees. The committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employers, the artisans and the employees, without notice from the committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five (5) days notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

### 3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, for the period between June 30, 1960 and June 30, 1961.

#### COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DU DISTRICT DE QUÉBEC

Estimate of receipts and disbursements for the period between June 30, 1960 and June 30, 1961.

##### Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$13,500.00
Employees.....	13,500.00
Artisans.....	1,200.00
	\$28,200.00

##### Disbursements:

Secretary and office employees salaries.....	\$ 8,580.00
Inspectors salaries.....	8,320.00
Travelling expenses:	
Inspectors.....	1,200.00
Management.....	1,000.00
Rent and office upkeep.....	1,500.00
Legal fees.....	1,500.00
Stationery, Printing, Postage, Telephone, etc.....	1,000.00
Office furniture and equipment.....	1,000.00
Audition and bank charges.....	200.00
Insurance, publicity and unemployment insurance.....	500.00
Travelling expenses of president and members, attendance fees.....	2,400.00
Depreciation.....	600.00
Miscellaneous.....	400.00
	\$28,200.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 18, 1960. 54219-0

### Avis de prélèvement

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'Industrie de la confection pour dames, dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 523 du 11 mai 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 877 du 7 juin 1960, (section "F"), le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

#### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juillet, 1960 au 30 juin 1961; ladite cotisation s'exerce comme suit:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la confection pour dames assujettis au décret numéro 523 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires, bonis et allocations payés à leurs salariés des deux sexes (à l'exception des gérants, surintendants, contremaîtres et employés de bureau), assujettis audit décret.

b) Tous les salariés des deux sexes de l'industrie de la confection pour dames, assujettis au décret numéro 523 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur salaire, bonis et allocations, à l'exception des gérants, surintendants, contremaîtres et employés de bureau.

#### 2. Mode de perception

L'employeur professionnel doit faire des rapports mensuels, en duplicata, sur des formules fournies par le comité paritaire. Ces rapports doivent indiquer les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, la qualification de tel salarié, les heures régulières et supplémentaires effectuées de chaque jour, la nature de tel travail ainsi que les salaires payés, avec mention du mode et de la période de paye. Ces rapports mensuels doivent être signés par l'employeur ou un agent dûment autorisé dont l'original où apparaît la liste de paye doit être adressé aux bureaux du comité paritaire au plus tard le dix (10) du mois suivant.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et faire parvenir les montants ainsi perçus audit Comité paritaire en même temps que leur propre cotisation, dans les quatre (4) jours qui suivent la date à laquelle lesdits salaires hebdomadaires sont payables aux salariés.

#### 3. Rapport financier

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et déboursés probables du Comité paritaire pour la période commençant le 1er juillet 1960, et se terminant le 30 juin 1961.

### Notice of levy

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Ladies Cloak and Suit Industry for the Province of Quebec, established under decree number 523 of May 11, 1955 has been authorized by a by-law approval by Order in Council number 877 of June 7, 1960, (Section "F"), to levy assessments, upon the professional employees and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

#### 1. Levy

The period of levy shall extend from July 1, 1960 to June 30, 1961 and apply as hereinafter mentioned:

a) All professional employers in the Ladies' Cloak and Suit Industry, subject to the said decree number 523 and its amendments, must pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of salaries, bonuses, and allowances paid to their employees of both sexes, with the exception of managers, superintendants, foremen and office employees, subject to the said decree.

b) All employees of both sexes of the Ladies' Cloak and Suit Industry, subject to Decree number 523 and its amendments, are obliged to contribute to the said Parity Committee, with the exception of managers, superintendants, foremen and office employees, a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their salaries, bonuses and allowances.

#### 2. Mode of collection

The professional employer must make monthly payroll reports, in duplicate, the form of which to be supplied by the Parity Committee. These reports are to indicate the surnames, christian names and residence of each employee in his employ, the competency of such employee, the regular and extra hours of daily labour, and its nature, as well as the wages paid for such labour, with mention of the method and time of payment. Said monthly payroll reports are to be signed by the employer or a duly authorized agent, the original of which, containing the payroll report, shall be sent to the offices of the Parity Committee not later than the tenth (10th) of the month following.

The professional employer must collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee and remit the amount so collected to the said Parity Committee together with his own assessment not later than four (4) days from the date when the said weekly wages were due to the employees.

#### 3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimated statement of the receipts and disbursements of the Parity Committee for the period beginning July 1, 1960 to June 30, 1961, is hereto annexed.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA  
CONFECTION POUR DAMES DANS LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et déboursés pour une année  
du 1er juillet 1960, au 30 juin 1961.

*Recettes:*

Cotisation (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$31,000.00
Salariés.....	31,000.00
Intérêts sur obligations.....	710.00
Procédures.....	200.00
	\$62,910.00

*Déboursés:*

Salaires (bureau).....	\$11,500.00
Salaires des inspecteurs et inspectri- ces supplémentaires.....	14,000.00
Administration.....	14,850.00
Téléphone et télégrammes.....	550.00
Frais de déplacement.....	3,000.00
Loyer.....	4,437.17
Taxes.....	202.49
Papeterie, timbres et dépenses de bu- reau.....	3,000.00
Frais légaux.....	3,000.00
Vérification des livres.....	800.00
Électricité.....	32.00
Billet de tramway et déplacement local.....	400.00
Accessoires de bureau.....	250.00
Assurance chômage.....	250.00
Fonds de pension.....	1,200.00
Publicité et dons.....	1,262.45
Frais de cautionnement,  Dépenses diverses, Enquêtes spéciales, Frais de banque, Jetons de présence, Dépenses des inspecteurs, etc.....	3,400.00
	\$62,134.11
Surplus prévu.....	775.89
	\$62,910.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 18 juin 1960. 54219-o

**Avis de prélèvement**

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des métiers de la métallurgie de la Région de Québec, établi en exécution du décret numéro 973 du 30 juin 1948 a été autorisée par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 877 du 7 juin 1960, section "E", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 10 juillet 1960 au 10 juillet 1961; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent

THE JOINT COMMITTEE OF THE  
LADIES' CLOAK AND SUIT INDUSTRY  
FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of receipts and expenditures for the  
period comprised between July 1, 1960 and  
June 30, 1961.

*Receipts:*

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$31,000.00
Employees.....	31,000.00
Bond interest.....	710.00
Miscellaneous legal income.....	200.00
	\$62,910.00

*Expenditures:*

Office salaries.....	\$11,500.00
Inspectors' salaries and extra ins- pection.....	14,000.00
Administration.....	14,850.00
Telephone and telegraph.....	550.00
Travelling expenses.....	3,000.00
Rent.....	4,437.17
Taxes.....	202.49
Stationery, postage and office expen- ses.....	3,000.00
Legal fees.....	3,000.00
Audit fees.....	800.00
Lights.....	32.00
Carfare and local transportation....	400.00
Office equipment.....	250.00
Unemployment insurance.....	250.00
Pension fund.....	1,200.00
Advertising and donations.....	1,262.45
Insurance Guarantee bond, Micella- neous, Expenses, Special investigations, Bank charges Committee meeting expenses Inspectors expenses, etc.....	3,400.00
	\$62,134.11
Estimated Surplus.....	775.89
	\$62,910.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 18, 1960. 54219-o

**Notice of levy**

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of Metal Trades of the Quebec district formed under decree number 973 of June 30, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 877 of June 7, 1960, Section "E", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees, according to the following conditions:

1. *Assessments*

The period of levy extends from July 10, 1960, to July 10, 1961; this levy shall be laid as follows:

a) The professional employers regulated by the said decree, number 973 and amendments,

verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire moyen de \$36.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 973 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération.

### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

### 3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Métiers de la Métallurgie de la région de Québec, pour la période comprise entre le 10 juillet 1960 et le 10 juillet 1961.

#### LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA MÉTALLURGIE DE LA RÉGION DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 10 juillet 1960 et le 10 juillet 1961.

##### Recettes:

Cotisations ( $\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 7,840.00
Salariés	7,840.00
Artisans	320.00
	<hr/>
	\$16,000.00

##### Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire	\$ 5,200.00
Inspecteur	4,420.00

shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans regulated by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the average wage of \$36.00 per week.

c) The employees regulated by the said decree, number 973 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their remuneration.

### 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be given all the information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments laid upon his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiry of the period for which it is exigible; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Committee by his employees. The Committee has the right to demand sworn reports whenever it deems it advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice from the Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five (5) days' notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

### 3. Financial report

In pursuant of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Metal Trades of the Quebec District for the period between July 10, 1960 and July 10, 1961.

#### PARITY COMMITTEE OF METAL TRADES OF THE QUEBEC DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 10, 1960 and July 10, 1961.

##### Receipts:

Assessments ( $\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$ 7,840.00
Employees	7,840.00
Artisans	320.00
	<hr/>
	\$16,000.00

##### Disbursements:

Salaries:	
Secretary	\$ 5,200.00
Inspectors	4,420.00

Frais de déplacement:	
Inspecteur .....	\$400.00
Administration .....	900.00
Loyer du bureau .....	528.00
Frais légaux .....	800.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone .....	350.00
Ameublement et accessoires de bureau .....	300.00
Vérification des livres .....	120.00
Assurance et frais de cautionnement, fonds de pension .....	700.00
Jetons de présence aux membres du Comité .....	600.00
Bureau des Examineurs .....	1,200.00
Dépréciation .....	50.00
Dépenses diverses et imprévues .....	432.00
	<hr/>
	\$16,000.00

Travelling expenses:	
Inspectors .....	\$400.00
Administration .....	900.00
Office rent .....	528.00
Legal fees .....	800.00
Stationery, printing, postage, telephone .....	350.00
Furniture and office equipment .....	300.00
Audition .....	120.00
Insurance and fidelity bond and pension fund .....	700.00
Meeting expenses of committee members .....	600.00
Board of examiners .....	1,200.00
Depreciation .....	50.00
Miscellaneous and unforeseen expenses .....	432.00
	<hr/>
	\$16,000.00

*Le Sous-ministre du Travail,*  
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,  
*Deputy Minister of Labour.*

Ministère du Travail,  
Québec, le 18 juin 1960. 54219-o

Department of Labour,  
Quebec, June 18, 1960. 54219-o

**Avis de prélèvement**

**Notice of levy**

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec établi en exécution du décret numéro 513, du 30 avril 1953 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 877 du 7 juin 1960, (section "G"), le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Men's and Boys' Clothing Industry for the Province of Quebec, formed under decree number 513 of April 30, 1953, has been authorized by a by-law approved by the Order in Council number 877 of June 7, 1960, (section "G"), pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to collect levies from the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

**1. Cotisation**

**1. Levy**

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1960 au 30 juin 1961; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from July 1, 1960 to June 30, 1961; the levy shall apply as hereinafter mentioned:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 513 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the decree number 513, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{4}$  of 1% of the fixed wages and commissions paid to their employees subject to the said decree.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 513 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% de leurs salaires fixes et de leurs pourcentages.

b) The employees governed by the said decree, number 513 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{4}$  of 1% of their fixed wages and percentages.

**2. Mode de perception**

**2. Mode of collection**

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report from indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

The professional employer shall have these reports made out and sent to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé et adressé au Comité paritaire avec les cotisations le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

The report of every professional employer shall be signed and sent to the Parity Committee, together with levies, on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

### 3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'Industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er juillet 1960 et le 30 juin 1961.

#### COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES VÊTEMENTS D'HOMMES ET DE GARÇONS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1960 et le 30 juin 1961.....

*Disponibilités en fonds au 1er juillet 1960*..... \$ 27,132.00

#### Recettes:

Cotisations (¼ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	62,500.00
Salariés.....	62,500.00
Dommages-intérêts liquidés:	
Employeurs professionnels.....	25.00
Salariés.....	25.00
Revenu des loyers.....	1,500.00
Intérêt — Obligations du gouvernement fédéral.....	1,700.00
	\$155,382.00

#### Déboursés:

Salaires:	
Administration et bureau.....	\$ 50,500.00
Inspecteurs.....	35,000.00
Frais de déplacement et voitures..	3,000.00
Assemblées:	
Jetons de présence (24 membres)	2,500.00
Frais de déplacement (24 membres).....	7,500.00
Entretien de l'immeuble (combustible, taxes, électricité etc.).....	7,000.00
Assurances.....	700.00
Améliorations et réparations à l'immeuble.....	1,000.00
Dépenses et frais légaux.....	10,000.00
Impressions.....	3,000.00
Vérification des livres.....	1,150.00
Papeterie et dépenses de bureau...	1,500.00
Frais de poste.....	1,000.00
Ameublement et accessoires de bureau.....	1,000.00
Téléphone.....	2,000.00
Dépenses diverses.....	3,000.00
Assurance-chômage.....	600.00
Assurance-groupe des employés...	2,000.00
Fonds de pension des employés....	4,000.00
Paiements de pension à un employé	1,200.00
Réserve pour dépenses imprévues..	7,500.00
<i>Disponibilités en fonds au 30 juin 1961</i> .....	10,232.00
	\$155,382.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 18 juin 1960. 54219-0

The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

### 3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry for the Province of Quebec, for the period comprised between July 1, 1960 and June 30, 1961, is annexed hereto.

#### THE JOINT COMMITTEE OF THE MEN'S AND BOYS' CLOTHING INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimated receipts and disbursements for the period July 1st, 1960 to June 30, 1961.

*Estimated cash on hand as at July 1st, 1960*..... \$ 27,132.00

#### Estimated receipts:

Levy (¼ of 1%):	
Professional employers.....	62,500.00
Employees.....	62,500.00
Liquidated damages:	
Employers.....	25.00
Employees.....	25.00
Rent.....	1,500.00
Interest — Dominion of Canada Bonds.....	1,700.00
	\$155,382.00

#### Estimated disbursements:

Salaries:	
Administration and Office.....	\$ 50,500.00
Inspectors.....	35,000.00
Travelling and auto expenses....	3,000.00
Meetings:	
Members' fees (24 members)....	2,500.00
Members' expenses (24 members)	7,500.00
Maintenance of Property (fuel, taxes, lights, etc.).....	7,000.00
Insurance.....	700.00
Improvements and repairs to property.....	1,000.00
Legal fees and expenses.....	10,000.00
Printing.....	3,000.00
Audit fees.....	1,150.00
Stationery and office expenses....	1,500.00
Postage.....	1,000.00
Furniture and office equipment....	1,000.00
Telephone.....	2,000.00
Miscellaneous expenses.....	3,000.00
Unemployment insurance.....	600.00
Employees' Group Insurance.....	2,000.00
Employees' pension and retirement fund.....	4,000.00
Employees' pension payments....	1,200.00
Provision for contingencies.....	7,500.00
<i>Estimated available funds June 30th, 1961</i> .....	10,232.00
	\$155,382.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 18, 1960. 54219-0

**Avis de prélèvement**

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 645 du 26 juin 1957, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 878 du 7 juin 1960, (section "B"), le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

**1. Cotisation**

La période de cotisation s'étend du 1er juin 1960 au 1er juin 1961; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 645 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur liste de paye.

b) Les salariés assujettis au décret numéro 645 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

c) Les artisans assujettis au décret numéro 645 et amendements doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi.

**2. Mode de perception**

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, sur les formules fournies à cette fin par ledit Comité, un rapport détaillé indiquant les heures de travail et les salaires gagnés par chacun de ses salariés régis par le décret et les sommes versées au Comité paritaire. Ce rapport, dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par l'employeur professionnel et ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire gagné ou allocation due à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Les cotisations doivent être payées mensuellement au Comité paritaire, entre le 1er et le 10 de chaque mois.

Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation des rapports mensuels chaque fois qu'il le juge à propos.

**3. Rapport financier**

Selon les termes de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Fourrure, district de Québec, pour la période comprise entre le 1er juin 1960 et le 1er juin 1961.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA  
FOURRURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour  
la période comprise entre le 1er juin 1960 et  
le 1er juin 1961.

**Notice of levy**

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Fur Industry, District of Quebec, formed under decree number 645 of June 26, 1957, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 878 of June 7, 1960, (Section "B"), pursuant to the provision of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

**1. Assessments**

The period of levy extends from June 1, 1960 to June 1, 1961; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by decree No. 645 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of their payroll.

b) The employees governed by the said decree, No. 645 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of their remuneration.

c) The artisans governed by the said decree, No. 645 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the wages established for the employees with the lowest pay, according to their occupation.

**2. Mode of collection**

Every month, the professional employer shall forward to the Parity Committee, on forms supplied for that purpose by the said Committee, a report indicating the hours of labour and the wages earned by every one of his employees governed by the decree, and the sums sent to the Parity Committee. Such report, duly signed by the professional employer, shall be sent together with the assessments payable by the professional employer and by his employees. All such sums shall be paid with money that is current in the province.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages earned or allowances owed to every one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

These assessments shall be paid every month to the Parity Committee, between the 1st and the 10th day of each month.

The Parity Committee has the right to require sworn monthly reports when deemed advisable.

**3. Financial report**

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Annexed hereto is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Fur Industry, District of Quebec, for the period between June 1, 1960 and June 1, 1961.

THE PARITY COMMITTEE OF THE FUR INDUSTRY,  
DISTRICT OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for  
the period between June 1, 1960 and June 1,  
1961.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels . . . . .	\$2,250.00
Salariés . . . . .	2,250.00
Artisans . . . . .	300.00
Recettes diverses, honoraires d'exa- mens . . . . .	200.00
	\$5,000.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires du secrétaire et bureau . . . . .	\$1,200.00
Inspecteur, salaire et frais de déplace- ment . . . . .	2,600.00
Papeterie et vérification . . . . .	300.00
Jetons de présence et autres dépenses . . . . .	900.00
	\$5,000.00

*Le Sous-ministre du Travail,*  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 18 juin 1960. 54219-0

### Avis de prélèvement

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Photographes des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 315, du 27 mars 1957, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 878 du 7 juin 1960, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

#### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 31 mai 1960 au 31 mai 1961; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 315 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 315 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% basée sur \$80.00 par semaine, salaire moyen fixé par le Comité.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 315 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

#### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers . . . . .	\$2,250.00
Employees . . . . .	2,250.00
Artisans . . . . .	300.00
Various receipts, examinations fees . . . . .	200.00
	\$5,000.00

<i>Disbursements:</i>	
Salaries: secretary and office . . . . .	\$1,200.00
Inspector: salary and travelling ex- penses . . . . .	2,600.00
Stationery and audition . . . . .	300.00
Attendance fees and other expenses . . . . .	900.00
	\$5,000.00

GÉRARD TREMBLAY,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Québec, June 18, 1960. 54219-0

### Notice of levy

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of Photographers of the Eastern Townships District, formed under decree number 315 of March 27, 1957, has been authorized, by by-law approved by Order in Council, number 878 of June 7, 1960, Section "A" to levy assessments upon the professional employers, the employees and the artisans according to the conditions and rate hereafter established:

#### 1. Assessments

The period of levy extends from May 31, 1960 to May 31, 1961; it shall be laid as follows:

a) Professional employers governed by the said decree, number 315 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) Artisans governed by the said decree, number 315 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the average wage rate established by the Committee, namely \$80.00 per week.

c) Employees governed by the said decree, number 315 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the remuneration.

#### 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms on which all particulars requested by the Parity Committee shall be given. Professional employers shall complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from their pay.

Professional employers shall submit their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is

rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un vais de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministère du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Photographes de la région des Cantons de l'Est, pour la période comprise entre le 31 mai 1960 et le 31 mai 1961.

LE COMITÉ PARITAIRE DES PHOTOGRAPHES DE LA RÉGION DES CANTONS DE L'EST

Siège social: 1695 rue Marguerite-Bourgeoys, Saint-Hyacinthe, P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 mai 1960 et le 31 mai 1961.

*Recettes:*

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels .....	\$ 425.00
Salariés .....	425.00
Artisans .....	800.00
Honoraires d'examens .....	50.00
	<hr/>
	\$1,700.00

*Déboursés:*

Frais de déplacement et inspection ..	\$ 650.00
Impression, papeterie, timbres et accessoires de bureau .....	250.00
Frais bancaires .....	25.00
Frais judiciaires .....	150.00
Vérification .....	100.00
Honoraire du secrétaire .....	200.00
Loyer de bureau .....	50.00
Assurance .....	10.00
Réserve pour éventualités .....	265.00
	<hr/>
	\$1,700.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 18 juin 1960. 54219-0

Avis de modification

Industrie de la Boulangerie et de la pâtisserie —  
Région de Trois-Rivières

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative

requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and of his employees. The Committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by this by-law is payable every month by professional employers, artisans and employees, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be given five (5) days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Photographers of the Eastern Townships District for the period between May 31, 1960 and May 31, 1961.

PARITY COMMITTEE OF PHOTOGRAPHERS OF THE EASTERN TOWNSHIPS DISTRICT

Head Office: 1695 Marguerite Bourgeoys St. St. Hyacinthe, P.Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 31, 1960 and May 31, 1961.

*Receipts:*

Assessments (½ of 1%):

Professional employers .....	\$ 425.00
Employees .....	425.00
Artisans .....	800.00
Examinations .....	50.00
	<hr/>
	\$1,700.00

*Disbursements:*

Travelling expenses and inspection ..	\$ 650.00
Printing, stationery, postage and office accessories .....	250.00
Bank charges .....	25.00
Legal expenses .....	150.00
Auditing .....	100.00
Secretary .....	200.00
Office rent .....	50.00
Insurance .....	10.00
Reserve for contingencies .....	265.00
	<hr/>
	\$1,700.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, June 18, 1960. 54219-0

Notice of amendment

Baking and Pastry Making Industry —  
Region of Trois-Rivières

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the collective agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement, relating to the Baking and

à l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie dans la région des Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 421 du 29 avril 1954, et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe "a" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

<i>"a) Boulangers, pâtisseries:</i>	<i>Par</i>
<i>Compagnons:</i>	<i>semaine</i>
1er boulanger.....	\$58.00
1er pâtissier.....	58.00
2ème boulanger.....	53.50
2ème pâtissier.....	53.50
3ème boulanger et les compagnons suivants.....	50.00
3ème pâtissier et les compagnons suivants.....	50.00
<i>Apprentis:</i>	
1ère année.....	32.00
2ème année.....	36.00
3ème année.....	40.00"

2° L'article V sera remplacé par le suivant:

"V. *Heures de travail:* a) La durée régulière de travail des compagnons et apprentis boulangers et pâtisseries est de quarante-huit (48) heures par semaine.

b) Tout travail exécuté par un salarié en plus du nombre des heures régulières déterminées au paragraphe "a" du présent article est considéré comme du temps supplémentaire et doit être rémunéré au taux et demi du salaire spécifié pour chacune des catégories de salariés."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

*Le Sous-ministre du Travail,*  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 18 juin 1960. 54219-0

#### Avis de modification

##### *Commerce de détail — Région de Chicoutimi*

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendement), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de détail dans la cité de Chicoutimi, la ville de Chicoutimi Nord et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, à l'exclusion de la cité d'Arvida, rendue obligatoire par le décret numéro 193 du 11 février 1960, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'alinéa suivant sera ajouté au sous-paragraphe 2-ii du paragraphe "b" de l'article IV:

"Toutefois, lorsque le personnel féminin fait une semaine de cinq (5) jours ou ne travaille pas plus de quarante (40) heures par semaine, l'employeur n'est tenu de payer salaire et demi qu'après huit (8) heures de travail par jour."

2° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe "c" de l'article IV:

Pastry Making Industry in the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by decree number 421 of April 29, 1954 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Paragraph "a" of article IV will be replaced by the following:

<i>"a) Bakers, pastry-cooks:</i>	<i>Per</i>
<i>Journeymen:</i>	<i>week</i>
1st baker.....	\$58.00
1st pastry cook.....	58.00
2nd baker.....	53.50
2nd pastry cook.....	53.50
3rd baker and the following journeymen.....	50.00
3rd pastry cook and the following journeymen.....	50.00
<i>Apprentices:</i>	
1st year.....	32.00
2nd year.....	36.00
3rd year.....	40.00"

2. Article V will be replaced by the following:

"V. *Hours of work:* a) The standard duration of work for the journeyman and apprentice baker and pastry-cook shall be forty-eight (48) hours per week.

b) All time worked by an employee in excess of the standard hours determined in paragraph "a" of the present article is considered as overtime and shall be paid at the rate of time and one half based on the wages determined for each category of employees."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,  
Québec, June 18, 1960. 54219-0

#### Notice of amendment

##### *Retail Trade — Region of Chicoutimi*

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the retail trade in the city of Chicoutimi, the town of Chicoutimi-Nord and a radius of five (5) miles from their limits, with the exception of the city of Arvida, rendered obligatory by the decree number 193 of February 11, 1960, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. The following clause will be added to subparagraph 2-ii of paragraph "b" of article IV:

"However, when female employees work five (5) days or nor more than forty (40) hours per week, employers shall be required to pay time and one half only after eight (8) hours work per day."

2. The following paragraph will be added to paragraph "c" of article IV:

"Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, tout employeur ne faisant travailler ses employés que quarante (40) heures par semaine ou moins, aura le droit, après entente avec ses employés, d'accorder à ces derniers, une (1) heure pour le repas du midi."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 18 juin 1960. 54219-0

### Avis d'approbation de règlements

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes que par l'arrêté en conseil numéro 878 du 7 juin 1960, (section "G"), certains règlements spéciaux du Comité paritaire des photographes de la région de Québec, ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 768 du 11 mai 1960 (section "A").

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

**Tenue du registre:** Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 419 du 30 mars 1960 et ses modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

**Rapport mensuel:** Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 419 du 30 mars 1960 et ses modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 15 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

**Certificat de qualification:** Conformément à l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 419 du 30 mars 1960 et ses modifications ultérieures, pour tous les salariés assujettis audit décret sauf ceux qui sont exemptés par l'article 36 de la Loi.

"Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraph, every employer whose employees work forty (40) hours or less per week may, upon agreement with his employees, allow them but one (1) hour off for the noon meal."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 18, 1960. 54219-0

### Notice of approval of by-laws

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice that, by Order-in-Council No. 878 of June 7, 1960, (Section "G"), special by-laws of the Parity Committee of Photographers of the Region of Quebec have been approved and added to the constitution and general by-laws of the said Committee, already approved by Order-in-Council No. 768 of May 11, 1960, (Section "A").

In pursuance of the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

**Keeping of a register:** Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for every professional employer governed by the decree number 419 of March 30, 1960 and amendments, the keeping of a register with the name in full and address of all employees in his employ, their competency or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and achieved each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and period of payment, as well as all other particulars necessary for the proper enforcement of the decree.

**Monthly report:** Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decree No. 419 of March 30, 1960, and amendments, to submit a monthly report in writing, signed by himself or by an authorized person in his employ, on which the following shall be mentioned: the name in full and address of all employees in his employ, their qualification or classification, the number of regular or overtime hours worked each week, the nature of the work and the wages paid. The report shall be forwarded to the Committee on or before the 15th day of the month and shall cover the month preceding. The professional employer may obtain from the Committee the forms on which the report is to be made.

**Certificate of competency:** Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee renders the certificate of competency obligatory in the entire territorial jurisdiction of the decree No. 419 of March 30, 1960, and amendments, for all employees governed by the said decree with the exception of those who are exempted by article 36 of the Act.

Le Comité paritaire crée un bureau d'examineurs composé de quatre (4) membres pour déterminer la qualification des salariés et émettre lesdits certificats. Le quorum du bureau d'examineurs est de deux (2) membres.

Le Comité peut exiger à titre d'honoraires une somme n'excédant pas (\$2.00) pour l'examen d'un ouvrier qualifié et (\$1.00) pour l'examen d'un apprenti.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 18 Juin 1960. 54219-0

#### Avis de modification

##### *Institutions religieuses Région de Saint-Hyacinthe*

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux institutions religieuses, hôpitaux et maison d'enseignement dans la région de Saint-Hyacinthe, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à la considération et à l'appréciation du lieutenant-gouverneur en conseil des amendements au décret numéro 491 du 10 février 1945, dans sa teneur modifiée.

#### CHAPITRE 1

##### *Jurisdiction*

1° A l'article I (*Jurisdiction territoriale*), le paragraphe "b" sera remplacé par le suivant:

"b) Pour les fins du présent décret, le territoire susdit est divisé en trois (3) zones:

*Zone I:* Les cités de Saint-Hyacinthe, Granby et Sorel; les villes de Acton Vale, Cowansville, Farnham, Iberville, Saint-Joseph-de-Sorel et Tracy; les villages de La Providence et de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe.

*Zone II:* Les villes de Bedford, Belœil, Marieville et Waterloo; les villages de Roxton Falls, Saint-Césaire, Saint-Hilaire, Saint-Pie et Warden.

*Zone III:* Le reste de la juridiction ci-haut décrite."

2° A l'article II, (*Jurisdiction professionnelle*), les sous-paragraphes "v" à "xi" inclusivement du paragraphe "a" seront remplacés par les suivants:

"v. aux Institutions à direction religieuse suivantes: Institutions d'assistance publique, hôpitaux, hospices, orphelinats, sanatoriums, maisons de convalescence ou de repos, patronages; vi. aux presbytères."

3° Les mots "à moins qu'ils ne soient enregistrés comme "hôpital privé" apparaissant au paragraphe "b" de l'article II, seront biffés.

#### CHAPITRE 2

##### *Définitions*

4° Le paragraphe "3" de l'article III sera biffé.

5° Les paragraphes "1" et "3" de l'article IV seront remplacés par les suivants:

"IV. *Termes généraux:* 1. Le terme "Employé régulier" désigne tout salarié employé à des travaux réguliers, même si ses heures hebdomadaires de travail sont inférieures à la semaine normale de travail de sa catégorie.

The Parity Committee forms a board of examiners consisting of four (4) members to determine the competency of employees and to issue certificates. The quorum of the board shall be two (2) members.

The Committee may charge a fee not exceeding two dollars (\$2.00) for the examination of a skilled worker, and one dollar (\$1.00) for the examination of an apprentice.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 18, 1960. 54219-0

#### Notice of amendment

##### *Religious Institutions Region of St. Hyacinthe*

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the religious institutions, hospitals and educational establishments of the region of St. Hyacinthe have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree No. 491 of February 10, 1945, as amended.

#### CHAPTER 1

##### *Jurisdiction*

1. In article I (*Territorial Jurisdiction*), paragraph "b" will be replaced by the following:

"b) For the purposes of the present decree, the territory above mentioned is divided into three (3) zones:

*Zone I:* The cities of St. Hyacinthe, Granby and Sorel; the towns of Acton Vale, Cowansville, Farnham, Iberville, St-Joseph-de-Sorel and Tracy; the villages of La Providence and St. Joseph-de-St-Hyacinthe.

*Zone II:* The towns of Bedford, Beloeil, Marieville and Waterloo; the villages of Roxton Falls, St. Césaire, St. Hilaire, St. Pie and Warden.

*Zone III:* The remainder of the jurisdiction above described."

2. In article II, (*Professional Jurisdiction*), sub-paragraphs "v" to "xi" inclusive of paragraph "a" will be replaced by the following:

"v. the following institutions under religious direction: public charitable institutions, hospitals, orphanages, sanatoriums, convalescent or rest homes, "patronages"; vi. presbyteries."

3. The words "unless they are registered as "private hospital", appearing in paragraph "b" of article II, will be deleted.

#### CHAPTER 2

##### *Definitions*

4. Paragraph "3" of article III will be deleted.

5. Paragraphs "1" and "3" of article IV will be replaced by the following:

"IV. *General terms:* 1. The words "regular employe" mean any person whose work is classified as regular, even if the number of his weekly hours of work is less than that standard work week of his category.

3. Le terme "Employé surnuméraire" désigne tout salarié engagé occasionnellement, c'est-à-dire pour un travail particulier et pour une période de temps limitée."

6° Le paragraphe "1" de l'article V (*Salariés du sexe masculin*), sera remplacé par le suivant:

"1. Le terme "sacristain ou bedeau" désigne tout salarié employé par une fabrique, corporation ou ministre du culte en charge d'une église, chapelle paroissiale ou autre immeuble affecté à un culte catholique, soit uniquement pour des fonctions propres au sacristain ou bedeau, soit pour des travaux permis au préposé à l'entretien ou à l'homme de service, soit encore pour d'autres fonctions. Dans tous les cas, une entente écrite entre le curé ou le ministre chargé du culte et son salarié, soumise au préalable au Comité Paritaire pour approbation, détermine les fonctions du salarié et cette entente est considérée comme précisant la définition du terme "sacristain ou bedeau".

7° Les paragraphes "9" et "10" de l'article V seront remplacés par les suivants:

"9. Le terme "Préposé à l'entretien" désigne tout salarié employé directement par le ou les propriétaires, ou le ou les administrateurs d'un édifice public, à l'entretien en bon état de réparation, de réfection et d'opération de cet édifice, de ses machineries ou d'autres accessoires requis pour son exploitation.

a) Le terme "Préposé à l'entretien qualifié classe A-1" désigne tout salarié dont la majeure partie du travail habituel consiste en travaux de métiers.

b) Le terme "Préposé à l'entretien qualifié classe A-2" désigne tout salarié qui, de temps à autre, est appelé à faire des travaux de métiers, mais dont la majeure partie de son travail habituel consiste en travaux relevant des hommes de service.

c) Ne peut être considéré comme préposé à l'entretien que le salarié dont le louage d'ouvrage est convenu pour une période d'au moins six mois.

10. Le terme "Homme de service" désigne tout salarié employé à l'une ou l'autre des fonctions suivantes ou à plusieurs d'entre elles: portier, commissionnaire, conducteur d'ascenseur, gardien, jardinier, préposé à l'entretien des terrains, manœuvre, ouvrier non qualifié, nettoyeur et toute personne chargée de diverses sortes d'ouvrage général."

8° Les paragraphes "5" et "8" de l'article VI (*Salariés du sexe féminin*), seront remplacés par les suivants:

"5. a) Le terme "Aide-technicienne" désigne toute salariée employée principalement dans l'une des fonctions suivantes: aide aux travaux techniques de laboratoire, dissection, autopsie, Rayons-X, électroradiologie, physiothérapie, chirurgie et pharmacie.

b) Le terme "Aide-maternelle diplômée" ou "Aide-infirmière diplômée" ou "Garde-malade auxiliaire" désigne toute salariée qui a obtenu d'un hôpital reconnu, un certificat attestant qu'elle a terminé les études nécessaires à cette fin."

"8. Le terme "Employée junior" désigne toute salariée ayant moins de dix-huit (18) ans."

9° Le paragraphe suivant sera ajouté à l'article VI:

"9. Le mot "Presseuse" désigne toute salariée qui, durant au moins la moitié de sa semaine de travail, presse sur une presse automatique ou non, des uniformes, etc."

3. The term "occasional employee" means any employee hired occasionally, that is for a special work and for a limited period."

6. Paragraph "1" of article V (*Male employees*), will be replaced by the following:

"1. The words "sexton or verger" mean a person employed by a church council, corporation or clergyman in charge of a church, parochial chapel or other building assigned to catholic worship, either solely for sexton's or verger's duties, either for work permitted to maintenance men or to service men, or for other duties. In every case, a written agreement between the parish priest or clergyman and his employee, submitted for approval to the Parity Committee, shall determine the duties of the employee and such agreement shall be considered as defining accurately the words "sexton or verger".

7. Paragraphs "9" and "10" of article V will be replaced by the following:

"9. The words "maintenance man" mean any worker directly assigned by the proprietor or proprietors or by the administrator or administrators of a public building, to the maintenance in good state of repair and operation of such public building, its machinery or other accessories required for its operation.

a) The words "qualified maintenance man — class A-1" mean any employee whose regular work consists mainly in trade operations;

b) The words "qualified maintenance man — class A-2" mean any employee required from time to time to perform trade operations but whose regular work consists mainly in operations habitually performed by service men.

c) Only those employees whose services are hired for a minimum period of six months can be considered as maintenance men.

10. The words "service man" mean any person assigned to any one or several of the following duties: doorman, messenger, lift attendant, watchman, gardener, caretaker of grounds, labourer, unskilled worker cleaner, and any person assigned to various kinds of general work.

8. Paragraphs "5" and "8" of article VI (*Female employees*) will be replaced by the following:

"5. a) The words "technician's helper" mean any female person engaged principally in one of the following functions: laboratory assistant, technical work, dissection, autopsy, X-Ray, electroradiology, physiotherapy, surgery and pharmacy.

b) The words "certificated maternity ward attendant" or "certificated nurse assistant" or "auxiliary nurse" mean any employee who has obtained from a recognized hospital a certificate acknowledging that she has completed the necessary studies."

"8. The words "junior female employee" mean any employee under 18 years of age."

9. The following paragraph will be added to article VI:

"9. The word "presser" means any employee whose work, for at least half her work week, is concerned with pressing uniforms, etc., on an automatic or other press."

CHAPITRE 3  
Dispositions relatives aux salaires

10° Les articles VII, VIII, IX et X seront remplacés par les suivants:  
"VII. *Employés réguliers du sexe masculin:*

CHAPTER 3  
Provisions concerning wages

10. Articles VII, VIII, IX and X will be replaced by the following:  
"VII. *Regular male employees:*

	Salaires hebdomadaires
	Per week
1. Sacristain ou bedeau — Sexton or verger:	
Zone I: Dans toutes les paroisses — In all parishes . . . . .	\$50.00
Zone II: Dans toutes les paroisses — In all parishes . . . . .	45.00
Zone III: Dans les paroisses à population supérieure à 1,500 âmes — In parishes of more than 1,500 souls . . . . .	33.00
ou, par heure — or, per hour . . . . .	0.75
Dans les paroisses à population variant entre 1,000 et 1,500 âmes — In parishes of from 1,000 to 1,500 souls . . . . .	29.00
ou par heure — or, per hour . . . . .	0.70
Dans les paroisses à population inférieure à 1,000 âmes — In parishes of less than 1,000 souls . . . . .	25.00
ou, par heure — or, per hour . . . . .	0.65

Notes: Le mot "paroisse" doit s'entendre de la paroisse au sens religieux et non au sens de municipalité. La population de ces paroisses est celle qui apparaît dans "Le Canada Ecclésiastique" de l'année courante.

Notes: The word "parish" shall mean a parish in the religious sense and not a municipality. The population of these parishes is that which appears in *Le Canada Ecclésiastique* for the current year.

	Zones		
	I	II	III
	par semaine per week		
2. Mécanicien de machines fixes — Stationary engineman:			
a) Chef — Chief:			
1ère classe — 1st class . . . . .	\$79.00	\$79.00	\$75.00
2e classe — 2nd class . . . . .	71.00	69.00	65.00
3e classe — 3rd class . . . . .	65.00	63.00	59.00
b) Mécanicien — Engineman:			
		l'heure	
		Per hour	
2e classe — 2nd class . . . . .	1.32½	1.29½	1.21½
3e classe — 3rd class . . . . .	1.27½	1.19½	1.11½
4e classe — 4th class . . . . .	1.22½	1.14½	1.06½
3. Chauffeur — Fireman . . . . .	1.14½	1.09½	1.01½
		par semaine	
		Per week	
4. Employé en charge d'un département ou d'un service — Employee in charge of a department or service . . . . .	\$5.00 de plus que le taux maximum de sa catégorie — more than the maximum rate of his category.		
5. Cuisinier, boulanger, boucher, buandier — Cook, baker, butcher, launderer:			
a) Chef — Chief . . . . .	\$58.00	\$56.00	\$50.00
b) Assistant-chef — Assistant-chief:			
1ère année — 1st year . . . . .	53.00	51.00	45.00
Après un (1) an — After one (1) year . . . . .	55.00	53.00	47.00
Après deux (2) ans — After two (2) years . . . . .	57.00	54.00	48.00
c) Cuisinier, boulanger, boucher, buandier — Cook, baker, butcher, launderer:			
1er semestre — 1st six months . . . . .	48.00	46.00	41.00
Après six (6) mois — After six (6) months . . . . .	50.00	47.00	42.00
Après un (1) an — After one (1) year . . . . .	52.00	48.00	43.00
Après deux (2) ans — After two (2) years . . . . .	54.00	50.00	45.00
6. Conducteur de véhicule automobile — Automobile driver:			
1ère année — 1st year . . . . .	52.00	49.00	43.00
Après un (1) an — After one (1) year . . . . .	55.00	52.00	46.00
Après deux (2) ans — After two (2) years . . . . .	57.00	54.00	47.00
7. Infirmier — Orderly:			
1er semestre — 1st six months . . . . .	46.00	46.00	42.00
Après six (6) mois — After six (6) months . . . . .	48.00	48.00	44.00
Après un (1) an — After one (1) year . . . . .	50.00	50.00	46.00
Après deux (2) ans — After two (2) years . . . . .	54.00	54.00	50.00
Après trois (3) ans — After three (3) years . . . . .	56.00	56.00	52.00
Après quatre (4) ans — After four (4) years . . . . .	58.00	58.00	54.00
Infirmier diplômé — Certificated Orderly . . . . .	60.00	60.00	56.00

	I	Zones II l'heure	III
	Per hour		
8. Préposé à l'entretien qualifié — Qualified maintenance man:			
Classe A-1 — Class A-1.....	\$60.00	\$56.00	\$46.00
Classe A-2 — Class A-2.....	57.00	53.00	44.00
9. Homme de service — Service man:			
1er semestre — 1st six months.....	48.00	45.00	39.00
Après six (6) mois — After six (6) months.....	50.00	47.00	40.00
Après un (1) an — After one (1) year.....	52.00	48.00	41.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.....	54.00	50.00	43.00
10. Cordonnier — Shoemaker:			
1ère année — 1st year.....	49.00	47.00	41.00
Après un (1) an — After one (1) year.....	52.00	50.00	44.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.....	55.00	53.00	47.00
11. Employé junior — Junior employees:			
Moins de 16 ans — Under 16 years of age.....	27.00	26.00	25.00
De 16 à 17 ans — From 16 to 17 years of age.....	31.00	30.00	25.00
De 17 à 18 ans — From 17 to 18 years of age.....	34.00	33.00	28.00
12. Salarié non compris dans les catégories précédentes — Employees not included in the preceding categories.....	46.00	44.00	38.00

A compter du 1er janvier 1961, les salaires minima des item "2" à "12" inclusivement, pour les zones I et II, seront majorés de \$2.00 par semaine ou \$0.04 l'heure, selon le cas à l'exception des employés junior de moins de 16 ans."

From January 1, 1961, the minimum wages of items "2" to "12" inclusive, for zones I and II, will be increased by \$2.00 per week of \$0.04 per hour, as the case may be, with the exception of junior employees under 16 years of age."

VIII. *Employées régulières du sexe féminin:*

VIII. *Female, regular employees:*

	Zones I, II et- and III par semaine
	per week
1. a) Infirmière — Nurse:	
1ère année — 1st year.....	\$51.25
Après un (1) an de service continu — After one (1) year of continuous service.....	54.25
Après deux ans (2) de service continu — After two years of continuous service.....	57.25
Après trois (3) ans de service continu — After three (3) years of continuous service.....	59.25
Après quatre (4) ans de service continu — After four (4) years of continuous service.....	62.25
b) Infirmière en charge d'un département ou d'un service — Nurse in charge of a department or service:	
1ère année — 1st year.....	56.25
Après un (1) an de service continu — After one (1) year of continuous service.....	59.25
Après deux (2) ans de service continu — After two (2) years of continuous service.....	62.25
Après trois (3) ans de service continu — After three (3) years of continuous service.....	64.25
Après quatre (4) ans de service continu — After four (4) years of continuous service.....	67.25
c) Infirmière assistante-hospitalière — Nurse, assistant "hospitalière":	
1ère année — 1st year.....	53.75
Après un (1) an de service continu — After one (1) year of continuous service.....	56.75
Après deux (2) ans de service continu — After two (2) years of continuous service.....	59.75
Après trois (3) ans de service continu — After three (3) years of continuous service.....	61.75
Après quatre (4) ans de service continu — After four (4) years of continuous service.....	64.75
d) Infirmière institutrice — Teaching nurses:	
1ère année — 1st year.....	53.75
Après un (1) an de service continu — After one (1) year of continuous service.....	56.75
Après deux (2) ans de service continu — After two (2) years of continuous service.....	59.75
Après trois (3) ans de service continu — After three (3) years of continuous service.....	61.75
Après quatre (4) ans de service continu — After four (4) years of continuous service.....	64.75

	I	Zones II par semaine — per week	III
<i>e) Infirmière employée de bureau — Office nurse:</i>			
1ère année — 1st year.....		\$51.25	
Après un (1) an de service continu — After one (1) year of continuous service.....		54.25	
Après deux (2) ans de service continu — After two (2) years of continuous service.....		57.25	
Après trois (3) ans de service continu — After three (3) years of continuous service.....		59.25	
Après quatre (4) ans de service continu — After four (4) years of continuous service.....		62.25	
2. Surveillante en charge d'un département ou d'un service — Super- visor in charge of a department or service.....		\$5.00 de plus que le taux maximum de sa catégorie — more than the maximum rate of her category.	
3. Employée de bureau — Office employee:			
1ère année — 1st year.....	\$33.00	\$32.00	\$26.00
Après un (1) an — After one (1) year.....	36.00	34.00	28.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.....	38.00	36.00	30.00
4. Aide-technicienne — Technician's helper:			
1ère année — 1st year.....	33.00	32.00	26.00
Après un (1) an — After one (1) year.....	36.00	35.00	29.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.....	38.00	37.00	31.00
5. Aide-maternelle diplômée, aide-infirmière diplômée, garde-malade auxiliaire — Certificated maternity ward attendant, certificated nurse assistant, auxiliary nurse:			
1ère année — 1st year.....	33.00	32.00	26.00
Après un (1) an — After one (1) year.....	36.00	35.00	29.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.....	38.00	37.00	31.00
6. Institutrice — Teacher:			
1ère année — 1st year.....	33.00	32.00	27.00
Après un (1) an — After one (1) year.....	35.00	34.00	29.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.....	37.00	36.00	31.00
7. Cuisinière — Female cook:			
1ère année — 1st year.....	33.00	32.00	27.00
Après un (1) an — After one (1) year.....	36.00	35.00	30.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.....	38.00	37.00	32.00
8. Presseuse — Female presser:			
1ère année — 1st year.....	33.00	32.00	27.00
Après un (1) an — After one (1) year.....	36.00	35.00	30.00
Après deux (2) ans — After two years.....	38.00	37.00	32.00
9. Couturière — Seamstress:			
1ère année — 1st year.....	35.00	34.00	29.00
Après un (1) an — After one year.....	37.00	35.00	30.00
10. Employée junior — Junior employee:			
Moins de 16 ans — Under 16 years of age.....	19.00	19.00	19.00
De 16 à 18 ans — From 16 to 18 years of age:			
1ère année — 1st year.....	26.00	25.00	20.00
Après un an — After one (1) year.....	28.00	27.00	22.00
11. Salariée non comprise dans les catégories précédentes — Employees not included in the foregoing categories:			
1ère année — 1st year.....	29.00	28.00	23.00
Après un (1) an — After one year.....	31.00	30.00	25.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.....	33.00	32.00	27.00

A compter du 1er janvier 1961, les salaires minima des item "2" à "11" inclusivement, pour les zones I et II, seront majorés de \$2.00 par semaine à l'exception des employées junior de moins de 16 ans."

"IX. Employés surnuméraires du sexe masculin:

From January 1, 1961, the minimum wages of items "2" to "11" inclusive, for zones I and II, shall be increased by \$2.00 per week, except junior employees under 16 years of age".

"IX. Male supernumerary employees:

	l'heure — Per hour
1. Sacristain ou bedeau — Sexton or verger:	
Zone I.....	\$ 1.00
Zone II.....	0.90
Zone III: Dans les paroisses à population supérieure à 1,500 âmes — In parishes of more than 1,500 souls.....	0.75
Dans les paroisses à population variant entre 1,000 et 1,500 âmes — In parishes of from 1,000 to 1,500 souls.....	0.70
Dans les paroisses à population inférieure à 1,000 âmes — In parishes of less than 1,000 souls.....	0.65

	Zones		
	I	II	III
2. Mécanicien de machines fixes — Stationery engineman.....	Le même salaire horaire que celui établi au paragraphe 2 de l'article VII — The same hourly wage rate as the one established in paragraph 2 of article VII.		
	<i>l'heure</i>		
	—		
	<i>Per hour</i>		
3. Chauffeur — Fireman.....	\$ 1.14½	\$ 1.09½	\$ 1.01½
	<i>Par jour</i>		
	—		
	<i>Per day</i>		
4. Employé en charge d'un département ou d'un service — Employee in charge of a department or service.....	10.00	9.50	9.00
5. Cuisinier, boulanger, boucher, buandier — Cook, baker, butcher, launderer:			
a) Chef — Chief.....	11.25	10.75	10.00
b) Assistant-chef — Assistant-chief.....	10.50	10.00	9.25
c) Cuisinier, boulanger, boucher, buandier — Cook, baker, butcher, launderer.....	9.50	9.00	8.25
	<i>l'heure</i>		
	—		
	<i>Per hour</i>		
6. Conducteur de véhicule automobile — Automobile driver.....	1.11	1.05	0.95
	<i>Par jour</i>		
	—		
	<i>Per day</i>		
7. Infirmier — Orderly.....	9.25	9.25	8.75
	<i>l'heure</i>		
	—		
	<i>Per hour</i>		
8. Homme de métier de la construction (là où seulement il n'existe pas de décret régissant ces métiers) — Construction tradesman (only where no decree exists to govern such trades):			
Qualifié — Skilled.....	1.27	1.19	0.99
Non qualifié — Not qualified.....	1.06	1.01	0.88
9. Homme de service — Service man.....	1.06	1.01	0.88
10. Cordonnier — Shoemaker.....	1.08	1.03	0.90
11. Employé junior — Junior employee:			
Moins de 16 ans — Under 16 years of age.....	0.57	0.55	0.53
De 16 à 17 ans — From 16 to 17 years of age.....	0.65	0.63	0.53
De 17 à 18 ans — From 17 to 18 years of age.....	0.71	0.69	0.59
12. Salarié non compris dans les catégories précédentes — Employees not included in the foregoing categories.....	1.01	0.96	0.83

A compter du 1er janvier 1961, les salaires minima des item "3" à "12" inclusivement, pour les zones I et II, seront majorés de \$0.04 ou \$0.25 par jour, à l'exception des employés junior de moins de 16 ans."

"X. Employés surnuméraires du sexe féminin:

From January 1, 1961, the minimum wages of items "3" to "12" inclusive, for zones I and II, shall be increased by \$0.04 per hour or \$0.25 per day, except for junior employees under 16 years of age".

"X. Female supernumerary employees:

	Zones		
	I	II	III
	<i>heure</i>		
	—		
	<i>Per hour</i>		
1. Infirmière — Nurse.....	\$ 1.25	\$ 1.25	\$ 1.25
	<i>par jour</i>		
	—		
	<i>Per day</i>		
2. Surveillante en charge d'un département ou d'un service — Supervisor in charge of a department or service.....	7.50	7.50	7.00
	<i>l'heure</i>		
	—		
	<i>Per hour</i>		
3. Employée de bureau, aide-technicienne, aide-maternelle diplômée, aide-infirmière diplômée, garde-malade auxiliaire, institutrice, cuisinière, presseuse — Office employee, technician helper, certificated maternity ward attendant, certificated nurse assistant, auxiliary nurse, teacher, cook, presser.....	0.75	0.70	0.57
	<i>par jour</i>		
	—		
	<i>Per day</i>		
4. Couturière — Seamstress.....	7.00	6.50	6.00

	Zones		
	I	II	III
	l'heure		
	Per hour		
5. Employée junior — Junior employee:			
Moins de 16 ans — Under 16 years of age.....	\$ 0.40	\$ 0.40	\$ 0.40
De 16 à 18 ans — From 16 to 18 years of age.....	0.54	0.52	0.42
6. Salariée non comprise dans les catégories précédentes.— Em- ployee not included in the foregoing categories.....	0.65	0.63	0.53

A compter du 1er janvier 1961, les salaires minima des item "2" à "6" inclusivement, pour les zones I et II, seront majorés de \$0.04 ou \$0.25 par jour, à l'exception des employées junior de moins de 16 ans."

11° Les paragraphes "1" et "2" de l'article XI (*Salaires pour temps supplémentaire*), seront remplacés par les suivants:

	Zones		
	I	II	III
	l'heure		
	Per hour		
1. Mécanicien de machines fixes — Stationary engineman:			
a) 2e classe — 2nd class.....	\$ 1.98 $\frac{3}{4}$	\$ 1.94 $\frac{1}{4}$	\$ 1.82 $\frac{1}{4}$
b) 3e classe — 3rd class.....	1.91 $\frac{3}{4}$	1.79 $\frac{3}{4}$	1.67 $\frac{3}{4}$
c) 4e classe — 4th class.....	1.83 $\frac{3}{4}$	1.71 $\frac{3}{4}$	1.59 $\frac{3}{4}$
2. Chauffeur — Fireman.....	1.71 $\frac{3}{4}$	1.64 $\frac{1}{4}$	1.52 $\frac{1}{4}$

A compter du 1er janvier 1961, le salaire minimum pour temps supplémentaire des mécaniciens de machines fixes et des chauffeurs des zones I et II, sera majoré de \$0.06 l'heure."

12° Le paragraphe "a" de l'article XV sera remplacé par le suivant:

"a) Dans les zones I et II, le sacristain ou bedeau est employé à temps complet et doit recevoir le salaire hebdomadaire fixé à l'article VII, sauf dans des cas spéciaux qui doivent être soumis au Comité Paritaire et approuvés par ledit Comité et alors il est rémunéré au taux de \$1.00 l'heure dans la zone I et au taux de \$0.90 l'heure dans la zone II et selon le nombre d'heures de travail qu'il accomplit habituellement par semaine."

13° Les paragraphes suivants seront ajoutés à l'article XV:

"d) *Travaux après six (6) heures p.m.* Après (6) heures p.m., le sacristain ou bedeau n'est pas tenu, sauf en cas d'urgence, d'exécuter d'autres travaux que ceux relatifs aux offices religieux, au chauffage, à la fermeture de l'église et tout ce qu'elle comporte.

e) *Travaux exécutés pour le curé.* Le sacristain ou bedeau qui exécute un travail rapportant un certain revenu au curé, doit être rémunéré pour ce travail, à un taux non inférieur à celui prévu pour sa zone. Cette rémunération doit lui être versée en plus de son salaire régulier comme sacristain ou bedeau.

f) Dans la zone I, un aide, payé par la Fabrique, sera fourni au sacristain ou bedeau, entre six (6) heures p.m. et six (6) heures a.m., pour l'enlèvement de la neige, à l'occasion d'une tempête.

g) *Creusage des fosses:* Le creusage des fosses ne relève pas du travail régulier du sacristain ou bedeau. Toutefois, le sacristain ou bedeau aura la préférence d'agir comme fossoyeur à condition qu'il fasse le travail lui-même, à moins d'entente contraire avec le curé. Le prix du creusage des fosses sera déterminé avec le curé et selon le Règlement du Cimetière là où il existe un tel règlement."

From January 1, 1961, the minimum wages of items "2" to "6" inclusive, for zones I and II, shall be increased by \$0.04 per hour or \$0.25 per day, except for junior employees under 16 years of age."

11. Paragraphs "1" and "2" of article XI (*Wages for overtime*), will be replaced by the following:

	Zones		
	I	II	III
	l'heure		
	Per hour		
1. Mécanicien de machines fixes — Stationary engineman:			
a) 2e classe — 2nd class.....	\$ 1.98 $\frac{3}{4}$	\$ 1.94 $\frac{1}{4}$	\$ 1.82 $\frac{1}{4}$
b) 3e classe — 3rd class.....	1.91 $\frac{3}{4}$	1.79 $\frac{3}{4}$	1.67 $\frac{3}{4}$
c) 4e classe — 4th class.....	1.83 $\frac{3}{4}$	1.71 $\frac{3}{4}$	1.59 $\frac{3}{4}$
2. Chauffeur — Fireman.....	1.71 $\frac{3}{4}$	1.64 $\frac{1}{4}$	1.52 $\frac{1}{4}$

From January 1, 1961, the minimum wages for overtime of stationary engineman and fireman of zones I and II, shall be increased by \$0.06 per hour."

12. Paragraph "a" of article XV will be replaced by the following:

"a) In zones I and II, the sexton or the verger shall be employed on a full-time basis and shall receive the weekly wages established in article VII, except for special cases which shall be submitted to the Parity Committee and approved by the said Committee; then, he shall be remunerated on an hourly basis of \$1.00 in zone I or \$0.90 in zone II and according to the number of hours worked, habitually, per week."

13. The following paragraphs will be added to article XV:

"d) *Time worked after 6.00 p.m.:* After 6.00 p.m., the sexton or verger shall not be required, to except for emergencies, to do work that is not concerned with religious services, heating, the closing of the church and all that it implies.

e) *Work done for the parish priest:* The sexton or verger who does work that brings in an income for the parish priest shall be remunerated for that work at a rate not lower than that established for his zone. Such remuneration shall be paid in excess of his regular wages as sexton or verger.

f) In zone I, a helper paid by the Church Council shall be given to the sexton or verger between 6.00 p.m. and 6.00 a.m. for the removal of the snow on the occasion of heavy snowfalls.

g) *Digging of graves:* The digging of graves is not included in the regular work of the sexton or verger. However, the sexton or verger, unless otherwise agreed upon with the parish priest, shall have the privilege of acting as grave digger providing he does the work himself. The rate of pay for grave digging shall be determined with the parish priest and according to the cemetery regulations where such regulations exist."

14° L'article XVI sera remplacé par le suivant:

"XVI. *Objets ou articles brisés*: Aucun salarié ne paiera pour la perte ou le bris d'objets ou articles, mis à sa disposition par l'employeur pour l'exécution de son travail à moins qu'il ne soit prouvé qu'il y a eu négligence de la part du salarié."

15° L'article XVII sera remplacé par le suivant:

"XVII. Le salarié pour lequel un salaire hebdomadaire est ci-haut fixé, s'il n'a pas été requis de travailler ou n'a pas travaillé le nombre d'heures de travail de sa semaine normale de travail, est rémunéré, pour chaque heure de travail, au prorata horaire du même salaire."

16° L'article XIX sera remplacé par le suivant:

"XIX. Le salarié pour lequel un salaire journalier est ci-haut fixé et qui travaille plus de neuf (9) heures par jour, est rémunéré pour chaque heure ou fraction d'heure supplémentaire de travail, au taux d'un sixième (1/6) du salaire journalier ci-haut fixé."

17° Le paragraphe "a" de l'article XX sera remplacé par le suivant:

"XX. a) Le salarié régulier et l'employé surnuméraire, des deux sexes (y compris les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs), exécutant un travail entre 7.30 p.m. et 7.30 a.m., ont droit à un supplément de salaire comme suit:

Salaire régulier: \$3.00 par semaine;

Employé surnuméraire: \$0.07 l'heure de plus, que le taux horaire de son salaire."

#### CHAPITRE 4

##### *Dispositions relatives aux heures de travail*

18° Les paragraphes "4" et "5" de l'article XXIV seront remplacés par les suivants:

"4. de quarante-quatre (44) heures pour les employées de bureau;

5. de quarante-huit (48) heures, réparties en six (6) jours pour les infirmiers;

"6. de quarante-huit (48) heures pour les autres salariés, des deux sexes, assujettis au décret."

19° Les paragraphes "1" et "2" de l'article XXV seront remplacés par les suivants:

"XXV. *Employés surnuméraires*: 1. La journée normale des employés surnuméraires, pour laquelle un salaire journalier est ci-haut fixé, est de neuf (9) heures.

2. De neuf (9) heures pour les employés surnuméraires dont le salaire est fixé à l'heure."

20° Les sous-paragraphes "b" et "c" du paragraphe "1" de l'article XXVI seront remplacés par les suivants:

"b) en un (1) jour, en plus de neuf (9) heures;

c) en deux (2) jours, en plus de neuf (9) heures consécutives."

#### CHAPITRE 5

##### *Dispositions relatives aux congés, aux jours chômés et aux vacances*

21° Les paragraphes "1" et "7" de l'article XXVIII seront remplacés par les suivants:

"1. Il n'est pas accordé de congé hebdomadaire et mensuel aux employés réguliers suivants: mécaniciens de machines fixes, chauffeurs, cuisiniers ou cuisinières travaillant seuls."

"7. Aux sacristains ou bedeaux, dans toutes les zones, il est accordé une (1) journée de congé par semaine. Une entente, entre le curé et le sa-

14. Article XVI will be replaced by the following:

"XVI. *Broker objects or articles*: No employee shall pay for the loss or breaking of objects or articles which the employer puts at his disposal for the execution of his work unless there is proof of negligence on the employee's part."

15. Article XVII will be replaced by the following:

"XVII. The employees for whom weekly wages are stipulated hereinabove, if they have not been required to work or have not worked the number of working hours of their standard work week, are entitled, per working hour, to the hourly prorata of the same wages."

16. Article XIX will be replaced by the following:

"XIX. The employees for whom a daily rate of pay is hereinabove established and who work more than nine (9) hours per day, are paid for each hour or fraction of overtime hour of work, at the rate of one sixth (1/6) of the daily wages hereafter fixed."

17. Paragraph "a" of article XX will be replaced by the following:

"XX. a) The female and male regular employee and supernumerary employee (including stationary enginemen and firemen) doing work between 7.30 p.m. and 7.30 a.m., are entitled to an additional remuneration as follows:

Regular employee: \$3.00 per week;

Supernumerary employee: \$0.07 per hour more than his hourly rate of pay."

#### CHAPTER 4

##### *Provisions relating to working hours*

18. Paragraphs "4" and "5" of article XXIV will be replaced by the following:

"4. made up of forty-four (44) hours for office employees;

5. make up of forty-eight (48) hours, divided into six (6) days, for orderlies;

6. made up of forty-eight (48) hours for the other male and female employees governed by the decree."

19. Paragraphs "1" and "2" of article XXV will be replaced by the following:

"XXV. *Supernumerary employees*: 1. The standard work day of supernumerary employees for whom daily wages are fixed hereinabove shall consist of nine (9) hours.

2. The standard work day of supernumerary employees whose wages are fixed by the hour, shall consist of nine (9) hours."

20. Sub-paragraphs "b" and "c" of paragraph "1" of article XXVI will be replaced by the following:

"b) in a one (1) day, over and above nine (9) hours;

c) in two (2) days, over and above nine (9) consecutive hours;"

#### CHAPTER 5

##### *Provisions respecting days off, observed holidays and vacations*

21. Paragraphs "1" and "7" of article XXVIII will be replaced by the following:

"1. The following regular employees shall not be granted a weekly and monthly holiday: stationary enginemen, firemen, male or female cooks working alone."

"7. To sextons or vergers, in all zones, there shall be granted one (1) day off every week. It shall be determined, by agreement between the

cistain, déterminera si tel congé sera en journée complète ou en deux (2) après-midi.

Dans tous les cas où le congé hebdomadaire n'est pas accordé, le sacristain ou bedeau recevra une rémunération équivalente à:

a) Dix (10) heures de travail, pour la journée complète;

b) Cinq (5) heures de travail, pour la demi-journée.

Pour les fins du présent paragraphe et du paragraphe "b" de l'article XXIX, les taux horaires des zones I, II et III, sont les suivantes:

Zone I: \$1.00.

Zone II: \$0.90.

Zone III: ceux fixés au paragraphe "1" de l'article VII."

22° L'article XXIX sera remplacé par le suivant:

"XXIX. *Jours chômés et payés:* a) Le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, La Toussaint, l'Immaculée-Conception et Noël sont des jours chômés et payés, sauf pour les sacristains ou bedeaux.

b) Pour les sacristains ou bedeaux, les jours de fêtes suivants: la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail et l'Action de Grâce sont des jours chômés, et payés commençant après la ou les messes du matin, les mariages et les sépultures.

S'il est difficile ou impossible d'accorder le congé le jour même de la fête, ce congé doit être accordé au cours de la semaine. Si le congé n'est pas accordé au cours de la semaine, le sacristain ou bedeau doit recevoir une rémunération équivalente à dix (10) heures de travail, aux taux établis au paragraphe "7" de l'article XXVIII ci-haut."

23° Le sous-paragraphe "b", du paragraphe "1" de l'article XXX sera remplacé par le suivant:

"b) *Aux sacristains ou bedeaux:*

i. aux sacristains ou bedeaux ayant quatre (4) ans de service et plus, deux (2) semaines;

ii. aux sacristains ou bedeaux ayant moins de quatre (4) ans de service, une (1) semaine;

iii. aux sacristains ou bedeaux qui, à la date des vacances, n'ont pas un (1) an de service, un congé payé d'autant de demi-jours qu'ils ont de mois de calendrier de service;

iv. *Jours de congés payés pour cause de maladie:* Aux sacristains ou bedeaux qui ont un (1) an de service et plus, l'employeur doit accorder, chaque année, pour cause de maladie, les jours de congés payés suivants:

aux sacristains ou bedeaux ayant cinq (5) ans de service et plus, douze (12) jours;

aux sacristains ou bedeaux ayant moins de cinq (5) ans de service, six (6) jours;

Aucune réclamation n'est acceptée, pour ces jours de congés payés pour cause de maladie, à moins qu'elle soit accompagnée d'un certificat de maladie du médecin."

24° Le sous-paragraphe "c" suivant sera ajouté au paragraphe "1" de l'article XXX:

"c) *Aux autres salariés:*

i. aux salariés ayant huit (8) ans de service et plus, trois (3) semaines;

ii. aux salariés ayant trois (3) ans de service et plus, mais moins de huit (8) ans de service, deux (2) semaines;

iii. aux salariés ayant moins de trois (3) ans de service, une (1) semaine;

iv. aux salariés qui, à la date des vacances, n'ont pas un (1) an de service, un congé payé d'autant de demi-jours qu'ils ont de mois de calendrier de service.

parish priest and the sexton, whether the day off or holiday shall be a complete day off or two (2) afternoons.

Should the weekly holiday not be granted, the sexton or verger shall receive a remuneration equivalent to:

a) Ten (10) hours of work for the complete day;

b) Five (5) hours of work for the half day.

For the purposes of the present paragraph and of paragraph "b" of article XXIX, the hourly rates of zones I, II and III shall be as follows:

Zone I: \$1.00.

Zone II: \$0.90.

Zone III: rates fixed in paragraph "1" of article VII."

22. Article XXIX will be replaced by the following:

"XXIX. *Holidays with pay:* a) New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate-Conception Day and Christmas shall be observed holidays with pay, except for sextons or vergers.

b) For sextons or vergers, the following days: St. Jean Baptiste Day, Labour Day, and Thanksgiving Day shall be holidays with pay, beginning after morning mass or masses, marriages and funeral services.

Should it be difficult or impossible to give the day off on the very day of the holiday, it shall be given in the course of the week. Should the holiday not be given in the course of the week, the sexton or verger shall be paid for ten (10) hours of work at the rates established in paragraph "7" of article XXVIII."

23. Sub-paragraph "b" of paragraph "1" of article XXX will be replaced by the following:

"b) *To sextons or vergers:*

i. to sextons or vergers with four (4) or more years of service, two (2) weeks;

ii. to sextons or vergers with less than four (4) years of service, one (1) week;

iii. to sextons or vergers who, at the time of vacation, have less than one (1) year of service, a holiday with pay consisting of as many half-days as they have calendar months of service;

iv. *Days of absence for illness, with pay:* to sextons or vergers with one (1) year of service or more, employers shall grant, each year, the following days off with pay for illness:

to sextons or vergers with five (5) years of service or more, twelve (12) days;

to sextons or vergers with less than five (5) years of service, six (6) days;

All claims in respect of these days off with pay for illness shall be accompanied by a doctor's illness certificate.

24. The following sub-paragraph "c" will be added to paragraph "1" of article XXX:

"c) *To other employees:*

i. to employees with eight (8) or more years of service, three (3) weeks;

ii. to employees with three (3) or more years of service, but less than eight (8) years of service, two (2) weeks;

iii. to employees with less than three (3) years of service, one (1) week;

iv. to employees who, at the time of vacation, have less than one (1) year of service, a holiday with pay consisting of as many half-days as they have calendar months of service.

v. *Salarié malade durant les vacances annuelles:* Lorsqu'un salarié, durant la période de ses vacances annuelles, tombe malade et que la durée de sa maladie n'est pas inférieure à sa semaine normale de travail, ladite période de maladie n'est pas considérée comme période de vacances annuelles. Dans un tel cas, l'employeur, sur présentation par le salarié d'un certificat de maladie du médecin, doit accorder des jours de vacances supplémentaires, pour compenser lesdits jours de maladie, jusqu'à concurrence du nombre de jours de maladie au crédit du salarié, en regard du sous-paragraphe "vi" ci-après.

vi. *Jours de congés payés pour cause de maladie:* L'employeur doit accorder, chaque année, pour cause de maladie, à ses salariés qui ont un (1) an de service et plus, les jours de congés payés suivants:

- aux salariés ayant cinq (5) ans de service et plus, douze (12) jours par année;
- aux salariés ayant moins de cinq (5) ans de service, six (6) jours par année.

Aucune réclamation n'est acceptée, pour ces jours de congés payés, à moins qu'elle soit accompagnée d'un certificat de maladie du médecin.

vii. *Absence pour cause de maladie ou d'accident:* Le salarié, ayant trois (3) ans de service et plus, ne perdra pas, pour cause de maladie ou d'accident, ses droits acquis (vacances annuelles, jours de maladie et tous autres droits acquis), si son absence au travail pour cette cause, n'excède pas une période de trois (3) mois consécutifs et si elle peut être contrôlée par le Comité paritaire."

25° Le paragraphe "7" de l'article XXX sera remplacé par le suivant:

"7. *Indemnité en cas de renvoi ou de départ:* Tout salarié congédié ou qui quitte son emploi a droit, à son départ, sauf dans les cas prévus au sous-paragraphe "c" ci-après, à une indemnité équivalente à:

a) *Sacristains ou bedeau:* une demi-journée de travail, par mois de calendrier de service depuis le 1er mai précédant la date de son départ.

b) *Autres salariés:*  
i. une demi-journée de travail, par mois de calendrier de service depuis le 1er mai précédant la date de son départ, s'il a moins de trois (3) ans de service;

ii. une journée de travail, par mois de calendrier de service depuis le 1er mai précédant la date de son départ, après trois (3) ans de service;

iii. une journée et demie de travail, par mois de calendrier de service depuis le 1er mai précédant la date de son départ, après huit (8) ans de service.

c) Tout salarié qui quitte le service de son employeur sans donner le préavis prévu à l'article XXIV perd ses droits d'indemnité de départ. Il en est de même pour tout salarié qui quitte son emploi avant que la période de temps, prévue par ledit préavis donné ou reçu soit terminée."

26° L'article XXXII sera remplacé par le suivant:

"XXXII. *Uniforme:* L'uniforme de coton, complet ou non, exigé par la Direction de l'Institution, sera fourni et entretenu par l'employeur."

27° L'article XXXV sera remplacé par le suivant:

"XXXV. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au trente et unième jour de décembre 1961. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60)

v. *Employees sick during the annual vacation:* Should an employee become ill during the period of his annual vacation and should the duration of his illness be not less than that of his standard work week, such period of illness shall not be considered as the period of annual vacation. In such cases, employers, upon production by the employee of a doctor's illness certificate, shall grant additional days of vacation, to compensate for the days of illness, to the extent of the number of days of illness which the employee has to his credit, subject to the following sub-paragraph vi.

vi. *Days off with pay for illness:* Each year, employers shall grant, for illness, to employees with one (1) year of service or more, the following days off with pay:

- to employees with five (5) years of service or more, twelve (12) days per year;
- to employees with less than five (5) years of service, six (6) days per year.

All claims in respect of these days off with pay shall be accompanied by a doctor's illness certificate.

vii. *Absence caused by illness or accident:* Employees with three (3) years of service or more shall not, for reason of illness or accident, lose his rights (yearly vacation, days of illness and all other rights) when his absence for such cause does not exceed a period of three (3) consecutive months and when the duration thereof can be checked by the Parity Committee."

25. Paragraph "7" of article XXX will be replaced by the following:

"7. *Compensation in the event of discharge or departure:* Every employee who is discharged or who leaves his employer is entitled, upon leaving, except for cases provided in sub-paragraph "c" hereafter to an indemnity equivalent to:

a) *Sextons or vergers:* one half-day of work per calendar month of service since May 1 preceding the date of departure.

b) *Other employees:*  
i. one half-day of work per calendar month of service since May 1 preceding the date of departure, if he has less than three (3) years of service;

ii. one day of work per calendar month of service since May 1 preceding the date of departure, after three (3) years of service;

iii. one day and a half of work per calendar month of service since May 1 preceding the date of departure, after eight (8) years of service.

c) Every employee who leaves his employer without giving the notice referred to in article XXIV loses his rights in respect of departure indemnity. The same applies when an employee leaves his employer before the completion of the period of the notice, given or received."

26. Article XXXII will be replaced by the following:

"XXXII. *Uniforms:* The cotton uniform, complete or not, required by the Management of the Institution, shall be supplied and cleaned by the employer."

27. Article XXXV will be replaced by the following:

"XXXV. *Duration of the decree:* The present decree shall come into force on and from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force until the thirty-first day of December 1961. It shall thereafter renew itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party in writing to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th)

jours ni moins de trente (30) jours avant le premier janvier de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 18 juin 1960.

54219-0

day before January 1, of any year. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, June 18, 1960.

54219-0

## Examen du Barreau

## Bar Examination

### Barreau des Laurentides — Bar of Laurentides

CANDIDAT POUR L'EXAMEN À LA PRATIQUE DU DROIT  
CANDIDATE FOR THE EXAMINATION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juin 1960 — Examinations of June 1960

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Tremblay.....	Louis-Rhéal.....	25	Repentigny.

Joliette, 7 juin 1960 — Joliette, June 7th, 1960.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,  
MAURICE MAJEAU,  
Secretary of the Bar of Laurentides.

54242-0

## Lettres patentes

## Letters Patent

(P.G. 11188-60)

### Miami Mortgage Brokers Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes de "Miami Mortgage Brokers Inc.", en date du 17e jour de mars 1960, en remplaçant la description du capital-actions autorisé y décrite par la suivante: "Le montant du capital-actions de la compagnie, divisé en mille actions ordinaires de dix dollars chacune, devant être déterminé au montant de dix mille dollars, monnaie légale du Canada."

Daté au bureau du Procureur général, ce 2e jour de juin 1960.

L'Assistant-procureur général suppléant,

54174-0

P. FRENETTE.

(A.G. 11188-60)

### Miami Mortgage Brokers Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct the letters patent of "Miami Mortgage Brokers Inc.", dated the 17th day of March, 1960, by replacing the description of the authorized capital stock therein given by the following: "The amount of the capital stock of the company, divided into one thousand common shares of ten dollars each, to be fixed at the sum of ten thousand dollars, current money of Canada."

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of June, 1960.

P. FRENETTE,

54174

Acting Deputy Attorney General.

### Collège Sainte-Anne de Lachine

### Collège Sainte-Anne de Lachine

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 23 de la Loi constituant en corporation Les Sœurs de Sainte-Anne de Lachine (5-6 Elizabeth II, chapitre 160), il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze avril 1960, constituant en corporation le "Collège Sainte-Anne de Lachine".

Notice is given that under the provisions of article 23 of the Act incorporating "Les Sœurs de Sainte-Anne de Lachine" (5-6 Elizabeth II, chapter 160), the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has granted letters patent dated April twelfth, 1960, incorporating: the "Collège Sainte-Anne de Lachine".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la paroisse des Saints-Anges de Lachine.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le huit juin 1960.

54176-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

#### Hôpital Général du Christ-Roi de Verdun

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 14 de la Loi modifiant la charte de la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, 7-8 Elizabeth II, chapitre 176, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31 mars 1960, constituant en corporation l'"Hôpital Général du Christ-Roi de Verdun".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé dans la cité de Verdun.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le huit juin 1960.

54177-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

#### Hôpital du Sacré-Coeur de Cartierville

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 14 de la Loi modifiant la charte de la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, 7-8 Elizabeth II, chapitre 176, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31 mars 1960, constituant en corporation l'"Hôpital du Sacré-Coeur de Cartierville".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé dans la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le huit juin 1960.

54178-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

#### Hôpital St-Eusèbe de Joliette

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 14 de la Loi modifiant la charte de la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, 7-8 Elizabeth II, chapitre 176, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31 mars 1960, constituant en corporation l'"Hôpital St-Eusèbe de Joliette".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé dans la ville de Joliette.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le huit juin 1960.

54179-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

#### Hôpital St-Joseph de Lachine

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 14 de la Loi modifiant la charte de la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, 7-8 Elizabeth II, chapitre 176, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31 mars 1960, constituant en corporation l'"Hôpital St-Joseph de Lachine".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé dans la cité de Lachine.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le huit juin 1960.

54180-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the parish of Saints-Anges de Lachine.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of June, 1960.

54176 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

#### Hôpital Général du Christ-Roi de Verdun

Notice is given that under the provisions of article 14 of the Act amending the charter of "La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence", 7-8 Elizabeth II, chapter 176, letters patent have been granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated March 31, 1960, incorporating the "Hôpital Général du Christ-Roi de Verdun".

The head office of the corporation above mentioned is situated in the city of Verdun.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June eighth, 1960.

54177 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

#### Hôpital du Sacré-Coeur de Cartierville

Notice is given that under the provisions of article 14 of the Act amending the charter of "La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence", 7-8 Elizabeth II, chapter 176, letters patent have been granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated March 31, 1960, incorporating the "Hôpital du Sacré-Coeur de Cartierville".

The head office of the corporation above mentioned is situated in the city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary on June eighth, 1960.

54178 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

#### Hôpital St-Eusèbe de Joliette

Notice is given that under the provisions of article 14 of the Act amending the charter of the "La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence", 7-8 Elizabeth II, chapter 176, letters patent have been granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated March 31, 1960, incorporating the "Hôpital St-Eusèbe de Joliette".

The head office of the corporation above mentioned is situated in the city of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June eighth, 1960.

54179 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

#### Hôpital St-Joseph de Lachine

Notice is given that under the provisions of article 14 of the Act amending the charter of the "La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence", 7-8 Elizabeth II, chapter 176, letters patent have been granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated March 31, 1960, incorporating the "Hôpital St-Joseph de Lachine".

The head office of the corporation above mentioned is situated in the city of Lachine.

Given at the office of the Provincial Secretary on June eighth, 1960.

54180 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

**Hôpital St-Joseph de Trois-Rivières**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 14 de la Loi modifiant la charte de la Communauté des Soeurs de Charité de la Providence, 7-8 Elizabeth II, chapitre 176, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31 mars 1960, constituant en corporation l'"Hôpital St-Joseph de Trois-Rivières".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé dans la ville des Trois-Rivières.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le huit juin 1960.

54181-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

**Hôtel-Dieu de Valleyfield**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 14 de la Loi modifiant la charte de la Communauté des Soeurs de Charité de la Providence, 7-8 Elizabeth II, chapitre 176, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14 avril 1960, constituant en corporation l'"Hôtel-Dieu de Valleyfield".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé dans la ville de Valleyfield.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le huit juin 1960.

54182-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

**Institut Cardinal-Léger de Rosemont**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 23 de la Loi constituant en corporation Les Soeurs de Sainte-Anne de Lachine (5-6 Elizabeth II, chapitre 160), il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze avril 1960, constituant en corporation l'"Institut Cardinal-Léger de Rosemont".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la paroisse de Saint-Eugène de Rosemont.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le huit juin 1960.

54183-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

**Pensionnat des Saints-Anges de Saint-Jérôme**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 23 de la Loi constituant en corporation Les Soeurs de Sainte-Anne de Lachine (5-6 Elizabeth II, chapitre 160), il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze avril 1960, constituant en corporation le "Pensionnat des Saints-Anges de Saint-Jérôme".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la paroisse de la cathédrale de Saint-Jérôme.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le huit juin 1960.

54184-o *Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

**Pensionnat l'Ange-Gardien de Saint-Henri**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 23 de la Loi constituant en corporation Les Soeurs de Sainte-Anne de Lachine (5-6

**Hôpital St-Joseph de Trois-Rivières**

Notice is given that under the provisions of article 14 of the Act amending the charter of the "La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence", 7-8 Elizabeth II, chapter 176, letters patent have been granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated March 31, 1960, incorporating the "Hôpital St-Joseph de Trois-Rivières".

The head office of the corporation above mentioned is situated in the city of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary on June eighth, 1960.

54181 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

**Hôtel-Dieu de Valleyfield**

Notice is given that under the provisions of article 14 of the Act amending the charter of "La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence", 7-8 Elizabeth II, chapter 176, letters patent have been granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated April 14, 1960, incorporating the "Hôtel-Dieu de Valleyfield".

The head office of the corporation above mentioned is situated in the town of Valleyfield.

Given at the office of the Provincial Secretary on June eighth, 1960.

54182 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

**Institut Cardinal-Léger de Rosemont**

Notice is given that under the provisions of article 23 of the Act incorporating "Les Soeurs de Sainte-Anne de Lachine" (5-6 Elizabeth II, chapter 160), the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has granted letters patent dated April twelfth, 1960, incorporating the "Institut Cardinal-Léger de Rosemont".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the parish of Saint-Eugène de Rosemont.

Given at the office of the Provincial Secretary this eighth day of June, 1960.

54183 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

**Pensionnat des Saints-Anges de Saint-Jérôme**

Notice is given that in accordance with the provisions of article 23 of the act incorporating "Les Soeurs de Sainte-Anne de Lachine" (5-6 Elizabeth II, chapter 160), the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has granted letters patent dated April twelfth, 1960, incorporating the "Pensionnat des Saints-Anges de Saint-Jérôme".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the parish of the cathedral of Saint-Jérôme.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of June, 1960.

54184 *RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

**Pensionnat l'Ange-Gardien de Saint-Henri**

Notice is given that under the provisions of article 23 of the Act incorporating "Les Soeurs de Sainte-Anne de Lachine" (5-6 Elizabeth II,

Elizabeth II, chapitre 160), il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze avril 1960, constituant en corporation le "Pensionnat l'Ange-Gardien de Saint-Henri".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la paroisse de Saint-Henri de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le huit juin 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

54185-o

chapter 160), the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has granted letters patent dated April twelfth, 1960, incorporating the "Pensionnat l'Ange-Gardien de Saint-Henri".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the parish of Saint-Henri de Montréal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of June, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

54185

#### Queen of Angels Academy de Dorval

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 23 de la Loi constituant en corporation Les Soeurs de Sainte-Anne de Lachine (5-6 Elizabeth II, chapitre 160), il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze avril 1960, constituant en corporation "Queen of Angels Academy de Dorval".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la paroisse de La Présentation de Dorval.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le huit juin 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

54186-o

#### Queen of Angels Academy of Dorval

Notice is given that in accordance with the provisions of article 23 of the Act incorporating "Les Soeurs de Sainte-Anne de Lachine" (5-6 Elizabeth II, chapter 160), the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has granted letters patent dated April twelfth, 1960, incorporating "Queen of Angels Academy de Dorval".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the parish of the Presentation de Dorval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of June, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

54186

#### Collège d'Arthabaska (S.C.)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17 mai 1960, constituant en corporation le "Collège d'Arthabaska (S.C.)".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville d'Arthabaska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le huit juin 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

54199-o

#### Collège d'Arthabaska (S.C.)

Notice is given that under the provisions of article 20 of the Roman Catholic Bishops' Act, 14 George VI, chapter 76, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, has granted letters patent dated May 17, 1960, incorporating the "Collège d'Arthabaska (S.C.)".

The head office of the above mentioned corporation is situated in the town of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary on June eighth, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

54199

#### Foyer St-Paul

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi modifiant la charte de La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal, (communément appelées Soeurs grises), 8-9 Elizabeth II, chapitre 193, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1960, constituant en corporation le "Foyer St-Paul".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Drummondville, district d'Arthabaska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le huit juin 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

54200-o

#### Foyer St-Paul

Notice is given that under the provisions of the act altering the charter of "La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal" (commonly called "Soeurs grises"), 8-9 Elizabeth II, chapter 193, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, dated April fourteenth, 1960, incorporating the "Foyer St-Paul".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the town of Drummondville, district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary this eighth day of June, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

54200

#### Hôtel-Dieu d'Amos

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi modifiant la charte de La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (communément appelées Soeurs grises), 8-9 Elizabeth II, chapitre 193, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1960, constituant en corporation l'"Hôtel-Dieu d'Amos".

#### Hôtel-Dieu d'Amos

Notice is given that under the provisions of the act altering the charter of "La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal" (commonly called "Soeurs grises"), 8-9 Elizabeth II, chapter 193, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, dated April fourteenth, 1960, incorporating the "Hôtel-Dieu d'Amos".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville d'Amos, district d'Abitibi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le huit juin 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

54201-o

RAYMOND DOUVILLE.

### Hôpital du Christ-Roi

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi modifiant la charte de La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (communément appelées Soeurs grises), 8-9 Elizabeth II, chapitre 193, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1960, constituant en corporation l'"Hôpital du Christ-Roi".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Nicolet, district de Nicolet.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le huit juin 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

54202-o

RAYMOND DOUVILLE.

### Hôpital Ste-Croix

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi modifiant la charte de La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (communément appelées Soeurs grises), 8-9 Elizabeth II, chapitre 193, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1960, constituant en corporation l'"Hôpital Ste-Croix".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Drummondville, district d'Arthabaska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le huit juin 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

54203-o

RAYMOND DOUVILLE.

### Hôpital St-Jean

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi modifiant la charte de La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (communément appelées Soeurs grises), 8-9 Elizabeth II, chapitre 193, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1960, constituant en corporation l'"Hôpital St-Jean".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de St-Jean, district d'Iberville.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le huit juin 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

54204-o

RAYMOND DOUVILLE.

### Hôpital St-Joseph de La Tuque

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi modifiant la charte de La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (communément appelées Soeurs grises), 8-9 Elizabeth II, chapitre 193, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1960, constituant en corporation l'"Hôpital St-Joseph de La Tuque".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the town of Amos, district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary this eighth day of June, 1960.

RAYMOND DOUVILLE.

54201

Assistant Secretary of the Province.

### Hôpital du Christ-Roi

Notice is given that under the provisions of the Act amending the charter of "La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal" (commonly called "Soeurs grises"), 8-9 Elizabeth II, chapter 193, letters patent have been granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated April fourteenth, 1960, incorporating the "Hôpital du Christ-Roi".

The head office of the above mentioned corporation is situated in the town of Nicolet, district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary on June eighth, 1960.

RAYMOND DOUVILLE.

54202

Assistant Secretary of the Province.

### Hôpital Ste-Croix

Notice is given that under the provisions of the act altering the charter of "La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal" (commonly called "Soeurs grises"), 8-9 Elizabeth II, chapter 193, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, dated April fourteenth, 1960, incorporating the "Hôpital Ste-Croix".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the town of Drummondville, district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary this eighth day of June, 1960.

RAYMOND DOUVILLE.

54203

Assistant Secretary of the Province.

### Hôpital St-Jean

Notice is given that under the provisions of the act altering the charter of "La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal" (commonly called "Soeurs grises"), 8-9 Elizabeth II, chapter 193, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, dated April fourteenth, 1960, incorporating the "Hôpital St-Jean".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the town of St-Jean, district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary this eighth day of June, 1960.

RAYMOND DOUVILLE.

54204

Assistant Secretary of the Province.

### Hôpital St-Joseph de La Tuque

Notice is given that under the provisions of the Act amending the charter of "La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal" (commonly called Soeurs grises"), 8-9 Elizabeth II, chapter 193, letters patent have been granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec dated March thirty-first 1960, incorporating the "Hôpital St-Joseph de La Tuque".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de La Tuque, district de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le huit juin 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

54205-o

RAYMOND DOUVILLE.

**Hôtel-Dieu de Nicolet**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi modifiant la charte de La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (communément appelées Soeurs grises), S-9 Elizabeth II, chapitre 193, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1960, constituant en corporation l'"Hôtel-Dieu de Nicolet".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Nicolet, district de Nicolet.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le huit juin 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

54206-o

RAYMOND DOUVILLE.

The head office of the above mentioned corporation is situated in the town of La Tuque, district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary on June eighth, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

54205

*Assistant Secretary of the Province.*

**Hôtel-Dieu de Nicolet**

Notice is given that under the provisions of the act altering the charter of "La Communauté des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal" (commonly called "Soeurs grises"), S-9 Elizabeth II, chapter 193, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April fourteenth, 1960, incorporating the "Hôtel-Dieu de Nicolet".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the town of Nicolet, district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary this eighth day of June, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

54206

*Assistant Secretary of the Province.*

**Avis divers**

(P.G. 4151-47)

**The Association of Granby Manufacturers Inc.**

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le deux juin 1960, approuvé le règlement spécial "D", modifiant les règlements généraux de "The Association of Granby Manufacturers Inc.", tel qu'adopté à l'assemblée générale spéciale tenue le 20 avril 1960, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le sept juin 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

54187

RAYMOND DOUVILLE.

**Miscellaneous notices**

(A.G. 4151-47)

**The Association of Granby Manufacturers Inc.**

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on the second of June, 1960, approved special by-law "D", amending the general by-laws of "The Association of Granby Manufacturers Inc.", as adopted at the special general meeting held on April 20, 1960, and such pursuant to the provisions of article 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on June seventh, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

54187

*Assistant Secretary of the Province.*

**Ministère des Finances  
Assurances**

**Chartered Trust Company**

*Avis de changement d'adresse*

Avis est par les présentes donné que "Chartered Trust Company", dont le siège social est situé à 34 ouest, rue King, Toronto, a changé, le 6 mai 1960, l'adresse de son procureur dans la province de Québec, de 388 ouest, rue St-Jacques, Montréal, à 625 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Donné au bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicommis, Ministère des finances, le 1er juin 1960.

*Pour le Ministre des finances  
de la province,*

GEORGES LAFRANCE,

*Inspecteur des compagnies de fidéicommis.*

54207-o

**Department of Finance  
Insurance**

**Chartered Trust Company**

*Notice of change of address*

Notice is hereby given that "Chartered Trust Company", whose head office is situate at 34 King Street West, Toronto, has changed on the 6th of May, 1960, the address of its attorney in the Province of Quebec, from 388 St. James Street West, Montreal, to 625 Dorchester Boulevard West, Montreal.

Given at the office of the inspector of trust companies, Department of Finance, the 1st of June, 1960.

*For the Minister of Finance  
of the Province,*

GEORGES LAFRANCE,

*Inspector of Trust Companies.*

54207-o

**Nomination**

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 26 avril 1960.

M. Henri Jolicœur, de la cité de Québec, avocat, membre du Barreau de la province, et conseil en loi de la Reine: nommé, en vertu de l'article 216 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), à compter du 1er mai 1960, juge des sessions, avec résidence dans la cité de Québec ou le voisinage immédiat, ledit M. Henri Jolicœur, vu sa présente nomination, par le lieutenant-gouverneur en conseil, comme juge des sessions, étant, sous l'autorité du paragraphe "b" de l'article 466 du Code criminel, autorisé à exercer, à compter du 1er mai 1960, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

54174-o

**Appointment**

Notice is given that the Lieutenant-Governor has been pleased to make, by Commission, under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Quebec, April 26, 1960.

Mr. Henri Jolicœur, of the city of Quebec, advocate, member of the Provincial Bar and Queen's Counsel: appointed, under article 216 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), from and after May 1st, 1960, Judge of the Sessions, with residence in the city of Quebec or immediate vicinity, the said Mr. Henri Jolicœur, in view of his present appointment, by the Lieutenant-Governor in Council, as Judge of the Sessions, being, under the authority of paragraph "b" of article 466 of the Criminal Code, authorized to exercise, from and after May 1st, 1960, the jurisdiction of a Magistrate under Part XVI of this Criminal Code.

54174

**Proclamation**

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres Royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui les présentes, verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

**A**TTENDU QUE c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement.

A CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec, Nous convoquons par les présentes une nouvelle législature de la Province pour le septième jour de septembre prochain et mandons et ordonnons à ses membres de s'assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le vingt-septième jour d'avril, l'an de grâce mil neuf cent soixante et de Notre règne le neuvième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,  
(Signé) ANTOINE LEMIEUX.

53770-18-19-o

**Proclamation**

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

**W**HEREAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Quebec and to have their advice, expressed in Parliament;

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, We do hereby convene a new Legislature of the Province for the seventh day of September next, and do command and order the members thereof to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House, at Quebec, this twenty-seventh day of April, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty and the ninth year of Our Reign.

By command,

(Signed) ANTOINE LEMIEUX,  
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

53770-18-19

**Sièges sociaux**

**Gilfordson Investment Inc.**

Avis est par les présentes donné, que la compagnie "Gilfordson Investment Inc.", constituée en corporation par lettre patente en date du 17 avril 1959, établit son bureau principal au numéro 627 de la rue Dorchester ouest, à Montréal, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ce bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 17 décembre 1959.

54191-o **WM. MAXWELL FORD.**

**Riverside Speedway Limited**

Avis est par les présentes donné que "Riverside Speedway Limited", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 30 juillet 1957, et ayant son siège social à Montréal-Nord, P.Q., a établi son bureau au 8011 blvd Levesque.

Montréal, ce 1er jour de juin 1960.

54193 *Les Procureurs,*  
**KEATING & DRODY.**

**The Canadian Horlogical Publishing Company Limited**  
**La Compagnie des Éditions Horlogères Canadiennes Limitée**

Avis est donné que la compagnie "The Canadian Horlogical Publishing Company Limited — La Compagnie des Éditions Horlogères Canadiennes Limitée", constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 22e jour d'octobre 1958, et ayant son bureau principal dans les cité et district de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui, au numéro 1664 est, de l'avenue Mont-Royal, l'a transporté au numéro 2950 est, de la rue Masson, dans les cité et district de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 30e jour d'octobre 1958.

(Sceau) *Le Secrétaire,*  
54208-o **R. ANGRIGNON.**

(P.G. 11028-60)

**Southern Acceptance Corporation**

*Règlement spécial "A" (1960)*

Il est décrété à titre de règlement de "Southern Acceptance Corporation", ce qui suit:

Le bureau principal de la compagnie est transporté de la cité de Montréal au numéro 3033 est de la rue Jarry, dans la cité de Saint-Michel.

Copie fidèle du règlement spécial "A" (1960) dûment adopté par les directeurs à une assemblée tenue le 31 mars 1960 et approuvé par au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et tenue le même jour.

54209-o *Le Secrétaire,*  
**MARC MASSON BIENVENU.**

**Head Offices**

**Gilfordson Investment Inc.**

Notice is hereby given that the company "Gilfordson Investment Inc.", incorporated by letters patent April 17th, 1959, has established its head office at 627 Dorchester Street West, Montreal, P.Q.

From and after the date of the present notice the said office is considered as being its head office.

Given at Montreal, this 17th day of December, 1959.

54191-o **WM. MAXWELL FORD.**

**Riverside Speedway Limited**

Notice is hereby given that "Riverside Speedway Limited", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act on the 30th July, 1957, and having its head office in Montreal-North, P.Q., has established its office at 8011 Levesque Blvd.

Montreal, this 1st day of June, 1960.

54193-o **KEATING & DRODY,**  
*Attorneys.*

**The Canadian Horlogical Publishing Company Limited**  
**La Compagnie des Éditions Horlogères Canadiennes Limitée**

Notice is given that the company "The Canadian Horlogical Publishing Company Limited — La Compagnie des Éditions Horlogères Canadiennes Limitée", incorporated by letters patent issued on the 22nd day of October, 1958, and having its head office in the city and district of Montreal, where its head office was situated until today, at number 1664 Mount Royal avenue, east, has changed it to number 2950 Masson street, east, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this thirtieth day of October, 1958.

(Seal) **R. ANGRIGNON,**  
54208 *Secretary.*

(A.G. 11028-60)

**Southern Acceptance Corporation**

*Special by-law "A" (1960)*

Be it enacted as a by-law of "Southern Acceptance Corporation", as follows:

The head office of the company is transferred from the city of Montreal to number 3033 Jarry Street East, in the city of Saint-Michel.

Certified true copy of special by-law "A" (1960) duly adopted by the directors at a meeting held on March 31st, 1960 and approved by at least two-thirds in value of the shares represented at a special general meeting called for such purpose and held on the same day.

54209 **MARC MASSON BIENVENU,**  
*Secretary.*

**Taverne Capri Inc.**

Avis est donné que la compagnie "Taverne Capri Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 mars 1960, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 2168 de la rue St-Patrick.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 21ème jour de mars 1960.

54210-o

*Le Président,*  
BRUNO FULGINI.

**Reg Limited**

Avis est par les présentes donné que "Reg Limited", constituée en corporation en vertu des lois de la province de Québec par lettres patentes en date du 30e jour de mars 1960, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, au 1477 ouest, rue Sherbrooke, où son bureau était situé jusqu'à ce jour, l'a déménagée au 1420 ouest, rue Sherbrooke, dans la cité de Montréal, P.Q.

A compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 15e jour d'avril 1960.

54216

*Reg Limited,*  
*Par le Secrétaire-trésorier,*  
EMILIO GIOIA.

**United Fruit & Produce Terminal (MTL.) Ltd.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "United Fruit & Produce Terminal (MTL.) Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 29e jour d'août 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 1665 avenue Trudel.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 8e jour de juin 1960.

(Sceau)  
54217

*Le Président,*  
ARTHUR CRELINSTEN.

**La Corporation Foncière de Montréal**

Avis est donné que la compagnie "La Corporation Foncière de Montréal", constituée en corporation par lettres patentes émises le 22 octobre 1957 et qui avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 10 Est, de la rue St-Jacques en la cité de Montréal, l'a transporté au numéro 33 Ouest, de ladite rue St-Jacques à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 15 février 1960.

(Sceau)  
54222-o

*Le Secrétaire,*  
JACQUES DUSSAULT.

**L'Entraide Richelieu Ltée**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "L'Entraide Richelieu Ltée", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de

**Taverne Capri Inc.**

Notice is hereby given that "Taverne Capri Inc.", incorporated by letters patent dated March 17th, 1960, and having its head office in Montreal, district of Montreal, has established its office at 2168 St-Patrick street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 21st, day of March, 1960.

54210-o

*BRUNO FULGINI,*  
*President.*

**Reg Limited**

Notice is hereby given that "Reg Limited", incorporated under the laws of the Province of Quebec by letters patent dated the 30th day of March, 1960, and having its head office in the city of Montreal at 1477 Sherbrooke Street West where its office was situated up to today, has moved it to 1420 Sherbrooke Street West, in the city of Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th day of April, 1960.

54216-o

*Reg Limited,*  
*Per EMILIO GIOIA,*  
*Secretary-Treasurer.*

**United Fruit & Produce Terminal (MTL.) Ltd.**

Notice is hereby given that "United Fruit & Produce Terminal (MTL.) Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 29th day of August, 1958, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 1665 Trudel Avenue;

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 8th day of June, 1960.

(Seal)  
54217-o

ARTHUR CRELINSTEN,  
*President.*

**La Corporation Foncière de Montréal**

Notice is given that the company "La Corporation Foncière de Montréal", incorporated by letters patent issued on October 22, 1957 and whose office was situated on date at number 10 St-James Street East, in the city of Montreal, has transferred it to 33 West of the said St-James Street, in Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 15th day of February, 1960.

(Seal)  
54222

JACQUES DUSSAULT,  
*Secretary.*

**L'Entraide Richelieu Ltée**

Notice is hereby given that "L'Entraide Richelieu Ltée", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 21st day of April, 1960, and having its head

Québec, le 21<sup>ème</sup> jour d'avril 1960, et ayant son siège social en la ville de Tracy, en ladite province, a établi son bureau au N<sup>o</sup> 710 de la route Marie-Victorin, Tracy.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la Ville de Tracy, de troisième jour de juin mil neuf cent soixante.

*Le Président,*

JEAN-R. MARCOUX, M.D.

54223-o

**Magasin Co-op de St-Tite**

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Magasin Co-op de St-Tite", en date du 7 juin 1960, dont le siège social est situé à Saint-Tite, comté de Laviolette, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le treize juin 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

RAYMOND DOUVILLE.

54224-o

**Provincial Graphite Co. Ltd.  
(No Personal Liability)**

Avis est par les présentes donné que "Provincial Graphite Co. Ltd." (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec le 13<sup>e</sup> jour de novembre 1959 et ayant son siège social dans le district de Montréal, Qué., a établi son bureau au 195 avenue du Parc, Laval des Rapides, district de Montréal, Qué.

A compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 2<sup>e</sup> jour de juin 1960.

*Le Président,*

ANDRÉ VAILLANCOURT.

54228

**Rainville Automobiles Inc.**

Avis est par les présentes donné, que "Rainville Automobiles Inc.", incorporée par lettres patentes, en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 26 février 1960, ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité de Granby, district de Bedford, a établi son siège social No. 8 Ave City, en la cité de Granby.

A compter de la date du présent avis, cette adresse est considérée par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Signé à Granby, P.Q., ce 9<sup>ème</sup> jour de juin, 1960.

*Le Président,*

MAURICE PROULX.

54238-o

**Aldo Rivelli Inc.**

Avis est donné que la compagnie "Aldo Rivelli Inc.", constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes émises le 4<sup>ème</sup> jour de mai 1960, a son siège social à Laval-des-Rapides, P. Q., au numéro 20 de la rue Grenon.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Laval-des-Rapides, ce 16 mai 1960.

*Le Secrétaire,*

BERNARD M. DESCHÊNES.

54248-o

office in the Town of Tracy, in the said Province, has established its office at 710, Marie-Victorin, Tracy.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated in the town of Tracy, this third day of June one thousand nine hundred and sixty.

JEAN-R. MARCOUX, M.D.,

*President.*

54223-o

**Magasin Co-op de St-Tite**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Magasin Co-op de St-Tite", under date June 7, 1960, whereof the head office is at Saint-Tite, county of Laviolette, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of June, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

*Assistant Secretary of the Province.*

54224

**Provincial Graphite Co. Ltd.  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Provincial Graphite Co. Ltd." (No Personal Liability), incorporated by letters patent under the Quebec Mining Companies' Act on the 13th day of November 1959 and having its head office in the district of Montreal, Que., has established its office at 195 Park Avenue, Laval des Rapides, district of Montreal, Que.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 2nd day of June 1960.

ANDRÉ VAILLANCOURT,

*President.*

54228-o

**Rainville Automobiles Inc.**

Notice is hereby given that "Rainville Automobiles Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, dated February 26, 1960, having its head office and chief place of business in the city of Granby, district of Bedford, has established its head office at No. 8 City Ave. in the city of Granby.

From and after the date of this notice, this address is considered by the company as being its head office.

Signed at Granby, P.Q., this ninth day of June, 1960.

MAURICE PROULX,

*President.*

54238

**Aldo Rivelli Inc.**

Notice is given that the company "Aldo Rivelli Inc.", incorporated in the province of Quebec by letters patent issued on the fourth day of May, 1960, has its head office at Laval-des-Rapides, P. Q., at number 20 Grenon street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Laval-des-Rapides, May 16, 1960.

BERNARD M. DESCHÊNES,

*Secretary.*

54248

**R. Brouillette Inc**

Avis est donné que la compagnie "R. Brouillette Inc", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 21 janvier 1960, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 6686 rue DeGaspé, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 1er avril 1960.

*Le Président,*

54247-o

ROSAIRE BROUILLETTE.

**R. Brouillette Inc**

Notice is hereby given that the "R. Brouillette Inc", company incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the twenty-first day of January 1960, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 6686 DeGaspé, St., Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this first day of April, 1960.

ROSAIRE BROUILLETTE,

*President.*

54247-o

**Soumissions****Canton La Minerve****Comté de Labelle**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Jos Beaudin, secrétaire-trésorier La Minerve, comté de Labelle, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 4 juillet 1960, pour l'achat de \$50,000.00 d'obligations du canton La Minerve, comté de Labelle, datées du 1er juillet 1960 et remboursables par séries du 1er juillet 1961 au 1er juillet 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt numéro 108 — travaux d'aqueduc et de protection contre les incendies.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$50,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1961	\$ 500.00
1er juillet 1962	500.00
1er juillet 1963	500.00
1er juillet 1964	1,000.00
1er juillet 1965	1,000.00
1er juillet 1966	1,000.00
1er juillet 1967	1,000.00
1er juillet 1968	1,000.00
1er juillet 1969	1,000.00
1er juillet 1970	1,000.00
1er juillet 1971	1,000.00
1er juillet 1972	1,000.00
1er juillet 1973	1,500.00
1er juillet 1974	1,500.00
1er juillet 1975	1,500.00
1er juillet 1976	1,500.00
1er juillet 1977	1,500.00
1er juillet 1978	1,500.00
1er juillet 1979	2,000.00
1er juillet 1980	28,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Minerve, comté de Labelle.

**Tenders****La Minerve Township****County of Labelle**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jos Beaudin, secretary-treasurer, La Minerve, county of Labelle, until 8.00 o'clock p.m. on Monday, July 4, 1960, for the purchase of an issue of \$50,000.00 of bonds for the township of La Minerve, county of Labelle, dated July 1st, 1960, and redeemable serially from July 1st, 1961 to July 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law number 108 — work and aqueduct and fire protection.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$50,000.00 — 20 years

Year	Capital
July 1st, 1961	\$ 500.00
July 1st, 1962	500.00
July 1st, 1963	500.00
July 1st, 1964	1,000.00
July 1st, 1965	1,000.00
July 1st, 1966	1,000.00
July 1st, 1967	1,000.00
July 1st, 1968	1,000.00
July 1st, 1969	1,000.00
July 1st, 1970	1,000.00
July 1st, 1971	1,000.00
July 1st, 1972	1,000.00
July 1st, 1973	1,500.00
July 1st, 1974	1,500.00
July 1st, 1975	1,500.00
July 1st, 1976	1,500.00
July 1st, 1977	1,500.00
July 1st, 1978	1,500.00
July 1st, 1979	2,000.00
July 1st, 1980	28,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at La Minerve, county of Labelle.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juillet 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, avant le 1er juillet 1970 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 4 juillet 1960, à 8.00 heures du soir, en la salle municipale, La Minerve, comté de Labelle.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Minerve, (Comté de Labelle), ce 13 juin 1960.

Le Secrétaire-trésorier,  
JOS BEAUDIN.

La Minerve, (Labelle), P.Q.  
Téléphone: 628 sonnez 13,  
par Labelle.

54235-0

**La Commission des écoles catholiques  
de Hull**  
Comté de Hull

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lucien Laverdure, secrétaire-trésorier, édifice Collège Notre-Dame, 99, rue Hôtel de Ville, Hull, jusqu'à 7.30 heures du soir, mercredi, le 6 juillet 1960, pour l'achat de \$1,070,000.00 d'obligations de la Commission des écoles catholiques de Hull, comté de Hull, datées du 1er juin 1960 et remboursables par séries du 1er juin 1961 au 1er juin 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 13 avril 1960 — construction d'une école secondaire dans la paroisse de St-Jean-Bosco, achat de terrains pour futures écoles, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$1,070,000.00—20 ans

Année	Capital
1er juin 1961	x\$ 70,500.00
1er juin 1962	x 75,000.00
1er juin 1963	x 79,500.00
1er juin 1964	x 84,000.00
1er juin 1965	x 89,000.00
1er juin 1966	x 94,500.00
1er juin 1967	x 100,000.00
1er juin 1968	x 106,500.00
1er juin 1969	22,000.00
1er juin 1970	23,500.00
1er juin 1971	24,500.00

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to July 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to July 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, July 4, 1960, at 8.00 o'clock p.m., in the municipal auditorium, La Minerve, county of Labelle.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Minerve, (County of Labelle), June 13, 1960.

JOS BEAUDIN,  
Secretary-Treasurer.

La Minerve, (Labelle), P.Q.  
Telephone: 628 ring 13,  
by Labelle.

54235

**The Catholic School Commission  
of Hull**  
County of Hull

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Lucien Laverdure, secretary-treasurer, Notre-Dame College Building, 99 City Hall street, Hull, until 7.30 o'clock p.m. on Wednesday, July 6, 1960, for the purchase of an issue of \$1,070,000.00 of bonds for the Catholic School Commission of Hull, county of Hull, dated June 1st, 1960, and redeemable serially from June 1st, 1961 to June 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated April 13, 1960 — construction of a high school in St-Jean-Bosco parish, purchase of lots of land for future schools, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$1,070,000.00—20 years

Year	Capital
June 1st, 1961	x\$ 70,500.00
June 1st, 1962	x 75,000.00
June 1st, 1963	x 79,500.00
June 1st, 1964	x 84,000.00
June 1st, 1965	x 89,000.00
June 1st, 1966	x 94,500.00
June 1st, 1967	x 100,000.00
June 1st, 1968	x 106,500.00
June 1st, 1969	22,000.00
June 1st, 1970	23,500.00
June 1st, 1971	24,500.00

1er juin 1972.....	\$ 26,000.00
1er juin 1973.....	28,000.00
1er juin 1974.....	29,500.00
1er juin 1975.....	31,000.00
1er juin 1976.....	33,000.00
1er juin 1977.....	35,000.00
1er juin 1978.....	37,000.00
1er juin 1979.....	39,500.00
1er juin 1980.....	42,000.00

June 1st, 1972.....	\$ 26,000.00
June 1st, 1973.....	28,000.00
June 1st, 1974.....	29,500.00
June 1st, 1975.....	31,000.00
June 1st, 1976.....	33,000.00
June 1st, 1977.....	35,000.00
June 1st, 1978.....	37,000.00
June 1st, 1979.....	39,500.00
June 1st, 1980.....	42,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$725,000.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en huit versements de \$90,625.00 chacun, de 1961 à 1968 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hull.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juin 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juin 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 6 juillet 1960, à 7.30 heures du soir, édifice Collège Notre-Dame, 99 rue Hôtel de Ville, Hull, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hull, (Comté de Hull), ce 13 juin 1960.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
LUCIEN LAVERDURE.

Édifice Collège Notre-Dame,  
99 rue Hôtel de Ville,  
Hull, (Hull), P.Q.  
Téléphone: PR-7-3897.

54236-0

**Village de Price**  
Comté de Matane

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé Gilbert Bernier, secrétaire-trésorier, Price, comté de Matane, jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 4 juillet 1960, pour l'achat de \$44,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$725,000.00 granted by the Provincial Secretary and payable in eight instalments of \$90,625.00 each from 1961 to 1968 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Hull.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to June 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to June 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to June 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, July 6, 1960, at 7.30 o'clock p.m., in the Notre-Dame College Building, 99 City Hall street, Hull, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Hull, (County of Hull), June 13, 1960.

LUCIEN LAVERDURE,  
Secretary-Treasurer.

Notre-Dame College Building,  
99 City Hall street,  
Hull, (Hull), P.Q.  
Telephone PR-7-3897.

54236

**Village of Price**  
County of Matane

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gilbert Bernier, Secretary-Treasurer, Price, county of Matane, until 7.30 o'clock p.m., Monday, July 4, 1960, for the purchase of an issue of \$44,500.00 of

d'obligations du village de Price, comté de Matane, datées du 1er août 1960 et remboursables par séries du 1er août 1961 au 1er août 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 60 — emprunt de renouvellement.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$44,500.00 — 15 ans

Année	Capital
1er août 1961.....	\$1,000.00
1er août 1962.....	1,000.00
1er août 1963.....	2,500.00
1er août 1964.....	2,500.00
1er août 1965.....	2,500.00
1er août 1966.....	2,500.00
1er août 1967.....	3,000.00
1er août 1968.....	3,000.00
1er août 1969.....	3,500.00
1er août 1970.....	3,500.00
1er août 1971.....	3,500.00
1er août 1972.....	3,500.00
1er août 1973.....	4,000.00
1er août 1974.....	4,000.00
1er août 1975.....	4,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des deux termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Price, comté de Matane.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, ou avant le 1er août 1968 inclusivement si elles sont émises pour le terme de quinze ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumissions devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 4 juillet 1960, à 7.30 heures du soir, en la salle municipale, Price, comté de Matane.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Price, (Comté de Matane), ce 13 juin 1960.

Le Secrétaire-trésorier,

GILBERT BERNIER.

Price, (Matane), P. Q.

Téléphone: PRésident 5-3865.

54239-0

bonds for Price Village, county of Matane, dated August 1st, 1960, and redeemable serially from August 1st, 1961 to August 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 60 — Loan renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$44,500.00 — 15 years

Year	Capital
August 1st, 1961.....	\$1,000.00
August 1st, 1962.....	1,000.00
August 1st, 1963.....	2,500.00
August 1st, 1964.....	2,500.00
August 1st, 1965.....	2,500.00
August 1st, 1966.....	2,500.00
August 1st, 1967.....	3,000.00
August 1st, 1968.....	3,000.00
August 1st, 1969.....	3,500.00
August 1st, 1970.....	3,500.00
August 1st, 1971.....	3,500.00
August 1st, 1972.....	3,500.00
August 1st, 1973.....	4,000.00
August 1st, 1974.....	4,000.00
August 1st, 1975.....	4,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the two terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Price, county of Matane.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to August 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, July 4, 1960, at 7.30 o'clock p.m., at the Municipal Hall, Price, county of Matane.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Price, (County of Matane), June 13, 1960.

GILBERT BERNIER,  
Secretary-Treasurer.

Price, (Matane), P. Q.

Téléphone: PRésident 5-3865.

54239

**Ville de St-Bruno-de-Montarville**  
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et en dossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné J.-P.-R. Boissy, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 1585 rue Montarville, St-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 4 juillet 1960, pour l'achat de \$513,500.00 d'obligations de la ville de St-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly, datées du 1er juillet 1960 et remboursables par séries du 1er juillet 1961 au 1er juillet 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos: 130 — \$28,000.00, travaux d'améliorations locales; 133 — \$30,000.00, préparation d'un plan directeur; 134 — \$19,500.00, travaux de drainage et construction de trottoirs; 135 — \$28,000.00, travaux d'égouts et construction de trottoirs; 136 — \$11,400.00, travaux de voirie; 137 — \$7,200.00, travaux de voirie; 138 — \$16,800.00, travaux de voirie; 139 — \$8,500.00, travaux d'améliorations locales; 140 — \$3,800.00, travaux d'améliorations locales; 141 — \$11,300.00, travaux d'améliorations locales; 142 — \$21,500.00, travaux d'améliorations locales; 143 — \$9,200.00, travaux d'améliorations locales; 144 — \$5,800.00, travaux d'aqueduc et d'égouts; 145 — \$3,600.00, travaux de voirie; 146 — \$3,100.00, travaux de voirie; 147 — \$3,100.00, travaux de voirie; 148 — \$8,200.00, travaux de voirie; 149 — \$6,800.00, travaux de voirie; 150 — \$7,300.00, travaux de voirie; 151 — \$5,200.00, travaux de voirie; 152 — \$6,800.00, travaux de voirie; 153 — \$100,00.00, achat d'un immeuble pour servir d'hôtel de ville; 155 — \$7,100.00, travaux de voirie et de drainage; 156 — \$6,000.00, travaux de voirie et de drainage; 157 — \$4,600.00, travaux de voirie et de drainage; 158 — \$4,150.00, travaux de voirie et de drainage; 159 — \$14,500.00, travaux d'améliorations locales; 160 — \$9,500.00, travaux de drainage, trottoirs, puisard, etc.; 161 — \$10,000.00, travaux de trottoirs; 169 — \$12,700.00, travaux d'améliorations locales; et 174 — \$100,000.00, travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$513,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1961.....	\$12,000.00
1er juillet 1962.....	14,000.00
1er juillet 1963.....	15,000.00
1er juillet 1964.....	15,000.00
1er juillet 1965.....	16,000.00
1er juillet 1966.....	16,500.00
1er juillet 1967.....	19,000.00
1er juillet 1968.....	19,000.00
1er juillet 1969.....	20,000.00
1er juillet 1970.....	21,000.00
1er juillet 1971.....	24,000.00
1er juillet 1972.....	24,000.00
1er juillet 1973.....	25,000.00
1er juillet 1974.....	26,000.00
1er juillet 1975.....	28,000.00
1er juillet 1976.....	27,500.00
1er juillet 1977.....	28,500.00
1er juillet 1978.....	31,000.00
1er juillet 1979.....	32,500.00
1er juillet 1980.....	99,500.00

**Town of St-Bruno-de-Montarville**  
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-P.-R. Boissy, Secretary-Treasurer, Town Hall, 1585 Montarville, St-Bruno-de-Montarville, county of Chambly, until 8.00 o'clock p.m., Monday, July 4, 1960, for the purchase of an issue of \$513,500.00 of bonds for the town of St-Bruno-de-Montarville, county of Chambly, dated July 1st, 1960, and redeemable serially from July 1st 1961, to July 1st, 1980, inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos: 130 — \$28,000.00, local improvement work; 133 — \$30,000.00, preparation of a Pilot plan; 134 — \$19,500.00, drainage work and the construction of sidewalks; 135 — \$28,000.00, work on sewers and the construction of sidewalks; 136 — \$11,400.00, work on roads; 137 — \$7,200.00, work on roads; 138 — \$16,800.00, work on roads; 139 — \$8,500.00, local improvement work; 140 — \$3,800.00, local improvement work; 141 — \$11,300.00, local improvement work; 142 — \$21,500.00, local improvement work; 143 — \$9,200.00, local improvement work; 144 — \$5,800.00, work on aqueduct and sewers; 145 — \$3,600.00, work on roads; 146 — \$3,100.00, work on roads; 147 — \$3,100.00, work on roads; 148 — \$8,200.00, work on roads; 149 — \$6,800.00, work on roads; 150 — \$7,300.00, work on roads; 151 — \$5,200.00, work on roads; 152 — \$6,800.00, work on roads; 153 — \$100,000.00, purchase of an immovable for use as a town hall; 155 — \$7,100.00, work on roads and drainage; 156 — \$6,000.00, work on roads and drainage; 157 — \$4,600.00, work on roads and drainage; 158 — \$4,150, work on roads and drainage; 159 — \$14,500.00, local improvement work; 160 — \$9,500.00, work on drainage, cesspools, etc.; 161 — \$10,000.00, work on sidewalks; 169 — \$12,700.00, local improvement work; and 174 — \$100,000.00, work on aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$513,500.00 — 20 years

Year	Capital
July 1st, 1961.....	\$12,000.00
July 1st, 1962.....	14,000.00
July 1st, 1963.....	15,000.00
July 1st, 1964.....	15,000.00
July 1st, 1965.....	16,000.00
July 1st, 1966.....	16,500.00
July 1st, 1967.....	19,000.00
July 1st, 1968.....	19,000.00
July 1st, 1969.....	20,000.00
July 1st, 1970.....	21,000.00
July 1st, 1971.....	24,000.00
July 1st, 1972.....	24,000.00
July 1st, 1973.....	25,000.00
July 1st, 1974.....	26,000.00
July 1st, 1975.....	28,000.00
July 1st, 1976.....	27,500.00
July 1st, 1977.....	28,500.00
July 1st, 1978.....	31,000.00
July 1st, 1979.....	32,500.00
July 1st, 1980.....	99,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera fait conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juillet 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juillet 1970 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 4 juillet, 1960, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 1585 rue Montarville, St-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Bruno-de-Montarville, (Comté de Chambly), ce 10 juin 1960.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
J.-P.-R. BOISSY.

Adresse postale:  
Hôtel de Ville, C.P. 430,  
1585 rue Montarville,  
St-Bruno-de-Montarville, (Chambly), P.Q.  
Téléphone: OL 3-2443. 54240-0

**Cité de Granby**  
Comté de Shefford

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné Donat Brosseau, greffier, Hôtel de Ville, 87 rue Principale, Granby, comté de Shefford, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 4 juillet 1960, pour l'achat de \$125,000.00 d'obligations de la cité de Granby, comté de Shefford, datées du 1er juillet 1960 et remboursables par séries du 1er juillet 1961 au 1er juillet 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 335, tel que modifié — travaux d'égouts et d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1960.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Bruno-de-Montarville, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to July 1st, 1968, inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to July 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, July 4th, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 1585 Montarville Street, St-Bruno-de-Montarville, county of Chambly.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Bruno-de-Montarville, (County of Chambly), June 10, 1960.

*J.-P.-R. BOISSY,*  
*Secretary-Treasurer.*

Postal Address:  
Town Hall, P.O.B. 430,  
1585 Montarville,  
St-Bruno-de-Montarville, (Chambly) P.Q.  
Telephone: OL 3-2443. 54240

**City of Granby**  
County of Shefford

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Donat Brosseau, clerk, Town Hall, 87 Principal street, Granby, county of Shefford, until 8.00 o'clock p.m., on Monday, July 4, 1960, for the purchase of an issue of \$125,000.00 of bonds for the city of Granby, county of Shefford, dated July 1st, 1960, and redeemable serially from July 1st, 1961 to July 1st, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 335, as modified — work on aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$125,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1961	\$4,000.00
1er juillet 1962	4,000.00
1er juillet 1963	4,000.00
1er juillet 1964	4,500.00
1er juillet 1965	4,500.00
1er juillet 1966	5,000.00
1er juillet 1967	5,000.00
1er juillet 1968	5,500.00
1er juillet 1969	5,500.00
1er juillet 1970	6,000.00
1er juillet 1971	6,000.00
1er juillet 1972	6,500.00
1er juillet 1973	6,500.00
1er juillet 1974	7,000.00
1er juillet 1975	7,500.00
1er juillet 1976	8,000.00
1er juillet 1977	8,500.00
1er juillet 1978	8,500.00
1er juillet 1979	9,000.00
1er juillet 1980	9,500.00

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$125,000.00 — 20 years

Year	Capital
July 1st, 1961	\$4,000.00
July 1st, 1962	4,000.00
July 1st, 1963	4,000.00
July 1st, 1964	4,500.00
July 1st, 1965	4,500.00
July 1st, 1966	5,000.00
July 1st, 1967	5,000.00
July 1st, 1968	5,500.00
July 1st, 1969	5,500.00
July 1st, 1970	6,000.00
July 1st, 1971	6,000.00
July 1st, 1972	6,500.00
July 1st, 1973	6,500.00
July 1st, 1974	7,000.00
July 1st, 1975	7,500.00
July 1st, 1976	8,000.00
July 1st, 1977	8,500.00
July 1st, 1978	8,500.00
July 1st, 1979	9,000.00
July 1st, 1980	9,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby, comté de Shefford.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juillet 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juillet 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 4 juillet 1960, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 87 rue Principale, Granby, comté de Shefford.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, (Comté de Shefford), ce 14 juin 1960.

Le Greffier,

DONAT BROSSEAU.

Adresse postale: Hôtel de Ville, C.P. 37,

87 rue Principale,

Granby, (Shefford), P.Q.,

Téléphone: FR-2-2862.

54244-0

Municipalité de St-Vincent-de-Paul

Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumis-

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Granby, county of Shefford.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1967 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to July 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to July 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, July 4, 1960, at 8.00 o'clock p.m., in the City Hall, 87 Principal street, Granby, county of Shefford.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Granby, (County of Shefford), June 14, 1960.

DONAT BROSSEAU,

Clerk.

Postal address: City Hall, P.O.B. 37,

87 Principal street,

Granby, (Shefford), P.Q.

Telephone: FR 2-2862.

54244

Municipality of St-Vincent-de-Paul

County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be re-

sions pour obligations" seront reçues par le soussigné Roland Bernard, secrétaire-trésorier, 4897 rue St-Joseph, St-Vincent-de-Paul, comté de Laval, jusqu'à 8.00 heures du soir, mercredi, le 6 juillet 1960, pour l'achat de \$950,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Vincent-de-Paul, comté de Laval, datées du 1er juin 1960 et remboursables par séries du 1er juin 1961 au 1er juin 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 11 avril 1960 — construction de écoles Paul Sauvé et Jean XXIII, réparations à l'école Groulx, achat de terrains, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$950,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1961.....x	\$ 80,000.00
1er juin 1962.....x	85,000.00
1er juin 1963.....x	90,000.00
1er juin 1964.....x	95,500.00
1er juin 1965.....x	101,000.00
1er juin 1966.....	21,500.00
1er juin 1967.....	23,000.00
1er juin 1968.....	24,000.00
1er juin 1969.....	25,500.00
1er juin 1970.....	27,000.00
1er juin 1971.....	28,500.00
1er juin 1972.....	30,500.00
1er juin 1973.....	32,000.00
1er juin 1974.....	34,000.00
1er juin 1975.....	36,500.00
1er juin 1976.....	38,500.00
1er juin 1977.....	40,500.00
1er juin 1978.....	43,000.00
1er juin 1979.....	45,500.00
1er juin 1980.....	48,500.00

Les "x" indiquent les années pendant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$427,912.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$85,582.50 chacun, de 1961 à 1965 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juin 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juin 1970 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou

ceivés by the undersigned Roland Bernard, Secretary-Treasurer, 4897 St-Joseph Street, St-Vincent-de-Paul, county of Laval, until 8.00 o'clock p.m. Wednesday, July 6, 1960, for the purchase of an issue of \$950,000.00 of bonds for the School Commissioners for the municipality of St-Vincent-de-Paul, county fo Laval, dated June 1st, 1960, and redeemable serially from June 1st, 1961 to June 1st, 1980, inclusively, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6% per annum payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated April 11, 1960 — construction of the Paul Sauvé and Jean XXIII schools, repairs to the Groulx school, purchase of land lots, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$950,000.00 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1961.....x	\$ 80,000.00
June 1st, 1962.....x	85,000.00
June 1st, 1963.....x	90,000.00
June 1st, 1964.....x	95,500.00
June 1st, 1965.....x	101,000.00
June 1st, 1966.....	21,500.00
June 1st, 1967.....	23,000.00
June 1st, 1968.....	24,000.00
June 1st, 1969.....	25,500.00
June 1st, 1970.....	27,000.00
June 1st, 1971.....	28,500.00
June 1st, 1972.....	30,500.00
June 1st, 1973.....	32,000.00
June 1st, 1974.....	34,000.00
June 1st, 1975.....	36,500.00
June 1st, 1976.....	38,500.00
June 1st, 1977.....	40,500.00
June 1st, 1978.....	43,000.00
June 1st, 1979.....	45,500.00
June 1st, 1980.....	48,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$427,912.50 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$85,582.50 each, from 1961 to 1965 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Vincent-de-Paul, county of Laval.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec at the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to June 1st, 1967, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to June 1st, 1968 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to June 1st, 1970 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date:

en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 6 juillet 1960, à 8.00 heures du soir, à l'école St-Vincent, 4895 rue St-Joseph, St-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Vincent-de-Paul, (Comté de Laval), ce 14 juin 1960.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
ROLAND BERNARD.

Adresse postale:

4897 rue St-Joseph,  
St-Vincent-de-Paul, (Laval), P.Q.  
Téléphone: NO 1-3341. 54243-0

however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, July 6, 1960, at 8.00 o'clock p.m., at the St-Vincent-School, 4895 St-Joseph Street, St-Vincent-de-Paul, county of Laval.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Vincent-de-Paul, (County of Laval), June 14, 1960.

ROLAND BERNARD,  
*Secretary-Treasurer.*

Postal address:

4897 St-Joseph Street,  
St-Vincent-de-Paul, (Laval), P.Q.  
Telephone: NO 1-3341. 54243

## Ventes par shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

### BEDFORD

Canada — Province de Québec  
District de Bedford

Cour Supérieure, (HENRI LAVOIE, LÉO-  
district d'Abitibi, NARD LAVOIE &  
N° 11738. CAMILLE LAVOIE,  
demeurant tous trois à Landrienne, dans le district d'Abitibi, et y faisant affaires sous la raison sociale enregistrée de LAVOIE & FRÈRES ENRG., demandeurs; vs MICHEL DIORIO, ayant des propriétés à Roxton Pond, près de Granby, district de Bedford, défendeur.

"La moitié indivise d'un terrain situé dans le Canton de Granby, Qué., connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du Canton de Granby, comme étant une partie du lot numéro huit cent soixante-quinze (Ptie N° 875) mesurant cent pieds de largeur par cent cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise, ladite largeur devant être mesurée à partir d'un point situé sur le côté nord d'un chemin public à quatre cent soixante-deux pieds et sept dixièmes d'un autre chemin public allant vers le nord et à l'est à d'autres parties du lot N° 875 appartenant à Michel Diorio et Aimé Chapdelaine; au sud au chemin public et à l'ouest à une autre partie du lot 875 appartenant à Michel Diorio. Avec bâtisse dessus érigée."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Joseph de Granby, dans le comté de Shefford, district de Bedford, MERCREDI, le VINGTIÈME jour de JUILLET 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,  
Sweetsburg, Qué.,  
ce 13 juin 1960.

*Le Député-Shérif,*  
ANTONIN BOURASSA.  
54229-25-2-0

## Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### BEDFORD

Canada — Province of Quebec  
District of Bedford

Superior Court, (HENRI LAVOIE, LÉO-  
District of Abitibi, NARD LAVOIE &  
No. 11738. CAMILLE LAVOIE,  
all three living at Landrienne, in the district of Abitibi, and there carrying on business under the registered firm name of LAVOIE & FRÈRES ENRG., plaintiffs; vs MICHEL DIORIO, having property at Roxton Pond, near Granby, district of Bedford, defendant.

"The undivided half of a lot of land situated in Granby township, Que., known and designated in the official plan and book of reference of Granby township, as being a part of lot number eight hundred and seventy-five (p. No. 875) measuring one hundred feet in width by one hundred and fifty feet in depth, English measure, the said width having been measured from a point situated on the north side of a public road to four hundred and sixty-two feet and sevenths of another public road going toward the north and to the east of other parts of lot No. 875 belonging to Michel Diorio and Aimé Chapdelaine; to the south by the public road and to the west by another part of lot No. 875 belonging to Michel Diorio. With the building thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of St-Joseph de Granby, in the county of Shefford, district of Bedford, on WEDNESDAY the TWENTIETH day of JULY, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,  
Sweetsburg, Que.,  
June 13, 1960.

ANTONIN BOURASSA,  
*Deputy-Sheriff.*  
54229-25-2

IBERVILLE

Canada — Province de Québec  
District d'Iberville

Cour Supérieure, { ALPHONSINE BESSET-  
N° 10,680. { TE, rentière, veuve non  
remariée du Dr. L.-O. Boivin,  
autrefois domicilié à St-Alexandre et maintenant  
de la ville de Marieville, district de St-Hyacinthe,  
demanderesse, vs ALBERT LEFEBVRE, de  
St-Sébastien, district d'Iberville, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.  
A savoir: "Une terre située en la paroisse de  
St-Sébastien, mesurant environ cent vingt-trois  
arpents en superficie connue et désignée comme  
étant le lot numéro cent trente et un (131) des  
plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de  
St-Sébastien avec les constructions y érigées."

Pour être vendue à la porte de l'église de St-  
Sébastien, JEUDI le VINGT et UNIÈME  
jour de JUILLET 1960, à ONZE (11) heures de  
l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
St-Jean, le 14 juin 1960. RICHARD MERCIER.  
54234-25-2-o

IBERVILLE

Canada — Province of Quebec  
District of Iberville

Superior Court, { ALPHONSINE BESSET-  
No. 10,680. { TE, annuitant, unre-  
married widow of Dr. L.-O.  
Boivin, heretofore of St-Alexandre and presently  
of the town of Marieville, district of St-Hya-  
cinthe, plaintiff vs ALBERT LEFEBVRE, of  
St-Sébastien, district of Iberville, defendant.

As belonging to the defendant:  
To wit: "A farm situated in the parish of St-  
Sébastien, measuring approximately one hundred  
and twenty-three arpents in area known and  
designated as being lot number one hundred and  
thirty-one (131) on the official plan and in the  
book of reference of the parish of St-Sébastien;  
with the buildings thereon erected."

To be sold at the church door of St-Sébastien,  
THURSDAY, the TWENTY-FIRST day of  
JULY, 1960, at ELEVEN (11) o'clock in the  
forenoon.

Sheriff's Office, RICHARD MERCIER,  
St. John, June 14, 1960. Sheriff.  
54234-25-2

MONTRÉAL

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { CAISSE NATIONALE  
N° 478 650. { D'ÉCONOMIE, de-  
manderesse, vs YVES COS-  
SETTE, demandeur.

"Un emplacement sis à Montréal, avenue De-  
lorimier, connu et désigné sous le numéro trois  
cent vingt-deux de la subdivision officielle du lot  
originaire numéro cent soixante-et-un (161-322)  
du cadastre officiel du village incorporé de la  
Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds  
de largeur par cent pieds de profondeur plus ou  
moins, mesure anglaise, avec bâtisses y érigées  
portant le numéro civique 5340 avenue Delorimier,  
ainsi qu'une autre bâtisse portant le numéro  
5344 de ladite rue Delorimier, et toutes dépen-  
dances desdites bâtisses."

Le tout sujet à un acte créant servitude de  
mitoyenneté et de vue entre Napoléon Richard  
et Yves Cossette, acte passé le 11 novembre  
1953, devant Me Athanase Fréchette, notaire,  
sous le numéro 3960 de ses minutes, enregistré  
au bureau d'enregistrement de la division de  
Montréal, sous le numéro 1041112.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour du  
mois de JUILLET, 1960, à DIX heures de  
l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
Montréal, le 14 juin 1960. CAISSE & LAURENCELLE.  
54230-25-2

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { DAME JEANNINE  
N° 497 784. { MÉTHOT, demande-  
resse, vs LES HÉRITIERS  
DE FEU ROMÉO BOLDOC, défendeurs.

"Un emplacement ayant front sur la rue  
Saint-Hubert, à Montréal, connu et désigné  
comme étant la subdivision numéro trois du lot  
originaire numéro deux cent vingt-huit au ca-

MONTREAL

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { CAISSE NATIONALE  
No. 478 650. { D'ÉCONOMIE,  
plaintiff, vs YVES COS-  
SETTE, defendant.

"An emplacement situated at Montreal, De-  
lorimier Avenue, known and designated under  
number three hundred and twenty-two of the  
official subdivision of the original lot number one  
hundred and sixty-one (161-322) of the official  
cadaser of the incorporated village of the Côte  
de la Visitation, measuring twenty-five feet in  
width by one hundred feet in drepth more or less,  
English measure, with buildings thereon erected  
bearing civic number 5340 Delorimier Avenue,  
as well as another building bearing number 5344  
of the said Delorimier Street, and all dependencies  
of the said buildings."

The whole subject to a deed creating joint  
ownership and view between Napoléon Richard  
and Yves Cossette, deed passed on November 11,  
1953, before Me Athanase Fréchette, notary,  
under number 3960 of his minutes, registered at  
the registration office of the Montreal Division,  
under number 1041112.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the TWENTY-SECOND day of the month  
of JULY, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CAISSE & LAURENCELLE,  
Montreal, June 14, 1960. Sheriff.  
54230-25-2-o

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { DAME JEANNINE  
No. 497 784. { MÉTHOT, plaintiff,  
vs THE HEIRS OF THE  
LATE ROMÉO BOLDOC, defendants.

"An emplacement having frontage on Saint-  
Hubert street in Montreal, known and designated  
as being subdivision number three of original  
lot number two hundred and twenty-eight of

dastre officiel du quartier Saint-Jacques, à Montréal, avec toutes les constructions dessus érigées."

Pour être vendu au Bureau du Shérif, en la cité de Montréal, le VINGT et UNIÈME jour de JUILLET 1960, à ONZE heures du matin.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, CAISSE & LAURENCELLE,  
Montréal, le 13 juin 1960. 54231-25-2

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { EDGAR TREMBLAY,  
N° 489 278. { demandeur; vs JOSEPH DUDA, défendeur.

"A" — "Un emplacement ayant front sur la rue Lagauchetière-est, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant une partie de la partie sud-ouest du lot numéro cent vingt-deux (Ptie de S.O. Ptie 122) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Louis, ladite partie mesurant vingt et un pieds et trois pouces de largeur et plus exactement toute la largeur de la maison dessus érigée et ci-après mentionnée sur la profondeur dudit lot de la rue Lagauchetière jusqu'au garage tel qu'actuellement construit, mesure anglaise et plus ou moins, les murs dudit garage et ceux de ladite propriété étant mitoyens de chaque côté, et borné en front par la rue Lagauchetière, en arrière et d'un (1) côté par le résidu dudit lot numéro cent vingt-deux et de l'autre côté par le lot numéro cent douze, aux-dits plan et livre de renvoi officiels, avec la maison dessus érigée, portant le numéro civique 182 de ladite rue Lagauchetière, avec toutes les servitudes actives et passives y attachées."

"B" — "Un emplacement ayant front sur la rue Sanguinet, en la cité de Montréal, et connu et désigné comm étant la partie sud-est du lot cent soixante (Ptie S.E. 160) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Louis, et mesurant approximativement cinquante-neuf pieds et cinq pouces de profondeur sur vingt et un pieds et neuf pouces de largeur et quarante-sept pieds et quatre pouces de largeur sur treize pieds de profondeur, le tout plus ou moins et mesure anglaise, et plus spécialement désigné par un certificat d'arpenteur exécuté par Fabius Ruel a.g., le 26e jour d'avril 1948, sous le numéro 11593, avec un droit de passage dans une allée située au centre dudit lot numéro cent soixante (160) à l'usage des propriétaires de la partie nord-ouest dudit lot et des immeubles voisins, étant l'autre partie dudit lot tel que créé en vertu d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal-est, sous le N° 4782, avec la construction dessus érigée et portant le numéro civique 1025 rue Sanguinet, et avec toutes les servitudes actives et passives y attachées."

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT et UNIÈME jour du mois de JUILLET, 1960, à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, CAISSE & LAURENCELLE,  
Montréal, le 14 juin 1960. 54232-25-2

## RIMOUSKI

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada — Province de Québec

District de Rimouski, Saguenay et Gaspé

Cour de Magistrat, { ROCO INCORPORÉ,  
Sept-Iles. { corps politique léga-  
N° 8997. { lement constitué ayant une  
place d'affaires à Sept-Iles,

the official cadaster of St. James section, in Montreal, with all the constructions thereon erected."

To be sold at the Sheriff's Office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of JULY, 1960, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & LAURENCELLE,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Montreal, June 13, 1960. 54231-25-2

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { EDGAR TREMBLAY,  
No. 489 278. { plaintiff; vs JOSEPH DUDA, defendant.

"A" — "An emplacement fronting on Lagauchetière Street East, in the city of Montreal, known as being a part of the south west part of lot number one hundred and twenty-two (Pt. of S.W. Pt. 122) on the official plan and books of reference of the St. Louis Ward, said part, measuring twenty-one feet and three inches in width and more exactly by all the width of the house thereon erected and hereinafter mentioned by the depth of said lot from Lagauchetière Street up to the garage as actually built, English measure and more or less, with mitoyenneté in the wall of said garage, and in the wall of each side of the said property, and bounded in front by Lagauchetière Street, in rear and one (1) side by the residue of said lot number one hundred and twenty-two and on the other side by lot number one hundred and twelve, on the said plan and book of reference with the house thereon erected bearing civic number 182 of said Lagauchetière Street, and with all the active and passive servitudes attached thereto."

"B" — "An emplacement fronting on Sanguinet Street, in the city of Montreal, and known and designated as being the south-east part of lot number one hundred and sixty (Pt. S.E. 160) on the official plan and book of reference of St. Louis Ward, measuring about fifty-nine feet and five inches in depth by twenty-one feet and nine inches in width and forty-seven feet and four inches in width by thirteen feet in depth, the whole more or less and English measure, and more specially designated in one surveyor certificate made by Fabius Ruel, a.g. on the 26th day of April 1948, under No. 11593, with right of passage in a passage situated in the middle of said lot number one hundred and sixty for the use of owners of the north-west part of said lot and the neighbouring immovable being the other part of said lot as created in virtue of a deed registered at the Registry-Office of Montreal-East, under No. 4782, with the building thereon erected bearing civic number 1025, Sanguinet Street, and with all the active and passive servitudes attached thereto."

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY-FIRST day of the month of JULY, 1960, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & LAURENCELLE,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Montreal, June 14, 1960. 54232-25-2

## RIMOUSKI

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada — Province of Quebec

District of Rimouski, Saguenay and Gaspé

Magistrate's Court, { ROCO INCORPORÉ,  
Sept-Iles, { a body politic, legal-  
No. 8997. { ly incorporated, having a  
business place at Sept-Iles,

dans le district de Saguenay; vs PHILIAS BOUCHARD, anciennement de la paroisse de St-Anne-des-Monts, maintenant domicilié en la ville de Sept-Iles, comté de Saguenay, défendeur.

Un immeuble connu et désigné sous les numéros vingt-A-vingt-trois (20-A-23) des plan et livre de renvoi officiels de Ste-Anne-des-Monts, rang un (I), Gaspé-Nord, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

*Le Député-Shérif,*

Bureau du Shérif,  
Rimouski, 24 mai 1960.

JACQUES MARTIN,  
54024-22-2-0

in the district of Saguenay; vs PHILIAS BOUCHARD, previously of the parish of Ste-Anne-des-Monts, presently domiciled in the town of Sept-Iles, county of Saguenay, defendant.

An immoveable known and designated under numbers twenty-A-twenty-three (20-A-23) on the official plan and book of reference of Ste-Anne-des-Monts, range one (I), Gaspé-North, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Anne-des-Monts, on the TWENTY-NINTH day of JUNE, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,

Sheriff's Office,  
Rimouski, May 24, 1960.

Deputy-Sheriff.  
54024-22-2

## TÉMISCAMINGUE

*Fieri Facias de Terris*  
District de Témiscamingue

Cour Supérieure, { IMPERIAL BANK OF CANADA, demandeur, vs ARMAND BEAUPRÉ, défendeur.

1° Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre pour le canton Guérin comme étant le lot numéro 20B, dans le rang 1, canton Guérin, dans le district de Témiscamingue.

2° Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre pour le canton Guérin comme étant le lot numéro 21, rang 1, canton Guérin, dans le district de Témiscamingue.

Les susdits lots contenant, le lot 20B, rang 1, environ 70 acres et le lot 21, rang 1, environ 100 acres en superficie avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, à distraire toutefois de ces deux lots, une bande de terre de 125 pieds de profondeur le long du chemin public entre les rangs 1 et 2, Guérin, c'est-à-dire, à l'est desdits deux lots, bande de terre qui a été adjugée à un adjudicataire lors de la vente pour le non-paiement des taxes en mars 1960 avec les bâtisses construites sur ladite bande de terre.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Guérin, MARDI, le CINQUIÈME jour de JUILLET 1960 à DIX heures de l'avant-midi. (Heure avancée).

Bureau du Shérif,

*Le Shérif,*

Ville Marie, P.Q.,  
ce 18 mai 1960.

D. H. LAMARCHE,  
54022-22-2-0

[Première publication: 28 mai 1960]

## TERREBONNE

Canada — Province de Québec  
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { ERNEST LAURIN, restaurateur de la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, demandeur, vs LES IMMEUBLES LAMARCHE et LACASSE ENREGISTRÉE, société commerciale, ayant sa place d'affaires dans la ville de Lachute, dit district, défenderesse, et G. F. CALDER, de Lachute, en sa qualité de registraire pour le comté d'Argenteuil, mis-en-cause.

## TÉMISCAMINGUE

*Fieri Facias de Terris*  
District of Témiscamingue

Superior Court, { IMPERIAL BANK OF CANADA, plaintiff, vs ARMAND BEAUPRÉ, defendant.

1. The lot of land known and designated in the official plan and book of reference for the cadaster of the township of Guérin, as being lot number 20B, in range 1, Guérin township, in the district of Témiscamingue.

2. The lot of land known and designated in the official plan and book of reference for the cadaster of the township of Guérin as being lot number 21, range 1, Guérin township, in the district of Témiscamingue.

The above-mentioned lots containing, lot 20B, range 1, approximately 70 acres and lot 21, range 1, approximately 100 acres in area with the buildings thereon constructed, appurtenances and dependencies, to be removed from these two lots, a strip of land 125 feet in depth, along the public road, between ranges 1 and 2, Guérin, that is, to the east of said two lots, a strip of land which was awarded to a purchaser at the time of the sale for the non-payment of taxes in March, 1960, with the buildings built on said strip of land.

To be sold at the door of the parochial church of Guérin, on TUESDAY, the FIFTH day of JULY, 1960, at TEN o'clock in the forenoon. (Daylight saving time).

Sheriff's Office,

D. H. LAMARCHE,

Ville Marie, P.Q.,

*Sheriff.*

May 18, 1960.

54022-22-2

[First publication: May 28, 1960]

## TERREBONNE

Canada — Province of Québec  
District of Terrebonne

Superior Court, { ERNEST LAURIN, restaurateur de la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, plaintiff, vs LES IMMEUBLES LAMARCHE et LACASSE ENREGISTRÉE, business firm, having its place of business in the town of Lachute, dit district, defendant, and G. F. CALDER, of Lachute, in his quality as registrar for the county of Argenteuil, mis-en-cause.

## Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés en la possession de la défenderesse.

"Un certain morceau de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chatham, comme étant une partie du lot numéro 648, mesurant sur les côtés nord et sud, 50 pieds et sur les côtés est et ouest 100 pieds; borné au nord par la propriété de Lionel Gagné, à l'est par la propriété de M. Massie, au sud par la rue Durocher et à l'ouest par la propriété de Mlle Lavigne. Le tout, mesures anglaises plus ou moins. Avec toutes les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église Immaculée Conception, rue Durocher, Ayersville, MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN 1960 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, St-Jérôme, le 19 mai 1960. *Le Shérif,* GEORGES AUCLAIR, 54023-22-0

## Notice of sale

The immoveables hereinafter designated in the possession of the defendant.

"A certain piece of land known and designated in the official plan and book of reference of the township of Chatham, as being a part of lot number 648, measuring 50 feet on the north and south sides, and 100 feet on the east and west sides; bounded on the north by the property of Lionel Gagné, on the east by the property of Mr. Massie, on the south by Durocher street, and on the west by the property of Miss Lavigne, the whole, English measure, more or less. With all the buildings thereon erected."

To be sold at the door of the Immaculate Conception Church, Durocher street, in Ayersville, on WEDNESDAY the TWENTY-NINTH day of JUNE, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, St-Jérôme, May 19, 1960. *GEORGES AUCLAIR,* Sheriff, 54023-22-2

Canada — Province de Québec  
District de Terrebonne

Cour Municipale de la cité de Saint-Jérôme N° 189. **LA CITÉ DE SAINT-JÉRÔME**, corporation municipale constituée, ayant son siège à 280 rue Labelle, Saint-Jérôme, district de Terrebonne, demanderesse vs **ALBERT RANGER**, électricien, 137 rue St-Georges, Saint-Jérôme, district de Terrebonne, défendeur.

## Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés en la possession du défendeur;

"1° Un emplacement connu comme étant le numéro quatre-vingt-dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent cinquante-huit (458-90) du cadastre de la ville de Saint-Jérôme, avec bâtisses dessus construites;

2° Un emplacement connu comme étant le numéro cinquante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent cinquante-neuf (459-58) du cadastre officiel de la ville de Saint-Jérôme, avec bâtisses dessus construites."

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse Cathédrale de Saint-Jérôme, MERCREDI, le VINGTIÈME jour de JUILLET 1960 à DEUX heures de l'après-midi (20 juillet 1960).

Bureau du Shérif, Saint-Jérôme, le 10 juin 1960. *Le Shérif,* GEO. AUCLAIR, 54233-25-2

Canada — Province of Quebec  
District of Terrebonne

Municipal Court of the city of Saint-Jérôme, No. 189. **THE CITY OF SAINT-JÉRÔME**, municipal constituted corporation, having its office at 280 Labelle street, Saint-Jérôme, district of Terrebonne, plaintiff vs **ALBERT RANGER**, electrician, 137 St. George street, Saint-Jérôme, district of Terrebonne, defendant.

## Notice of sale

The immoveables hereinafter designated in the possession of the defendant;

"1. An emplacement known as being number ninety of the official subdivision of the original lot number four hundred and fifty-eight (458-90) of the cadaster of the town of Saint-Jérôme, with buildings thereon constructed;

2. An emplacement known as being number fifty-eight of the official subdivision of original lot number four hundred and fifty-nine (459-58) of the official cadaster of the town of Saint-Jérôme, with buildings thereon constructed."

To be sold at the door of the parochial church of the Cathedral of Saint-Jérôme, on WEDNESDAY, the TWENTIETH day of JULY, 1960, at TWO o'clock in the afternoon (July 20, 1960).

Sheriff's Office, Saint-Jérôme, June 10, 1960. *GEO. AUCLAIR,* Sheriff, 54233-25-2

## Arrêté en Conseil

## Erratum

L'Arrêté en conseil N° 976 (A) du 14 juin 1960, apparaissant à la page 2652, concernant des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région des Cantons de l'Est devrait être signé par C. Larichelière, assistant greffier du Conseil Exécutif au lieu de Léopold Désilets, greffier du Conseil Exécutif. 54219-0

## Order in Council

## Erratum

Order in Council No. 976 (A) of June 14, 1960, appearing on page 2652, concerning amendments to the decree relating to the Construction Industry and Trades in the Eastern Townships District should be signed by C. Larichelière, Deputy Clerk of the Executive Council instead of Léopold Désilets, Clerk of the Executive Council. 54219-0

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la Gazette officielle de Québec, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine.

Québec, le 28 mai 1960.

L'Imprimeur de la Reine,  
ROCH LEFEBVRE.

53988-22-5-0

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the Quebec Official Gazette, is fixed to noon on Wednesday of each week.

Quebec, May 28th, 1960.

ROCH LEFEBVRE,  
Queen's Printer.

53988-22-5-0

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 25

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

868 — Concernant la régie des loyers et la cité de Kénogami.....	2650
869 — Concernant la régie des loyers et la ville de Loretteville.....	2650
870 — Concernant la régie des loyers et la cité de Sainte-Foy.....	2651
876A — Construction, comtés de Terrebonne et Labelle.....	2637
876-B — Commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction, région de Québec.....	2641
876-C — Construction, comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet.....	2643
876-D — Métier de coiffeur pour dames dans l'île de Montréal.....	2652
877-A — Fabrication des boîtes de carton gaufré dans la Province.....	2643
877-B — Industrie du camionnage dans l'île de Montréal.....	2646
877-C — Barbiers-coiffeurs, région de Hull.....	2646
877-D — Imprimerie, districts électoraux de Chicoutimi, Jonquière et al.....	2647
976-A — Construction, région des Cantons de l'Est.....	2652
976-A — Construction, région des Cantons de l'Est (Erratum).....	2716

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2609

AVIS DIVERS:

Association des Employés de Nettoyeurs, Buandiers & Autres Services Inc. F.C.A.I. (Formation).....	2658
Berkshire Knitting Mills (Canada) Ltd. (Directeurs).....	2658
Cercueils Atlas Caskets Inc. (Directeurs).....	2660
Club Notre Dame des Cimes (Directeurs).....	2660
Essex Hotel Company (Dist. de l'actif).....	2661
Isacella Investment Ltd. (Directeurs).....	2658
Hôpital Général Fleury, Inc. (Règlements).....	2662
La Bibliothèque des Jeunes de Sainte-Agathe-des-Monts Inc. (Règlements).....	2662
Lac Etchemin, village (Changement de nom).....	2659
La Météor, Compagnie d'Assurances Générales — The Meteor General Insurance Company (Constitution).....	2656
L'Association des Producteurs de Pommes de Terre du Québec (Formation).....	2661
L'Association des Professeurs de la Région de St-Martin (Formation).....	2657
Lefebvre Frères Limitée (Directeurs).....	2663
Les Entrepreneurs Associés des Îles de la Madeleine (Fondation).....	2661

Index of the Quebec Official Gazette, No. 25

ORDERS IN COUNCIL:

868 — Concerning the regulation of rentals and the city of Kenogami.....	2650
869 — Concerning the regulation of rentals and the town of Loretteville.....	2650
870 — Concerning the regulation of rentals and the city of Sainte-Foy.....	2651
876-A — Building, counties of Terrebonne and Labelle.....	2637
876-B — Hardware, paint and building materials trade, region of Quebec.....	2641
876-C — Construction, counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet.....	2643
876-D — Ladies hairdressing trade in the Island of Montreal.....	2652
877-A — Manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec.....	2643
877-B — Cartage industry in the Island of Montreal.....	2646
877-C — Barbers and hairdressers, region of Hull.....	2646
877-D — Printing, electoral districts of Chicoutimi, Jonquière et al.....	2647
976-A — Construction, Eastern Townships District.....	2652
976-A — Construction, Eastern Townships district (Erratum).....	2716

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2609

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Employés de Nettoyeurs, Buandiers & Autres Services Inc. F.C.A.I. (Formation).....	2658
Berkshire Knitting Mills (Canada) Ltd. (Directors).....	2658
Cercueils Atlas Caskets Inc. (Directors).....	2660
Club Notre Dame des Cimes (Directors).....	2660
Essex Hotel Company (Dist. of assets).....	2661
Isacella Investment Ltd. (Directors).....	2658
Hôpital Général Fleury Inc. (By-laws).....	2662
La Bibliothèque des Jeunes de Sainte-Agathe-des-Monts Inc. (By-laws).....	2662
Lac Etchemin, village (Change of name).....	2659
The Meteor General Insurance Company — La Météor, Compagnie d'Assurances générales (Constitution).....	2656
L'Association des Producteurs de Pommes de Terre du Québec (Formation).....	2661
L'Association des Professeurs de la Région de St-Martin (Formation).....	2657
Lefebvre Frères Limitée (Directors).....	2663
Les Entrepreneurs Associés des Îles de la Madeleine (Foundation).....	2661

Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. (Règlements).....	2661	Les Loisirs de Drummondville-Ouest Inc. (By-laws).....	2661
Le Syndicat National des Employés du Bas de Princeville (Existence terminée).....	2661	Le Syndicat National des Employés du Bas de Princeville (Existence terminated).....	2661
L'Omega Compagnie d'Assurance — The Omega Insurance Company (Constitution).....	2657	The Omega Insurance Company — L'Omega Compagnie d'Assurance (Constitution).....	2657
Magasin Co-op de St-Tite (Fondation).....	2660	Magasin Co-op de St-Tite (Foundation).....	2660
Montreal Multilingual Broadcasting Limited (Directeurs).....	2663	Montreal Multilingual Broadcasting Limited (Directors).....	2663
P. L. Lortie Limitée (Directeurs).....	2663	P. L. Lortie Limitée (Directors).....	2663
Syndicat Coopératif Forestier de St-Jules (Fondation).....	2660	Syndicat Coopératif Forestier de St-Jules (Foundation).....	2660
Syndicat Coopératif Forestier, St-Thomas Cherbourg (Fondation).....	2663	Syndicat Coopératif Forestier, St-Thomas Cherbourg (Foundation).....	2663
Syndicat de Télévision de Rivière-au-Renard (Fondation).....	2658	Syndicat de Télévision de Rivière-au-Renard: (Foundation).....	2658
The Association of Granby Manufacturers Inc. (Règlements).....	2699	The Association of Granby Manufacturers Inc. (By-laws).....	2699
The I.C.M. Investments, Limited (Dist. de l'actif).....	2659	The I.C.M. Investments, Limited (Dist. of assets).....	2659
The Inter-City Travel Agency Ltd. (Directeurs).....	2659	The Inter-City Travel Agency Ltd. (Directors).....	2659
Vernon Minerals Limited (Directeurs).....	2662	Vernon Minerals Limited (Directors).....	2662
<b>CHARTES — ABANDON DE:</b>		<b>CHARTERS — SURRENDER OF:</b>	
Essex Hotel Company.....	2664	Essex Hotel Company.....	2664
L'Auberge Péribonka Inc.....	2664	L'Auberge Péribonka Inc.....	2664
St. Regis Timber Company Limited.....	2663	St. Regis Timber Company Limited.....	2663
The I. C. M. Investments, Limited.....	2664	The I. C. M. Investments, Limited.....	2664
<b>COMPAGNIES DISSOUTES:</b>		<b>COMPANIES DISSOLVED:</b>	
Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, Limited.....	2664	Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, Limited.....	2664
Heron Enterprises Ltd.....	2665	Heron Enterprises Ltd.....	2665
Jos. Renaud Limitée.....	2665	Jos. Renaud Limitée.....	2665
Lakewood Lodge Inc.....	2665	Lakewood Lodge Inc.....	2665
Steelgrit of Canada Ltd.....	2665	Steelgrit of Canada Ltd.....	2665
Steinman Textile Company.....	2666	Steinman Textile Company.....	2666
The Page Equipment & Construction Company Limited.....	2666	The Page Equipment & Construction Company Limited.....	2666
<b>CURATELLE PUBLIQUE:</b>		<b>PUBLIC CURATORSHIP:</b>	
Roux, succession Lucien.....	2667	Roux, estate Lucien.....	2667
Leclerc, succession Armand.....	2666	Leclerc, estate Armand.....	2666
<b>DEMANDE À LA LÉGISLATURE:</b>		<b>APPLICATION TO LEGISLATURE:</b>	
St. James' Club of Montreal.....	2667	St. James' Club of Montreal.....	2667
<b>DÉPARTEMENTS — AVIS DES:</b>		<b>DEPARTMENTAL NOTICES:</b>	
<b>AFFAIRES MUNICIPALES:</b>		<b>MUNICIPAL AFFAIRS:</b>	
Granby, cité.....	2667	Granby, city.....	2667
<b>INSTRUCTION PUBLIQUE:</b>		<b>EDUCATION:</b>	
<i>Municipalité scolaire de:</i>		<i>School Municipality of:</i>	
Écoles Primaires Complémentaires du Comté de Chambly.....	2669	Primary Complementary Schools of the County of Chambly.....	2669
St-Clet No 2 et St-Emmanuel.....	2668	St-Clet No. 2 and St-Emmanuel.....	2668
St-Germain.....	2668	St-Germain.....	2668
Templeton-Nord.....	2668	Templeton-North.....	2668
<b>TERRES ET FORÊTS:</b>		<b>LANDS AND FOREST:</b>	
<i>Service du Cadastre:</i>		<i>Cadastral Branch:</i>	
Charlesbourg, paroisse.....	2670	Charlesbourg, parish.....	2670
Lynch, canton.....	2669	Lynch, township.....	2669
Montcalm, canton.....	2669	Montcalm, township.....	2669
Montcalm, canton.....	2669	Montcalm, township.....	2669
Notre-Dame de la Victoire, paroisse.....	2670	Notre-Dame de la Victoire, parish.....	2670

Ste-Brigitte de Laval, paroisse .....	2670
St-Colomb de Sillery, paroisse .....	2670
Ste-Famille de Boucherville, paroisse ..	2670
Wentworth, canton .....	2669

Ste-Brigitte de Laval, parish .....	2670
St-Colomb de Sillery, parish .....	2670
Ste-Famille de Boucherville, parish ....	2670
Wentworth, township .....	2669

LETTRES PATENTES:

All Craft Inc. ....	2610
Andrew Nelson McShane Ltd. ....	2611
Association des Estimateurs Municipaux du Québec — Quebec Association of Assessing Officers .....	2611
Atlantic Helicopters Ltd. ....	2612
Baie d'Urfé Citizens' Association .....	2612
Borenstein Plumbing & Heating Inc. ....	2612
Caron & Caron Inc. ....	2613
Centre Social de Lauzon Inc. ....	2613
Chamartom Limited .....	2613
Coin-Op Contractors & Service Ltd. ....	2614
Collège d'Arthabaska (S. C.) .....	2697
Collège Sainte-Anne de Lachine .....	2694
Dart Laundries Ltd. ....	2614
Delecy Construction Co. Inc. ....	2614
De Sola Club of Montreal Inc. ....	2615
Domaine du Lac Maskinongé Limitée — Domain of the Lake Maskinongé Limited .....	2615
Domaine Le Royer Inc. ....	2615
École Secondaire Classique Sainte-Catherine .....	2616
École Secondaire Classique Saint-Rosaire .....	2616
École Secondaire Classique de Sainte-Thérèse .....	2617
École Secondaire Classique de Sorel .....	2617
École Secondaire Classique Villa-Maria ..	2617
Fern Investment Corp. ....	2618
Fiber & Clay Products Co. Ltd. ....	2618
Forward Land Holdings Inc. ....	2618
Foyer St-Paul .....	2697
F. S. Investment Inc. ....	2619
George Andrews Limited .....	2619
Guay & Plamondon Automobiles Inc. ....	2619
Hôpital du Christ-Roi .....	2698
Hôpital du Sacré-Cœur de Cartierville ..	2695
Hôpital Général du Christ-Roi de Verdum .....	2695
Hôpital St-André Ltée .....	2620
Hôpital Ste-Croix .....	2698
Hôpital St-Eusèbe de Joliette .....	2695
Hôpital St-Jean .....	2698
Hôpital St-Joseph de Lachine .....	2695
Hôpital St-Joseph de Trois-Rivières .....	2696
Hôpital St-Joseph de La Tuque .....	2698
Hôtel-Dieu d'Amos .....	2697
Hôtel-Dieu de Nicolet .....	2699
Hôtel-Dieu de Valleyfield .....	2696
Hôtel du Lac Inc. ....	2620
Hôtel La Macaza Inc. ....	2620
Hôtel Magog (Sherbrooke) Inc. ....	2621
Institut Cardinal Léger de Rosemont ..	2696
International Educational Films Limited .....	2621
J. A. Albert Jean & Compagnie Limitée ..	2621
La Cie de Bois Rivelle Ltée .....	2622
Lamarre, Crête & Allard Ltée .....	2622
Landscape Sales Co. Ltd. ....	2622
L'Association des Hommes d'Affaires de la Haute Ville de Shawinigan .....	2623
L'Auberge du Lac Inc. ....	2623
Laurence Investments Ltd. ....	2624
Le Centre de Ski de Rimouski Inc. ....	2624
L'Entraide Richelieu Ltée .....	2624
Le Phare Inc. ....	2625
Le Sommet Vert Inc. ....	2625
L'Expansion Collective Inc. ....	2625
L'Hôtel Percé Incorporé — The Percé Hotel Incorporated .....	2626

LETTERS PATENT:

All Craft Inc. ....	2610
Andrew Nelson McShane Ltd. ....	2611
Quebec Association of Assessing Officers — Association des Estimateurs Municipaux du Québec .....	2611
Atlantic Helicopters Ltd. ....	2612
Baie d'Urfé Citizens' Association .....	2612
Borenstein Plumbing & Heating Inc. ....	2612
Caron & Caron Inc. ....	2613
Centre Social de Lauzon Inc. ....	2613
Chamartom Limited .....	2613
Coin-Op Contractors & Service Ltd. ....	2614
Collège d'Arthabaska (S. C.) .....	2697
Collège Sainte-Anne de Lachine .....	2694
Dart Laundries Ltd. ....	2614
Delecy Construction Co. Inc. ....	2614
De Sola Club of Montreal Inc. ....	2615
Domain of the Lake Maskinongé Limited — Domaine du Lac Maskinongé Limitée .....	2615
Domaine Le Royer Inc. ....	2615
École Secondaire Classique Sainte-Catherine .....	2616
École Secondaire Classique Saint-Rosaire .....	2616
École Secondaire Classique de Sainte-Thérèse .....	2617
École Secondaire Classique de Sorel .....	2617
École Secondaire Classique Villa-Maria ..	2617
Fern Investment Corp. ....	2618
Fiber & Clay Products Co. Ltd. ....	2618
Forward Land Holdings Inc. ....	2618
Foyer St-Paul .....	2697
F. S. Investment Inc. ....	2619
George Andrews Limited .....	2619
Guay & Plamondon Automobiles Inc. ....	2619
Hôpital du Christ-Roi .....	2698
Hôpital du Sacré-Cœur de Cartierville ..	2695
Hôpital Général du Christ-Roi de Verdum .....	2695
Hôpital St-André Ltée .....	2620
Hôpital Ste-Croix .....	2698
Hôpital St-Eusèbe de Joliette .....	2695
Hôpital St-Jean .....	2698
Hôpital St-Joseph de Lachine .....	2695
Hôpital St-Joseph de Trois-Rivières .....	2696
Hôpital St-Joseph de La Tuque .....	2698
Hôtel-Dieu d'Amos .....	2697
Hôtel-Dieu de Nicolet .....	2699
Hôtel-Dieu de Valleyfield .....	2696
Hôtel du Lac Inc. ....	2620
Hôtel La Macaza Inc. ....	2620
Hôtel Magog (Sherbrooke) Inc. ....	2621
Institut Cardinal Léger de Rosemont ..	2696
International Educational Films Limited .....	2621
J. A. Albert Jean & Compagnie Limitée ..	2621
La Cie de Bois Rivelle Ltée .....	2622
Lamarre, Crête & Allard Ltée .....	2622
Landscape Sales Co. Ltd. ....	2622
L'Association des Hommes d'Affaires de la Haute Ville de Shawinigan .....	2623
L'Auberge du Lac Inc. ....	2623
Laurence Investments Ltd. ....	2624
Le Centre de Ski de Rimouski Inc. ....	2624
L'Entraide Richelieu Ltée .....	2624
Le Phare Inc. ....	2625
Le Sommet Vert Inc. ....	2625
L'Expansion Collective Inc. ....	2625
The Percé Hotel Incorporated — L'Hôtel Percé Incorporé .....	2626

Martel & Frères Ltée.....	2626	Martel & Frères Ltée.....	2626
Mayport Foods Corporation (1960) Ltd.....	2626	Mayport Foods Corporation (1960) Ltd.....	2626
Medémis Incorporée.....	2627	Medémis Incorporée.....	2627
Miami Mortgage Brokers Inc. (Correction).....	2694	Miami Mortgage Brokers Inc. (Correction).....	2694
Miss Cavandish Dining Room Inc.....	2627	Miss Cavandish Dining Room Inc.....	2627
Montreal Airport Parking Company Limited.....	2627	Montreal Airport Parking Company Limited.....	2627
Pensionnat des Saints-Anges de Saint-Jérôme.....	2696	Pensionnat des Saints-Anges de Saint-Jérôme.....	2696
Pensionnat l'Ange-Gardien de Saint-Henri.....	2996	Pensionnat l'Ange-Gardien de Saint-Henri.....	2696
Pierrefonds Isolation/Insulation Inc.....	2628	Pierrefonds Isolation/Insulation Inc.....	2628
Planned Investments Corporation.....	2628	Planned Investments Corporation.....	2628
Primrose Construction Co.....	2628	Primrose Construction Co.....	2628
Quebec Laundry Investments Limited.....	2629	Quebec Laundry Investments Limited.....	2629
Queen of Angels Academy de Dorval.....	2696	Queen of Angels Academy de Dorval.....	2696
Ste-Adèle Launderette Inc.....	2629	Ste-Adèle Launderette Inc.....	2629
Sioui Tire Supply & Service Inc.....	2629	Sioui Tire Supply & Service Inc.....	2629
Stampa Ltd.....	2630	Stampa Ltd.....	2630
Stark Investment Corporation.....	2630	Stark Investment Corporation.....	2630
The Newsdealers' Protective Association of Montreal.....	2630	The Newsdealers' Protective Association of Montreal.....	2630
The Station Viauville Inc.....	2631	The Station Viauville Inc.....	2631
Trio Agencies Ltd.....	2631	Trio Agencies Ltd.....	2631
Twin Lakes Corp.....	2631	Twin Lakes Corp.....	2631
Sumer Land Holdings Ltd.....	2632	Sumer Land Holdings Ltd.....	2632
Wasser Electric Inc.....	2632	Wasser Electric Inc.....	2632
Wiljoy Realty Corp.....	2632	Wiljoy Realty Corp.....	2632

## LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Civano Construction Inc.— Construction Civano Inc.....	2633
Émilien-L. Morin, Limitée.....	2633
Entreprises Charlevoix Limitée.....	2633
Excel Enterprises Limited — Excel Enterprises Limitée.....	2633
Houle Automobile Ltée.....	2634
Irwin Manufacturing Company Limited.....	2634
Labrador Acceptance Corporation.....	2634
Les Immeubles Henri Fortier Inc.....	2635
Maheu Automobile Inc.....	2635
Metropolitan Drive Inc.....	2635
Promotion & Placements Cie Ltée — Promotions & Investments Co. Ltd.....	2635
Promotion & Placements Cie Ltée — Promotion & Investments Co. Ltd.....	2636
Rosemount Industries Limited — Les Industries Rosemont Limitée.....	2636
Snyder & Sons, Ltd.....	2636
Summerlea Golf & Country Club Inc.....	2636
Turret Construction Company.....	2637

## TRAVAIL:

*Industries ou métiers de:*

Boulangerie et de la pâtisserie, région de Trois-Rivières (Modification).....	2681
Camionnage, district de Québec (Prélèvement).....	2672
Chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et enfants dans la Province (Prélèvement).....	2671
Commerce de détail, région de Chicoutimi (Modification).....	2682
Confection pour dames dans la Province (Prélèvement).....	2674
Fourrure, district de Québec (Prélèvement).....	2679
Institutions religieuses, région de St-Hyacinthe (Modification).....	2684
Métallurgie, région de Québec (Prélèvement).....	2675
Photographes, région de Québec (Règlements).....	2683

## SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Civano Construction Inc.— Construction Civano Inc.....	2633
Émilien-L. Morin, Limitée.....	2633
Entreprises Charlevoix Limitée.....	2633
Excel Enterprises Limited — Excel Enterprises Limitée.....	2633
Houle Automobile Ltée.....	2634
Irwin Manufacturing Company Limited.....	2634
Labrador Acceptance Corporation.....	2634
Les Immeubles Henri Fortier Inc.....	2635
Maheu Automobile Inc.....	2635
Metropolitan Drive Inc.....	2635
Promotions & Investments Co. Ltd.— Promotion & Placements Cie Ltée.....	2635
Promotion & Investments Co. Ltd.— Promotion & Placements Cie Ltée.....	2636
Rosemount Industries Limited — Les Industries Rosemont Limitée.....	2636
Snyder & Sons, Ltd.....	2636
Summerlea Golf & Country Club Inc.....	2636
Turret Construction Company.....	2637

## LABOUR:

*Industry or Trades of:*

Baking and Pastry, region of Trois-Rivières (Amendment).....	2681
Camionnage, district de Québec (Levy).....	2672
Men's, boy's and children's cloth hat, cap and head wear for the Province (Levy).....	2671
Retail trade, region of Chicoutimi (Amendment).....	2682
Ladies cloak and suit for the Province (Levy).....	2674
Fur, district of Quebec (Levy).....	2679
Religious Institutions, region of St. Hyacinthe (Amendment).....	2684
Metal, district of Quebec (Levy).....	2675
Photographers, region of Quebec (By-laws).....	2683

Photographes, région des Cantons de l'Est (Prélèvement).....	2680	Photographers, Eastern Township district (Levy).....	2680
Vêtement d'hommes et de garçons dans la Province (Prélèvement).....	2677	Men's and boys' clothing for the Province (Levy).....	2677
<b>EXAMEN DU BARREAU:</b>		<b>BAR EXAMINATION:</b>	
Laurentides, pratique.....	2694	Laurentides, practice.....	2694
<b>MINISTÈRE DES FINANCES:</b>		<b>DEPARTMENT OF FINANCE:</b>	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
Chartered Trust Company.....	2699	Chartered Trust Company.....	2699
<b>NOMINATION:</b>		<b>APPOINTMENT:</b>	
Jolicœur, Henri Hon.....	2700	Jolicœur, Henri Hon.....	2700
<b>PROCLAMATION:</b>		<b>PROCLAMATION:</b>	
Convocation.....	2700	Convocation.....	2700
<b>SIÈGES SOCIAUX:</b>		<b>HEAD OFFICE:</b>	
Aldo Rivelli Inc.....	2703	Aldo Rivelli Inc.....	2703
Gilfordson Investment Inc.....	2701	Gilfordson Investment Inc.....	2701
La Corporation Foncière de Montréal..	2702	La Corporation Foncière de Montréal..	2702
L'Entraide Richelieu Ltée.....	2702	L'Entraide Richelieu Ltée.....	2702
Méga-sin Co-op de St-Tite.....	2703	Méga-sin Co-op de St-Tite.....	2703
Provincial Graphite Co. Ltd.....	2703	Provincial Graphite Co. Ltd.....	2703
Rainville Automobiles Inc.....	2703	Rainville Automobiles Inc.....	2703
R. Brouillette Inc.....	2704	R. Brouillette Inc.....	2704
Reg Limited.....	2702	Reg Limited.....	2702
Riverside Speedway Limited.....	2701	Riverside Speedway Limited.....	2701
Southern Acceptance Corporation.....	2701	Southern Acceptance Corporation.....	2701
Taverne Capri Inc.....	2702	Taverne Capri Inc.....	2702
The Canadian Horological Publishing Company Limited — La Compagnie des Éditions Horlogères Canadiennes Limitée.....	2701	The Canadian Horological Publishing Company Limited — La Compagnie des Éditions Horlogères Canadiennes Limitée.....	2701
United Fruit & Produce Terminal (MTL.) Ltd.....	2702	United Fruit & Produce Terminal (MTL.) Ltd.....	2702
<b>SOUSSIONS:</b>		<b>TENDERS:</b>	
Granby, cité.....	2709	Granby, city.....	2709
Hull, comm. scol. cath.....	2705	Hull, cath. school comm.....	2705
La Minerve, canton.....	2704	La Minerve, township.....	2704
Price, village.....	2706	Price, village.....	2706
St-Bruno-de-Montarville, ville.....	2708	St-Bruno-de-Montarville, town.....	2708
St-Vincent-de-Paul, comm. d'écoles.....	2710	St-Vincent-de-Paul, school comm.....	2710
<b>VENTES PAR SHÉRIFS:</b>		<b>SHERIFFS' SALES:</b>	
<b>BEDFORD:</b>		<b>BEDFORD:</b>	
Lavoie <i>et al</i> vs Diorio.....	2612	Lavoie <i>et al</i> vs Diorio.....	2612
<b>IBERVILLE:</b>		<b>IBERVILLE:</b>	
Bessette vs Boivin.....	2613	Bessette vs Boivin.....	2613
<b>MONTRÉAL:</b>		<b>MONTREAL:</b>	
Caisse Nationale d'Économie vs Cossette.....	2713	Caisse Nationale d'Économie vs Cossette.....	2713
Méthot vs héritiers, Roméo Bolduc.....	2713	Méthot vs heirs, Roméo Bolduc.....	2713
Tremblay vs Duda.....	2714	Tremblay vs Duda.....	2714
<b>RIMOUSKI:</b>		<b>RIMOUSKI:</b>	
Roco Incorporée vs Bouchard.....	2714	Roco Incorporée vs Bouchard.....	2714
<b>TÉMISCAMINGUE:</b>		<b>TÉMISCAMINGUE:</b>	
Imperial Bank of Canada vs Beaupré..	2715	Imperial Bank of Canada vs Beaupré..	2715

TERREBONNE:

Cité de St-Jérôme vs Ranger . . . . .	2715
Laurin vs Les Immeubles Lamarche & Lacasse Enregistrée . . . . .	2716

TERREBONNE:

City of St. Jérôme vs Ranger . . . . .	2715
Laurin vs Les Immeubles Lamarche & Lacasse Enregistrée . . . . .	2716